

# CAHIERS MARXISTES

---

Revue trimestrielle

N° 17

5<sup>e</sup> année / Avril mai-juin 1973

Éditée sous le patronage  
de la Fondation Joseph Jacquemotte

## Sommaire

|                                                                                                              |       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Jean Cimaïse<br>Picasso, pour tous                                                                           | p. 1  |
| Léo Figueres<br>Une nouvelle étape dans la lutte<br>des forces démocratiques en France                       | p. 5  |
| Suza Nudelhole<br>Au Chili : grand succès<br>de l'unité populaire                                            | p. 17 |
| Dossier Chili                                                                                                | p. 21 |
| Pierre Joye<br>Le dollar contre l'Europe                                                                     | p. 37 |
| Jean-Paul Vankeerbergen<br>Environnement et croissance économique<br>A propos du Congrès doctrinal du P.S.B. | p. 47 |
| Jacques Aron<br>Rente foncière et promotion immobilière                                                      | p. 59 |
| J. Blankoff<br>Un romancier russe oublié : Pisemski                                                          | p. 63 |
| Francis Tessa<br>Le poète Jacques Izoard                                                                     | p. 73 |
| J.J. Heirwegh<br>Henri de Man, intellectuel socialiste                                                       | p. 79 |

## Comité de rédaction

Jean Blume  
Francis Chenot  
Edmond Dubrunfaut  
Augustin Duchâteau  
Maurice Haber  
Pierre Joye  
René Lonnoy  
Jacques Moins  
Claude Renard  
Roger Somville  
Jean Terfve  
**Rédacteur en chef :**  
Augustin Duchâteau



## ***Picasso, pour tous***

Treize mille, quatorze mille peintures ? On ne sait plus. Des milliers d'illustrations, de gravures, de céramiques, des sculptures, des dessins innombrables, beaux, féroces ou cocasses, toujours d'une sûreté de main, d'une décision à couper le souffle. Picasso, qui, gamin, dessine déjà comme un adulte et à 80 ans retrouve toute la désinvolture de l'enfant avec la science en plus.

Picasso, le géant gêneur, et il lui suffit de prendre en main un fusain, une brosse, n'importe quoi pour désintégrer tous les sophismes, mettre fin à toutes les discussions nihilistes sur la mort de la peinture. Picasso l'humaniste : avec un chiffon, une ferraille, un gadget quelconque, il crée du vivant, de l'humain là où d'autres avec de l'humain créent de la ferraille ou du robot.

£

Picasso, toujours dangereux et encore aujourd'hui, le critique d'art espagnol Galvan connaît la prison pour avoir parlé de lui à l'université de Madrid.

Picasso qui illustre, enseigne l'histoire de l'art en peignant comme d'autres prouvaient la marche en marchant et dit mieux et plus et d'un seul coup sur Goya, Cranach, Courbet, sur Velasquez surtout, les « ménines », les méditations de Velasquez sur la peinture, sur la multiplication de l'espace, sur la condition du peintre à la cour d'Espagne, mieux que dix thèses bourrées de mots de savants historiens. Picasso, le cubisme. Picasso et les femmes. Picasso et le Parti, et la paix et la déstalinisation... On a tout dit sur Picasso, il a nourri cent livres, ouvert tous les possibles et les impossibles de l'art, fortifié la confiance d'un tas de confrères (et la hargne d'au-





tres), Picasso énorme comme le Colisée à Rome où toute une ville a puisé son marbre pour se refaire une beauté chrétienne.

On a dit l'ami, l'amant, le militant et l'homme seul tout petit face à l'immense toile à animer. On l'a mis à la portée de tous, illustré, expliqué aux enfants, on l'a édité en livre de poche à prix démocratique. Depuis 1969 et l'étude d'André Fermigier quiconque veut se donner la peine de lire, pour moins de cent francs peut aborder le continent Picasso, comprendre la diversité et les constantes de cette œuvre majeure du XXe siècle.

Pourtant tout est encore à dire et à redire sur Picasso tant qu'un militant fera des complexes devant cette œuvre, tant qu'il s'imaginera que « ça n'est pas pour lui » cette peinture ouverte et claire. (Non, il ne faut pas comprendre le chinois pour lire, comprendre Picasso), Simplement se débarrasser de préjugés, d'habitudes paralysantes, retrouver cette logique des enfants qui dessinent le ciel en haut du dessin puisqu'il est au-dessus de nos têtes. Tout restera à dire tant qu'on doutera de l'efficacité de cette peinture « arme offensive et défensive contre l'ennemi ». Les ennemis plutôt : le fascisme comme les idées toutes faites, l'oppression comme la facilité, la démagogie et aussi la solitude, le nihilisme contre lesquels chaque toile de Picasso est une bataille.

On ne peut séparer le Picasso de 1936 de celui de 1910, le militant de la paix du céramiste. L'immense « Guernica » de la guerre d'Espagne répond au « couple enlacé » de l'époque bleue. Un même fil conducteur mène des nus décomposés et recomposés du cubisme au « massacre en Corée », de la « Guerre et Paix » aux innombrables « peintre et son modèle » à l'histoire intarrissable, comique, épique, picaresque des dessins du peintre nonagénaire, peuplés de nus, de mousquetaires, de duègnes, de rapins.

« Je n'ai pour me conduire qu'une faible lumière : ma raison. Un homme vient qui me dit de souffler la bougie pour mieux y voir. Cet homme c'est un théologien... » Cette pauvre bougie dont parle quelque part Diderot j'y songeais souvent en regardant « Guernica ».

Il y a au milieu de l'immense cri d'horreur et de protestation de cette toile, un long bras qui s'élance et le poing serre tragiquement, obstinément un humble lumignon : la raison.

Avec ce lumignon, à peine plus éclairant depuis Diderot, nous avons continué à explorer notre domaine, et même le grenier et la cave. Là sont venus, viennent toujours, d'autres théologiens, d'une nouvelle espèce qui eux aussi prétendent y voir mieux en fermant les yeux. Picasso aura été de ceux qui se sont toujours refusés à ces conseils.

« J'ai voulu par le dessin et la couleur, puisque c'était là mes armes, pénétrer toujours plus avant dans la connaissance du monde, afin que cette connaissance nous libère tous chaque jour davantage... » déclarait-il en adhérant au Parti en 1944.

Explorateur infatigable, jusque dans quels souterrains formant, déformant, reformant, il aura reculé pour nous les bornes de la vision sans jamais renoncer à la réalité, à la lumière de la raison, nous jetant pêle-mêle des monstres, des cris de colère, de passion, de pitié, de beauté, nous rendant en définitive plus riches, plus capables de voir toute la beauté, la totalité de la vie.

Cubisme, abstraction, surréalisme, art-pop tout a été abordé par Picasso, mais toujours en réaliste, c'est-à-dire remis sur ses pieds, brassé chez lui en une vaste synthèse, un énorme inventaire des mille moyens de la peinture. Gardant ouvertes toutes les portes vers un avenir qui n'en finit jamais et que le lumignon de Guernica éclaire de son espoir têtue.



## ***Une nouvelle étape dans la lutte des forces démocratiques en France***

Les élections législatives françaises des 4 et 11 mars 1973 ont donné lieu à une bataille politique sans précédent au plan électoral entre les forces de la réaction et celles du progrès social. On peut dire avec raison qu'elles ont constitué, après les luttes populaires de mai 1968 et à un autre niveau, le second grand affrontement de la classe ouvrière et de l'ensemble des masses laborieuses avec le capitalisme monopoliste d'Etat.

Au premier tour de scrutin, les Partis signataires du Programme commun de Gouvernement ont obtenu ensemble 10.004.250 voix et 42,11 % des suffrages exprimés, tandis qu'ils n'en avaient groupé que 8.115.082 (36,55 %) en 1968 et 9.263.143 (41,47 %) en 1967. Encore faut-il tenir compte que dans ce dernier cas, l'ensemble du Parti radical était allié des socialistes alors que cette fois une fraction de ce Parti avec Servan-Schreiber avait fait alliance avec Lecanuet et ses centristes. Si l'on ajoute aux suffrages du P.C.F. et de l'U.G.S.D. (socialistes et radicaux de gauche) ceux du P.S.U. et de divers autres candidats que les électeurs ont considérés comme étant de gauche, on peut dire que plus de 45 % des électeurs se sont prononcés dès le 4 mars pour un changement profond de l'orientation de la politique du pays.

Au deuxième tour de scrutin, l'ensemble des Partis de gauche a recueilli environ 11 millions de voix, ce qui représente 46,3 % des suffrages exprimés.

La « majorité » rassemblée autour de l'U.D.R. a recueilli au premier tour 8.650.000 voix et perd un million de suffrages et 6,30 % par rapport à ses résultats de 1968.

Les pseudo-réformateurs de Lecanuet et Servan-Schreiber n'ont pas obtenu les résultats qu'ils espéraient et se retrouvent avec seulement 12,5 % des suffrages au premier tour.

Il est vrai qu'en volant au secours de l'U.D.A. au second tour, les « réformateurs » ont facilité le regroupement des forces de droite et sauvé la majorité de la défaite. Mais ce faisant, la grande bourgeoisie a brûlé l'un de ses vaisseaux de réserve ; elle a fait la démonstration qu'il ne pouvait y avoir de troisième voie entre la gauche et la droite et que les dirigeants réformateurs, malgré leurs critiques et leurs discours d'opposants, n'étaient en fait qu'une force d'appoint aux Partis liés directement au grand capital.

## **LA SIGNIFICATION ET L'ENJEU DES ELECTIONS LEGISLATIVES**

Cette consultation électorale a été toute différente des précédentes. Pourquoi ? Parce que pour la première fois dans l'histoire de notre pays les principales forces de la Gauche s'étaient unies non pas sur une simple plate-forme électorale mais sur un programme commun détaillé et précis en vue de gouverner la France.

Et pas n'importe quel Programme... Celui que présentaient ensemble communistes, socialistes et radicaux de gauche vise non seulement à satisfaire les revendications les plus urgentes de la classe ouvrière, des autres couches laborieuses lésées par une politique au service des Monopoles, à développer les libertés individuelles et collectives, à réaliser une politique de paix et de désarmement mais il se donne aussi pour but de modifier le rapport des forces sociales en affaiblissant par les nationalisations et d'autres mesures, les moyens de domination du Grand Capital et en renforçant par cela même la place dans la vie nationale de la classe ouvrière et de l'ensemble du peuple.

La partie avancée de la classe ouvrière et des salariés en général, une partie de la paysannerie et certains éléments des classes moyennes ont vu clairement la portée du programme et lui ont assuré un soutien sans réserves.

Mais la grande bourgeoisie française, aussi, a vu quels dangers représentaient pour sa domination l'existence du Programme commun et à plus forte raison sa réalisation éventuelle à la suite d'un succès électoral de la gauche unie. C'est pourquoi elle a lancé comme jamais toutes ses forces dans le combat politique. Non seulement ses représentants au Gouvernement et le Président de la République lui-même se sont déchaînés pour combattre le Programme commun, pour le défigurer, le caricaturer, annoncer les pires malheurs pour le pays si la gauche triomphait, mais le patronat lui-même, par l'entremise de ses organisations, est entré directement et sans réserves dans la lutte contre le Programme.



Des organisations représentatives des classes moyennes, influencées par la pression du Grand Capital, ont mis bas l'apolitisme dont elles se réclament habituellement pour combattre elles aussi le Programme Commun.

Le dénigrement, la falsification pure et simple des objectifs de la gauche a été mille fois répercutée par la radio, la télévision, plus que jamais asservies au pouvoir, par la quasi totalité de la presse... Les patrons eux-mêmes sont fréquemment intervenus auprès de leurs salariés pour les inciter à voter contre la gauche.

Il faut tenir compte aussi d'autres éléments d'appréciation. Si la C.G.T. s'est lancée sans réticences dans la bataille pour la victoire du Programme commun, il n'en a pas été de même des autres organisations syndicales. La C.F.D.T. l'a plus critiqué que soutenu. F.O. et la F.E.N. se sont refusées à toute initiative pour le soutenir ; la C.G.C., qui groupe une partie des ingénieurs et cadres, l'a combattu ouvertement.

Le P.S.U. a attaqué le Programme commun de « gauche » l'estimant insuffisamment avancé et ce faisant il a perdu l'essentiel de ses forces, près de la moitié de ses voix. Les divers groupes troskistes qui, cette fois, présentaient de nombreux candidats, se sont servis de la campagne pour dénigrer le Programme commun, calomnier l'union des forces démocratiques et en premier lieu le Parti Communiste, faisant une fois de plus le jeu de la bourgeoisie.

L'acuité et l'enjeu de la bataille politique sont attestés par toutes sortes de faits et en particulier par celui, sans précédent, de l'intervention radio-télévisée d'un contenu grossièrement anticommuniste que le chef de l'Etat, POMPIDOU, a faite après la clôture de la campagne électorale, quelques heures à peine avant le second tour de scrutin.

Il est évident que tous les moyens mis en œuvre par le Grand Capital et son pouvoir (n'est-on pas allé jusqu'à affirmer qu'en cas de victoire des partisans du Programme commun, le droit de propriété et même le droit d'héritage seraient supprimés, alors qu'ils ne le sont pas, comme on le sait, dans les pays socialistes les plus anciens !) n'ont pas été sans effet sur des catégories d'électrices et d'électeurs que leur situation sociale et leurs conditions de vie et de travail auraient dû conduire normalement à approuver les solutions du Programme commun.

C'est ainsi qu'il a été remarqué qu'une partie des personnes âgées, dont beaucoup ont des retraites de misère, des travailleurs parmi les plus exploités, des petits propriétaires et épargnants, des éléments des classes moyennes de la ville et de la campagne, menacés en permanence par la concentration capitaliste, n'en ont pas moins voté pour les formations de droite par crainte du « chambardement » que les propagandes bourgeoises leur promettaient en cas de victoire de la gauche.

Que dans une telle situation les partisans du Programme commun aient pu recueillir près de 11 millions de suffrages, qu'ils aient fait perdre plus de 100 sièges aux formations au Pouvoir et qu'ils aient contribué à démasquer le jeu « réformateur » représente un succès extrêmement important, un succès à partir duquel d'autres luttes sont possibles afin de rapprocher l'heure de l'application des mesures du Programme commun de Gouvernement de la gauche, le seul qui apporte de vraies solutions aux problèmes posés au pays.

## **LA SEULE STRATEGIE JUSTE : CELLE DE L'UNITE ET DU PROGRAMME COMMUN**

Le Comité Central du Parti Communiste Français, dans sa session des 28 et 29 mars derniers a examiné de façon approfondie les résultats des élections et les enseignements à en tirer.

Il a constaté que les résultats obtenus par le Parti étaient bons. Il a gagné 720.000 voix et 1,23 % sur les élections de 1968. (Nous ne retrouvons pas cependant, à 1,25 % près, les suffrages de 1967.) Le nombre de nos députés passe de 33 à 73, ce qui donne à l'activité parlementaire du Parti de nouveaux et importants moyens.

Notre Parti reste la principale formation de la gauche française et l'on peut dire, qu'étant donné la violence de la campagne anti-communiste déchaînée par le grand capital dans tout le pays, chacun des 5.156.619 électeurs qui ont voté cette fois communiste ont fait preuve d'une conscience politique plus élevée que dans les élections précédentes.

Cependant le Comité Central s'est interrogé sur les raisons pour lesquelles pour la première fois l'unité réalisée entre les Partis de gauche a profité plus au Parti socialiste, qui gagne 1.288.000 sur 1968 et 71.500 sur 1967, qu'à notre Parti.

Nous pensons que ce n'est pas l'orientation générale fondée sur l'unité des forces démocratiques et sur le Programme commun qui est en cause.

Au contraire, cette orientation était la seule qui pouvait ouvrir une perspective nouvelle aux masses populaires, rendre crédible le succès des forces de gauche, opposer une politique concrète à celle du pouvoir du grand capital.

Nous n'avons pas disposé de tout le temps nécessaire pour combattre les défigurations dont le Programme commun était l'objet de la part de l'adversaire de classe, pour éclairer ses objectifs aux yeux de l'ensemble du peuple mais aussi pour montrer que de fortes positions des communistes dans le cadre de l'union de la gauche étaient l'une des conditions de la réalisation pleine et entière du Programme.



Si la bourgeoisie a orienté ses coups contre le Programme commun et l'union de la gauche, c'est cependant le Parti Communiste qu'elle a visé avant tout. Tout a été utilisé : les campagnes tendant à caricaturer la réalité des pays socialistes et à présenter cette caricature comme étant le socialisme que nous voulions pour la France.

Le but était soit de conduire les éléments les plus impressionnables dans les masses populaires à voter pour les Partis de droite, soit tout au moins à les faire voter pour le Parti socialiste considéré comme un moindre mal. De plus, la grande bourgeoisie aurait vu d'un bon œil notre Parti perdre sa place de premier Parti démocratique car cela lui aurait facilité toutes ses manœuvres de division de la gauche auxquelles elle n'a évidemment jamais renoncé.

Les dirigeants du Parti socialiste, surtout dans la première partie de la campagne électorale, ont favorisé d'une certaine manière cette campagne contre notre Parti. Leur initiative pour exploiter le problème tchécoslovaque après la signature du Programme commun, leur affirmation qu'il fallait « rééquilibrer la gauche » (c'est-à-dire passer avant les Communistes) afin d'être mieux en mesure de défendre les libertés rejoignaient certains des thèmes de la campagne anticommuniste.

En même temps, le Parti Socialiste, signataire du Programme commun, apparaissait aux yeux de beaucoup avec un visage nouveau et d'autant plus que les propagandes et les sondages le montraient comme étant plus susceptible que notre Parti de tenir en échec les candidats réactionnaires.

Mais ces observations faites, il ne faut pas perdre de vue l'essentiel.

La réalisation de l'unité entre Communistes et Socialistes a été le plus grand coup porté aux forces réactionnaires depuis plusieurs décennies. Et la conclusion du Programme commun de gouvernement a posé pour la première fois en Europe occidentale le problème du changement profond de politique par l'avènement d'un gouvernement de gauche dans lequel les communistes joueraient un rôle important.

« Nous avons donc eu raison, a souligné Georges Marchais, d'adopter le Programme commun et de l'adopter *au moment* où nous l'avons fait. Nous avons eu raison de nous employer à consolider et à développer l'union autour de lui, rendant ainsi du même coup plus difficiles les manœuvres visant à entraîner à droite le Parti Socialiste. »

Mais à chaque pas en avant de l'unité, à chaque effort pour lui donner un contenu politique plus élevé, correspondent de nouvelles obligations, pour les communistes en particulier, en vue de développer le mouvement populaire.

Car à chaque progrès de l'unité, à chaque menace nouvelle pour la domination des monopoles correspond une violente contre-offensive

de ces derniers. Seul un puissant mouvement de masse peut la tenir en échec et c'est l'aptitude des Communistes à l'organiser et à le développer qui est en fin de compte décisif.

C'est ce que le Parti avait souligné dès après la signature du Programme commun et c'est ce que les élections ont vérifié.

Notre analyse est juste, notre stratégie est juste. Elle a permis avec les résultats des élections législatives de faire un pas en avant important. Il faut persévérer dans cette voie, celle du Manifeste de Champigny, celle des 19e et 20e Congrès de notre Parti, la voie de l'unité, la voie du rassemblement majoritaire du peuple français contre le grand Capital, la voie du renforcement des positions du Parti Communiste, principal garant des succès à venir.

## **FAIRE COMPRENDRE NOTRE POLITIQUE ET ORIENTER LES LUTTES A VENIR**

La crise profonde que connaît la société française depuis plusieurs années déjà se poursuit et s'approfondit. Elle atteint tous les domaines de la vie économique, sociale et politique.

La domination du grand Capital sort encore affaiblie de la bataille électorale de mars. Les formations politiques qui la concrétisent au plan du gouvernement et du Parlement sont en fait minoritaires dans le pays. Si elles conservent une majorité à la nouvelle assemblée nationale, c'est dû uniquement à l'iniquité de la loi électorale qui fait qu'il suffit de 40.000 voix pour élire un député U.D.R. alors qu'il en faut plus du double pour élire un député communiste.

Plus que jamais un pouvoir aussi ébranlé, aussi affaibli, sera miné par ses propres contradictions, on le voit bien à l'occasion de la formation du nouveau Gouvernement Mesmer et aussi et surtout par le mécontentement des masses populaires et les luttes qu'il suscite.

La classe ouvrière, les masses laborieuses, la jeunesse ne sont nullement découragées par les résultats électoraux. Bien au contraire elles y puisent de nouveaux motifs de lutter pour un véritable changement puisque tous les motifs qui le nécessitent subsistent totalement.

De plus, à la différence des autres lendemains d'élection, cette fois la perspective d'une autre politique reste ouverte avec le Programme commun de Gouvernement des forces de gauche. Il n'y a donc aucune crainte à avoir que les mouvements populaires puissent courir à l'impasse ou à l'aventure.

Le programme commun n'est pas un accord de circonstance limité par l'horizon électoral. Il constitue la seule solution véritable aux problèmes de la société française actuelle. Il n'est ni trop, ni pas assez avancé. Ses objectifs correspondent à l'état des forces de



classe, aux possibilités de la lutte politique et sociale en France. Il constitue pour la période à venir la meilleure base de rassemblement de toutes les forces capables de réaliser le changement fondamental dont la France a besoin.

Plus de dix millions de Français, malgré les pressions politiques et morales, malgré les menaces de catastrophe politique et économique dont la réaction les a menacés, ont donné leur adhésion au Programme y compris aux mesures de réorganisation de l'économie, aux nationalisations de secteurs clés de l'industrie, du crédit et du système bancaire. Le problème est de gagner à ces solutions des millions de Français qui, cette fois encore, ont été trompés par la caricature que le pouvoir a faite des propositions de la gauche. Parmi eux il y a encore des ouvriers, surtout de petites et moyennes entreprises, des ingénieurs et techniciens qui ont cru encore que la réalisation des mesures du Programme commun aboutirait à la perte de leur travail ou à la crise de l'économie. Il y a des paysans, de petits commerçants et artisans, de modestes propriétaires à qui ceux-là même qui les vouent actuellement à la ruine ou à la faillite ont fait croire qu'avec la victoire de la gauche ils perdraient leur propriété. Il reste une masse de Françaises et de Français qui ont cru aux mensonges réactionnaires sur la liquidation des libertés politiques dans le cas d'un succès des forces démocratiques.

Nous ne devons pas considérer que cette situation est irréversible, que des millions de personnes doivent rester irrémédiablement sous l'influence de la grande bourgeoisie. Nous devons seulement les éclairer sur ce que nous voulons exactement faire.

Nous n'avons jamais, par exemple, dissimulé que l'application du Programme commun ouvrirait dans notre pays la voie au socialisme. Dès le préambule du Programme, le Parti Communiste et le Parti Socialiste « affirment ensemble leur volonté de mettre fin aux injustices et aux incohérences du régime actuel. *Pour y parvenir et pour ouvrir la voie au socialisme*, des changements profonds sont nécessaires dans la vie politique, économique et sociale de la France ».

Il faut donc en premier lieu préciser quelles sont les voies et les moyens, les caractères concrets que revêtirait l'édification du socialisme en France.

Nous devons rétablir la vérité sur la réalité du socialisme en U.R.S.S. et dans les autres pays où il s'édifie depuis des années ; montrer les progrès gigantesques dans tous les domaines que le socialisme a fait accomplir à ces pays sans idéaliser pour cela tous les traits de cette édification d'une nouvelle société.

Mais en même temps et surtout, nous devons convaincre les Français qu'il n'existe pas de modèle de socialisme susceptible d'être transféré mécaniquement d'un pays à un autre, que le socialisme

s'enracine dans la terre de la Nation, dans ses traditions, dans son histoire, dans son état politique et économique qui varient nécessairement d'un pays à un autre.

Par cela même, les voies du socialisme en France seront nécessairement nouvelles, différentes de celles qu'il a empruntées dans d'autres pays.

Pour convaincre de cette vérité qui n'est pas énoncée qu'aujourd'hui, ceux des travailleurs qui l'ignorent ou qui doutent encore, il s'agit d'aller au-delà des formules générales, de donner de la chair à l'idée du socialisme pour la France dans les conditions françaises. Il nous faut préciser en particulier pourquoi et comment le socialisme sera tout le contraire de l'autoritarisme, du bureaucratisme généralisé. Comment il mettra en mouvement les masses populaires, leur assurera la liberté la plus large, la participation la plus réelle, dans l'examen et le règlement de tous les problèmes de la vie politique et économique à tous les niveaux d'activité, de l'entreprise à la direction de l'Etat.

De quelle façon aussi, dans les conditions françaises, ne s'établira aucune confusion entre l'Etat et les Partis car dans notre conception les Partis et groupements politiques opposés au socialisme pourront exercer librement leur activité dans le cadre de la légalité démocratique.

Tous ces problèmes et bien d'autres encore doivent être précisés, détaillés, concrétisés. Et cela exige un esprit de recherche et de création jamais atteint, la volonté de ne pas se laisser enfermer dans les schémas, de trouver les meilleurs moyens de persuader les travailleurs qui restent encore actuellement sous l'influence des idées dominantes de la bourgeoisie.

## **LES TROIS TACHES DU PARTI APRES LES ELECTIONS**

Trois données principales caractérisent la situation en France après les élections de mars :

- 1°) Il existe une volonté profonde de changement dans le pays ;
- 2°) Les forces démocratiques, dont le P.C.F., sortent renforcées de la bataille électorale ;
- 3°) La coalition des droites, bien que gardant la majorité à l'Assemblée, en sort considérablement affaiblie.

Le Pouvoir en place va être obligé de manœuvrer pour tenter de tenir. Il va user de démagogie et devoir faire quelques concessions. Mais pouvoir du grand Capital, il lui est impossible évidemment de changer fondamentalement de politique.



Etant donné que la crise monétaire mondiale, la hausse des prix, l'aggravation des conditions de travail, vont se poursuivre, on peut penser qu'il en sortira une opposition renforcée à la politique actuelle.

Le combat engagé par les lycéens et les étudiants pour le établissement et l'élargissement des sursis et une démocratisation de l'enseignement, la lutte des O.S. des usines Renault sont annoncia-teurs de nouveaux mouvements populaires.

*La première tâche que se fixe le Parti* est d'organiser et de soutenir les actions visant à imposer les revendications les plus pressantes des travailleurs.

Les communistes ne doivent pas être surpris par les formes originales que peuvent revêtir les actions populaires, par leur apparence parfois spontanée. Ils doivent en prendre la tête et contribueront à leur assurer toujours le caractère de masse, indispensable à leur succès.

Un certain nombre de revendications générales inscrites au Programme telles que l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans, l'instauration de la représentation proportionnelle aux élections, le droit au logement social, l'amélioration des transports, la démocratisation de la fiscalité, etc... doivent donner lieu à l'organisation de luttes pouvant prendre des formes multiples, originales, susceptibles de frapper l'ensemble de l'opinion. Dans ces domaines aussi, il faut sortir des sentiers battus et « *faire travailler sa tête* », selon la formule de G. Marchais.

Certes les communistes mèneront la lutte dans le cadre parlementaire, avanceront leurs propositions, soit eux-mêmes, soit en commun avec les élus socialistes et radicaux de gauche, comme l'a prévu le Comité de liaison des Partis de gauche. Mais l'essentiel de la lutte se déroulera dans le pays, dans les entreprises, les grandes concentrations d'employés, les établissements d'enseignement et c'est du mouvement de masse que dépendront, pour l'essentiel, les succès à venir.

*La deuxième tâche* essentielle consiste à développer notre activité pour populariser et faire approuver les mesures proposées par le Programme commun de Gouvernement ainsi que notre conception de la marche de la France au socialisme.

Nous allons pour cela organiser dans tout le pays un vaste débat avec les masses populaires autour des principaux thèmes de notre politique, des objectifs du Programme commun et du socialisme pour la France.

*Comme troisième grande tâche*, nous nous fixons celle de renforcer l'union des forces ouvrières et démocratiques. L'unité réalisée entre communistes, socialistes et radicaux de gauche, est un acquis inappréciable que nous devons encore développer en luttant contre les manœuvres de toute nature qui ne manqueront pas de se développer pour de nouveau diviser la gauche.

Elles ne viendront pas toutes de la grande bourgeoisie et de M. Pompidou. Ceux qui, par exemple, essaient d'opposer à un socialisme auto-gestionnaire dont ils ne précisent pas d'ailleurs le contenu, un socialisme centralisateur imaginaire dont nous serions les représentants, ne travaillent pas eux non plus pour l'union et certains socialistes l'ont fait remarquer comme nous-mêmes.

Tout en nous attachant à renforcer l'action commune des formations de gauche et de l'ensemble des organisations sociales et démocratiques, de syndicats notamment, nous ne pouvons subordonner chaque fois l'action à l'accord préalable de tous.

Le développement de la lutte de masse dans le pays reste l'essentiel pour rapprocher les conditions du changement, ce qui signifie que l'union populaire, c'est-à-dire le rassemblement et la lutte des masses laborieuses les plus larges doit être plus que jamais notre objectif.

## **UN PARTI TOUJOURS PLUS ACTIF, PLUS INFLUENT, MIEUX ORGANISE**

Le Comité Central du Parti a tiré aussi des élections l'enseignement que toutes nos organisations devaient plus que jamais être tournées vers la classe ouvrière, l'ensemble des salariés, et par conséquent vers les entreprises, où nous avons gagné et où il y a encore beaucoup à gagner.

Or il est encore des entreprises dans les grandes villes et aussi dans les petites, parmi les salariés du commerce et des services où l'action du Parti est faible ou inexistante. L'on a remarqué que c'est parmi les dernières notamment que se sont recrutés un certain nombre d'électeurs pour le candidat gauchiste, qui normalement devaient appuyer l'action de notre Parti à la condition que nos explications leur parviennent.

Les communistes, pour les mêmes raisons, doivent être attentifs aux changements qui interviennent dans la structure de l'économie, dans la physionomie du pays (installation de nouvelles activités dans les bourgs, dépeuplement des centres villes au profit des périphéries, etc...) de façon à y adapter les formes d'organisation du Parti. C'est ainsi qu'une liaison va être organisée entre les fédérations d'une même région économique pour tenir compte que nombre de problèmes doivent être examinés et réglés à ce niveau et plus seulement à celui du département.

Tout cela doit aboutir à un renforcement de l'organisation du Parti. Les résultats obtenus durant la bataille électorale laissent bien augurer de ce qui peut être fait dans la période à venir.



Depuis le 1er janvier 1973, plus de 39.000 adhésions ont été faites, c'est-à-dire beaucoup plus que durant la même période l'an dernier. 523 cellules ont été créées dont 271 d'entreprises.

L'objectif fixé est d'atteindre 50.000 adhérents nouveaux d'ici les vacances d'été.

Un Parti plus combatif, plus fortement organisé est la condition, l'expérience l'a prouvé, du renforcement de l'union et du développement de l'action.

La bataille électorale a constitué une étape importante du combat des forces démocratiques françaises pour un changement fondamental de la politique de notre pays.

Il s'agit à présent, à partir de la nouvelle base de départ que constitue ce succès, d'aller avec réalisme, confiance et combativité vers de nouvelles luttes contre le grand Capital et son pouvoir pour la victoire des objectifs du Programme commun de gouvernement de la gauche.

## Conditions d'abonnement :

|                                        |               |
|----------------------------------------|---------------|
| Abonnement annuel de soutien . . . . . | 200 F minimum |
| Abonnement annuel ordinaire . . . . .  | 140 F         |
| Vente au numéro . . . . .              | 40 F          |

Versements au C.C.P. 1887.45 - Fondation Joseph Jacquemotte  
Avenue de Stalingrad, 29, 1000 Bruxelles



## ***Au Chili : grand succès de l'unité populaire***

Depuis longtemps, l'échéance chilienne du 4 mars 1973 faisait l'objet de nombreuses spéculations dans la presse internationale. Mais, passé l'analyse des résultats de ces élections législatives, les commentaires ont été beaucoup moins nombreux. Ce seul fait suffirait déjà à souligner, s'il en était besoin, que ce scrutin n'a pas répondu à l'attente d'un certain nombre de commentateurs.

La démocratie chrétienne et le parti national, de droite, qui forment l'essentiel de l'opposition au gouvernement d'Unité populaire, gardent la majorité tant à la Chambre, où les 150 sièges devaient être renouvelés, qu'au Sénat, où 25 sièges sur 50 étaient soumis à réélection. Et pourtant, aucun observateur sérieux ne s'est avisé de parler d'une victoire de l'opposition aux élections du 4 mars. C'est que personne ne s'attendait à voir les partis communiste, socialiste, radical et les autres formations de gauche qui constituent la coalition gouvernementale d'Unité populaire obtenir la majorité au Congrès (Parlement) à l'issue de ce scrutin. Par contre, l'agence France-Presse rapportait en janvier dernier, dans une dépêche de Santiago, que les dirigeants de l'opposition s'attendaient à remporter le 4 mars un « triomphe écrasant » et à obtenir au Congrès les deux tiers constitutionnellement nécessaires pour « destituer le président de la République ».

Cette majorité des deux tiers, qui aurait également permis à l'opposition de faire échec au Parlement au droit de veto du président de la République, elle ne l'a pas obtenue et cette menace, de même que celle d'une destitution « constitutionnelle » du chef de l'Etat, devraient être maintenant écartées jusqu'au terme du mandat du président Allende, en 1976.

En réalité, les élections du 4 mars ont été marquées par un grand succès de l'Unité populaire qui obtient 43,39 % des suffrages, contre 54,70 à l'opposition. C'est là un progrès très net puisqu'aux élections présidentielles de 1970, Salvador Allende avait obtenu 36,3 % des voix, contre 34,9 % au candidat du parti national, et 27,8 % au candidat démocrate-chrétien. Et l'Unité populaire progresse aussi par rapport aux élections législatives de 1969 puisque, avec 63 sièges à la Chambre et 20 au Sénat, contre 87 et 30 à l'opposition, elle gagne six sièges de députés et deux de sénateurs.

## **JAMAIS DANS LE PASSE**

Jamais il n'y avait eu tant d'élus de gauche au Parlement chilien. Et jamais non plus, dans toute l'histoire du Chili, un président n'avait augmenté son audience électorale aux élections législatives. Le président précédent, M. Eduardo Frei, qui dirige aujourd'hui l'opposition démocrate-chrétienne, avait été élu en 1964 avec 54 % des voix. Mais le parti démocrate-chrétien n'obtenait plus que 42 % aux élections législatives de 1965 et 29 % seulement à celles de 1969. Il est d'ailleurs courant au Chili, où le président de la République est élu au suffrage universel et où le régime est présidentiel, que le pouvoir exécutif, qui procède du chef de l'Etat, ne dispose pas d'une majorité au Parlement.

Le fait dominant des élections du 4 mars, c'est donc la progression sensible de l'Unité populaire, un peu plus de deux ans après la formation du gouvernement Allende. L'agence américaine United Press International note que « le vote des jeunes a été décisif dans le succès de la coalition gouvernementale », précisant que « les 700.000 nouveaux électeurs ont voté en majorité pour les formations de gauche ». Conformément au programme de l'Unité populaire, le gouvernement Allende a en effet abaissé à 18 ans l'âge de la majorité électorale et donné le droit de vote aux analphabètes.

Ce grand succès électoral de l'Unité populaire est d'autant plus remarquable que les difficultés n'ont pas manqué depuis deux ans. L'opposition n'a cessé d'utiliser sa majorité au Parlement pour faire obstacle aux réformes entreprises par le gouvernement et obtenir le départ de plusieurs ministres. La bourgeoisie, les milieux d'affaires, spéculent, sabotent la production, provoquent la hausse des prix. Une grande partie de la presse, aux mains de l'opposition, mène une campagne d'une rare violence contre le gouvernement. Les groupes d'extrême droite provoquent partout de violents incidents.

## **L'I.T.T. ET LA C.I.A.**

Sur le plan international également, le Chili a été la cible d'attaques convergentes. Une enquête d'une sous-commission du Sénat des



Etats-Unis a confirmé, peu après les élections du 4 mars, les révélations du journaliste américain Jack Anderson sur les complots économiques et politiques montés par la compagnie américaine International Telephone and Telegraph avec la collaboration de la Central Intelligence Agency, c'est-à-dire des services secrets américains, en vue d'empêcher Salvador Allende d'accéder en 1970 à la présidence du Chili. Les compagnies américaines qui exploitaient le cuivre chilien, nationalisé par le gouvernement d'Unité populaire, cherchent à étouffer l'économie du pays en s'attaquant à ses exportations, tandis que Washington et les institutions bancaires internationales contrôlées par les Américains lui coupent les crédits.

Si toutes les difficultés ainsi créées n'ont pas empêché les travailleurs chiliens d'apporter un soutien accru à l'Unité populaire, c'est parce qu'elles ne leur ont pas fait oublier tout ce que le gouvernement a réalisé en un peu plus de deux ans. L'augmentation sensible des salaires, la nette réduction du chômage, la réforme agraire, la nationalisation du cuivre et d'autres secteurs de l'économie ont profondément modifié les conditions de vie des travailleurs et les structures économiques et sociales du pays. Les difficultés de ravitaillement, dont la réaction chilienne et tant de journaux étrangers font si grand cas, en omettant généralement de dire qu'elles sont provoquées par la bourgeoisie, causent beaucoup moins de restrictions aux travailleurs que celles que leur imposait il y a quelques années leur manque de pouvoir d'achat.

Le remaniement du gouvernement auquel le président Allende a procédé à la suite des élections illustre également le renforcement de l'Unité populaire. Si la représentation au sein du gouvernement des différents partis de la coalition n'est pas modifiée, on note le départ des trois militaires qui étaient entrés au gouvernement en novembre 1972, à la suite de la tension créée dans le pays par la grève des compagnies privées de transport routier. Le fait que leur présence ne soit plus jugée nécessaire est aussi significatif que le loyalisme manifesté à cette occasion par l'armée.

## **LA PORTEE D'UN SCRUTIN**

Le succès électoral de l'Unité populaire et l'échec des tentatives de l'opposition en vue de renverser le gouvernement Allende pourraient avoir une autre conséquence. Une partie au moins du parti démocrate-chrétien, qui est le principal perdant des élections du 4 mars, pourrait être amenée à remettre en cause l'alliance de la démocratie chrétienne avec les conservateurs du parti national et les éléments fascisants de « Patrie et liberté ». C'est là une évolution d'autant plus importante que le problème fondamental posé à l'Unité populaire en vue d'élargir son influence et de devenir majoritaire dans le pays est celui qui consiste à gagner les couches moyennes de la population.

Au lendemain des élections du 4 mars, le président Allende a déclaré que le gouvernement d'Unité populaire continuerait à « avancer vers le socialisme dans le cadre de la loi, du pluralisme, de la démocratie et de la liberté ». C'est parce que tel était l'enjeu du scrutin que le succès de l'Unité populaire revêt une telle importance qui dépasse largement les frontières du Chili.

Le Chili est un pays sous-développé, dont la principale richesse a été exploitée pendant des dizaines d'années par des compagnies étrangères. Sa situation est donc fort différente de celle que nous connaissons en Europe occidentale. Mais les traditions démocratiques du Chili, la force de la gauche, l'unité que ses différentes composantes ont su réaliser sur un programme commun de gouvernement, la victoire électorale qu'ils ont obtenue sur cette base le 4 septembre 1970 et qu'ils ont élargie le 4 mars de cette année, tout cela donne toute sa portée à cette expérience sans précédent d'avance vers le socialisme par un processus électoral et constitutionnel, dans un cadre démocratique et pluraliste. C'est pourquoi les élections du 4 mars constituent un grand succès, non seulement pour la gauche chilienne, mais pour les progressistes de tous les pays.



## **Dossier Chili**

*Pour permettre au lecteur de situer mieux l'itinéraire des forces progressistes au Chili, nous résumons dans ce dossier quelques données de l'histoire de ce pays (1).*

Le Chili est une longue et étroite bande de terre de 4.235 km du Nord au Sud, de 175 km de largeur, en moyenne. Sa superficie est de 742.000 kilomètres carrés. 9.300.000 habitants (même nombre d'habitants que la Belgique pour 30.000 km<sup>2</sup>).

Le Chili, c'est le cuivre : au deuxième rang de la production mondiale (800.000 tonnes) après les U.S.A. (1 million de tonnes). La production du Zaïre se chiffrait à 300.000 tonnes en 1966 (5e rang mondial). Les gisements du Chili sont estimés à 1 milliard et 53 millions de tonnes, soit la plus importante réserve mondiale.

Le revenu moyen annuel était de 24.000 francs belges par habitant, soit en quatrième rang de l'Amérique latine en 1966 (premier : Vénézuéla, 37.000 FB ; dernier : Bolivie, 8.000 FB).

---

(1) En plus des sources citées, deux ouvrages nous ont fourni l'essentiel du texte qui suit :

- *Chili de l'Unité populaire*, par A. Avquaviva, G. Fournial, P. Gilhodes et J. Marcelin, paru dans la collection « Notre temps » des Editions Sociales, Paris, 1971.
  - *L'Expérience chilienne - Réformisme ou Révolution ?*, par Alain Labrousse, dans la série « Combats » des Editions du Seuil, Paris, 1971.
- (N.D.L.R. : Nous n'épousons pas toutes les thèses de ce dernier ouvrage, notamment celle relative au M.I.R., mais il constitue malgré tout une source intéressante à utiliser.)

## DU FRONT POPULAIRE DE 1938 A L'UNITE POPULAIRE DE 1970

L'Alliance de Front populaire groupant radicaux, socialistes, communistes, démocrates et radicaux-socialistes, est soudée le 2 avril 1936, à la suite d'une violente répression consécutive à une grève des chemins de fer. Le gain d'une élection partielle dans le Sud, puis celui de vingt-deux parlementaires aux élections législatives de 1936 contribuent à la consolider. Enfin, une tentative de putsch est noyée dans le sang. Les survivants appellent de leur prison à voter en faveur du candidat du Front. Le 25 octobre 1938, Aguirre Cerda obtient 50,35 % des voix contre 49,40 % à son adversaire conservateur Gustavo Ross.

Aguirre Cerda meurt en novembre 1941. Son ministère ne comprenait aucun représentant du Parti Communiste. Cependant, autour du Parti radical qui représente les aspirations et les intérêts de la petite bourgeoisie, se sont regroupées, pour la première fois, les formations les plus aguerries, les mieux organisées du monde salarié. Leur présence contribue à modifier l'équilibre des forces et préfigure une solution de rechange.

Si, avec les élections d'octobre 1948, la gauche a pu conquérir une partie du pouvoir politique, le pouvoir économique reste aux mains de la droite. Après la disparition d'Aguirre Cerda, un autre radical, Antonio Rios, est propulsé à la direction de l'Etat par une coalition intitulée l'Alliance progressiste qui l'emporte sur le candidat de la droite Ibanez. Antonio Rios commence à gouverner en février 1942. A sa mort en juin 1946, Gonzales Videla, qui en 1938 présidait aux destinées du Parti Radical, se présente comme « candidat du peuple » et accède à la magistrature suprême, grâce au soutien des communistes. Il ne tardera pas à oublier ses promesses, à renier ses engagements. En 1948, docile aux conseils de Washington, il promulgue une loi dite de Défense de la démocratie. Le Parti Communiste est déclaré illégal. Plusieurs de ses dirigeants sont déportés au camp de concentration de Pisagua. Une vague de répression submerge le pays. La loi martiale est proclamée. Les carabiniers dispersent les manifestations à coups de fusil. Gonzalès Videla, invité par Truman aux Etats-Unis, y est reçu à bras ouverts. Il est fait docteur honoris causa de l'Université de Columbia.

Le 4 septembre 1952, Gonzalès Videla est chassé du palais de la Moneda (l'Elysée de Santiago) par Carlos Ibanez, appuyé par un conglomerat de partis rassemblant les travailistes, les paysans, les socialistes populaires. Le colonel Ibanez avait assumé la charge de président de la République de 1927 à 1931. Bien qu'ayant conduit le pays à la banqueroute, il apparaît en 1952 comme un moindre mal comparé à Videla et parvient à capter les suffrages d'une forte proportion de petites gens, ses anciennes et futures victimes.

Né sous le signe d'une démagogie sans frein, son règne s'acheva dans un bain de sang. En 1957, il fait donner l'armée contre la popu-



lation de Santiago, exaspérée par la hausse vertigineuse des prix. Les militaires tirent sur la foule : 40 morts, plusieurs centaines de blessés.

En 1958, trois candidats sont en compétition : Jorge Alessandri (fils de l'ancien chef de l'Etat Arturo Alessandri), Eduardo Frei, démocrate chrétien, Salvador Allende, soutenu par les socialistes et les communistes. La lutte est serrée. Malgré le concours des barons yankees du cuivre, des seigneurs de la terre, des rois du négoce et l'appoint des radicaux, Alessandri ne devancera Allende que de 30.000 voix. Son ministère sera celui des banques, des mines et des latifundaires. La notion du bien public sera confondue avec celle du bien privé.

Préparant sa future élection, dès 1961, Eduardo Frei avait envoyé au *New York Times* une lettre affirmant : « La DC est ouverte et inébranlablement anticommuniste : elle ne propose pas la nationalisation de toutes les mines, mais seulement de quelques activités bien définies comme, par exemple, le pétrole, et aucune autre... Elle n'est pas fidéliste, ayant depuis longtemps critiqué implacablement le régime cubain ». On n'est donc pas étonné de voir manœuvrer le chargé d'affaires des Etats-Unis, Joseph J. Lova, pour inciter la droite chilienne à s'effacer devant Frei. Le journaliste Bernard Collier reconnaîtra dans le *New York Times* qu'un million de dollars par mois, pendant la majeure partie de la campagne, furent virés des Etats-Unis pour soutenir la propagande de la démocratie chrétienne. Il estime à vingt millions de dollars les fonds apportés durant la même période par les partis démocrates-chrétiens européens. Leur aide avait été négociée par l'un des stratèges de la DC chrétienne, le jésuite belge Edouard Vekemans, professeur de théologie, fondateur de divers instituts et en particulier du Centre pour le développement économique et social de l'Amérique latine (DESAL), lequel se proposait de tirer de sa « marginalité » 50 % de la population chilienne afin de les intégrer à la vie sociale.

L'épreuve du feu, pour la DC, ce sont les élections municipales du 7 avril 1963, à la suite desquelles elle devient le premier parti politique du Chili :

|                                    |        |                             |
|------------------------------------|--------|-----------------------------|
| Parti démocrate-chrétien . . . . . | 22,7 % |                             |
| Parti communiste . . . . .         | 12,7 % | } Front démocratique 46,2 % |
| Parti socialiste . . . . .         | 11,5 % |                             |
| Vanguardia nacional . . . . .      | 0,1 %  |                             |
| Parti démocrate-national . . . . . | 5,2 %  | } F.R.A.P. . . . . 29,5 %   |
| Parti radical . . . . .            | 21,6 % |                             |
| Parti libéral . . . . .            | 13,2 % |                             |
| Parti conservateur uni . . . . .   | 11,4 % |                             |

En 1964, Frei, candidat à la présidence, se lança d'abord seul dans la campagne électorale, s'efforçant de rallier les victimes de la politique d'Alessandri en brandissant l'étendard de la « Révolution

dans la Liberté ». Le front démocratique (46 %), rassemblant radicaux, libéraux et conservateurs, choisit le radical de droite Julio Duran comme candidats, et la gauche, une troisième fois, Salvador Allende. Enfin Jorge Prat, représentant la droite traditionnelle, se mit également sur les rangs.

Tous les moyens furent employés : de l'intervention de Juana Castro Ruz, sœur de Fidel, paranoïaque de l'anticommunisme, à la distribution d'une pastorale publiée par les évêques le 18 septembre 1962 et anonymement réimprimée pour la circonstance, qui affirmait entre autres : « Du triomphe du communisme au Chili, l'Eglise et tous ses fils ne peuvent attendre que persécutions, larmes et sang ». Peu avant l'élection, trente-cinq officiers supérieurs des Etats-Unis visitèrent le pays.

Le résultat (1964) consacra avec netteté la victoire de Frei :

|         |           |         |
|---------|-----------|---------|
| Allende | 977.00    | 38,92 % |
| Frei    | 1.409.012 | 56,69 % |
| Duran   | 125.000   | 4,99 %  |

Les élections municipales de 1967 constituèrent déjà une indication de la réaction de l'électorat à la politique de la démocratie chrétienne :

|                       | <i>Elections législatives</i><br>1965 |        | <i>Elect. municipales</i><br>1967 |         |
|-----------------------|---------------------------------------|--------|-----------------------------------|---------|
| Démocratie chrétienne | 995.187                               | 42,3 % | 825.893                           | 35,58 % |
| Conservateurs } Parti | 121.000                               | 5,2 %  | 330.000                           | 14,24 % |
| Libéraux } national   | 171.000                               | 7,3 %  |                                   |         |
| Radicaux              | 312.912                               | 13,3 % | 372.000                           | 16,05 % |
| Communistes           | 290.635                               | 12,4 % | 341.662                           | 14,72 % |
| Socialistes           | 241.000                               | 10,3 % | 324.650                           | 14 %    |

Les résultats montraient l'érosion sensible de la démocratie chrétienne et une certaine progression de la gauche. La fusion des deux partis conservateurs traditionnels, pour former le parti national, ne leur valut qu'un gain de voix modeste. Le parti radical, lui aussi en progrès, allait être attiré par les perspectives qu'ouvrait le relatif succès de la gauche. Peu après, il appuya la candidature d'un socialiste lors d'une élection partielle en juin 1967. A l'occasion de la treizième Convention nationale radicale, le courant de gauche représenté par Hugo Miranda, Carlos Morales et Alberto Baltra, triompha. Ce dernier affirmait que la transformation sociale du pays « ne pouvait être abordée efficacement qu'à travers un grand rassemblement des forces de gauche ». Les élections législatives de mars 1969, considérées comme un test avant l'élection présidentielle, marquèrent un effondrement des partis du centre : démocratie chrétienne et parti radical essentiellement, au profit de la droite la plus conservatrice. Parallèlement, le parti communiste progressait encore; les pourcentages des partis marxistes se stabilisaient autour de 30 % des voix environ.



| <i>Formations</i>                             | <i>Voix</i> | <i>%</i> | <i>Députés</i> | <i>Sénateurs</i> |
|-----------------------------------------------|-------------|----------|----------------|------------------|
| Parti national                                | 477.112     | 20       | 33             | 5                |
| Parti démocrate-chrétien                      | 710.064     | 29,7     | 56             | 24               |
| Parti radical (UP)                            | 307.126     | 12,9     | 24             | 9                |
| Parti communiste (UP)                         | 380.721     | 15,9     | 22             | 6                |
| Parti socialiste (UP)                         | 292.954     | 12,3     | 15             | 4                |
| Parti de l'Union socialiste<br>populaire (UP) | 51.629      | 2,2      | —              | 2                |
| Parti social-démocrate                        | 20.485      | 0,9      | —              | —                |
| Parti démocrate national                      | 44.564      | 1,9      | —              | —                |

(UP : Parti qui formeront l'Unité populaire.)

## LE REGNE DE FREI (1964-1970)

Pour les stratèges de la Maison-Blanche, alarmés par la tournure des événements en Amérique latine, il s'agit d'engluier le continent en ébullition dans une troisième voie théoriquement tracée à mi-distance entre l'impérialisme nord-américain et le castrisme.

La récupération partielle des mines de cuivre, un projet de réforme agraire sont le miroir aux alouettes conçu pour éblouir le sous-prolétariat urbain et rural. Les cantiques à la liberté visent à séduire les classes moyennes.

« Le Chili est et restera une terre de liberté », *proclame la propagande officielle*. « Revolución sin piedad » (*Révolution sans mur d'exécution*).

Frei se trouve dans la position inconfortable de ceux qui entendent offrir un cerge au Bon Dieu et un autre au Diable.

Son bilan est contesté et contestable. Pris entre deux feux il s'en est tenu à des demi-mesures. Il a procédé à la chilianisation de la moitié des mines de cuivre tout en laissant les sociétés U.S. maîtresses de la principale richesse du pays. Sa réforme agraire a affecté un millier de domaines distribués entre trente mille familles paysannes, mais la structure de la propriété terrienne est demeurée pratiquement intacte. Il a fait édifier 260.000 logements, mais au terme de son mandat un demi-million d'appartements font défaut, 43 % de la population souffre de sous-alimentation, le prix des denrées de première nécessité a été multiplié par mille, le chômage frappe 7 % de la main-d'œuvre en état de travailler ; 30 % des familles chiliennes gagnent moins d'un « vital », soit douze escudos par mois (un kilo de pain en coûte 3) ; le galop inflationniste place le Chili au second rang des pays en proie au mal du dollar immédiatement derrière le Vietnam. 10 % de privilégiés accaparent la moitié du revenu national, 90 % des habitants se partagent l'autre moitié.

Nous avons fait beaucoup de choses sauf la révolution, constatera Radomiro Tomic lors de sa désignation comme candidat à la présidence (en 1970).

Le tableau d'ensemble comportera cependant quelques lumières qui en soulignent les ombres. Dans les campagnes, l'amorce d'une réforme agraire aura eu pour effet, compte tenu de ses limites, d'entrouvrir une brèche dans les modes traditionnels d'appropriation et d'exploitation du sol. Elle permettra l'avènement et l'essor d'un syndicalisme paysan. De 1947 à 1964, on enregistre en tout et pour tout 25 syndicats totalisant 2.000 affiliés. La loi n'autorise pas la constitution de fédérations ou de confédérations agricoles. Elle sera modifiée en 1967. Dès lors, on assiste à une floraison du syndicalisme rural. 256 syndicats de travailleurs agricoles voient le jour, en même temps que 96 syndicats de propriétaires.

## **L'ELECTION D'ALLENDE ET LA CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT D'UNITE POPULAIRE**

Fin novembre 1969, se réunit à Santiago le 14e Congrès du Parti communiste. La ville est encore bruissante des rumeurs de coup d'Etat. Aussi, le rôle, le comportement de l'armée tiendront-ils une place non négligeable dans les délibérations des congressistes. L'armée, note *Luis Corvalan* (1) est devenue un facteur politique nouveau dans la vie du pays.

Dans certains cercles qui se réclament de l'extrême-gauche, se profile la tendance à considérer avec une relative bienveillance la venue éventuelle des militaires au pouvoir. On va jusqu'à accuser les communistes d'avoir sauvé le gouvernement Frei en faisant échouer la sédition.

Les communistes expliquent qu'un coup de force au Chili ne pourrait signifier qu'un retour en arrière. Qu'il remettrait en cause les conquêtes démocratiques, les possibilités, réelles, d'une réorganisation des structures de la société. Qu'il compromettrait les chances d'une évolution vers un régime populaire.

Du reste, précisait Corvalan, le rôle joué par les services de renseignements américains, en l'occurrence la C.I.A., devrait suffire à dissiper les équivoques. Les autorités péruviennes ont fait parvenir au gouvernement chilien la copie d'un plan élaboré par des experts de la C.I.A. Sous le nom de « code Protection », ce plan concerne le Pérou, la Bolivie et le Chili. Il est le prolongement, le complément du Plan Camelot qui résumait, quelques années auparavant, les résultats d'une enquête effectuée pour le compte du Pentagone et du Département d'Etat et dont l'objet avoué était de « mesurer le degré d'anti-communisme de l'armée et de l'opinion chilienne ».

---

(1) Secrétaire général du Parti Communiste Chilien.

Membre du Bureau politique et député à l'époque. Nommé ministre des Finances en juin 1972.



Dans ces conditions, constate le congrès, et quels que puissent être les sentiments des hommes de troupe, une solution militaire ne saurait être, au Chili, une solution progressiste.

Mais le thème central du congrès, la banderole qui ornait la salle, l'explicitait avec toute la netteté désirable :

« Le pouvoir populaire, seule alternative patriotique et révolutionnaire. »

## LES 60 JOURS LES PLUS LONGS

Le 4 septembre, les premiers résultats connus sont favorables à Alessandri qui mène devant Allende. A la tombée de la nuit, les alessandristes sollicitent l'autorisation de fêter leur victoire et la jeunesse dorée du Barrio Alto se répand dans le centre de Santiago pour s'y adonner à un concert assourdissant de klaxons.

Peu après minuit, le tableau se modifie. Allende prend la tête. L'espoir change de camp. A 2 h. 30, il faut se rendre à l'évidence. Les résultats officiels sont catégoriques, la gauche a gagné.

*Allende obtient 1.075.616 voix, Alessandri est second avec 1 million 36.278 suffrages, Tomic troisième. Il totalise 824.849 bulletins.*

La droite est atterrée. Les populations des faubourgs, des cités-champignons envahissent les rues. Santiago vivra l'une de ses plus folles nuits. Feux de joie, sarabandes effrénées, cuecas (danses) endiablées, drapeaux, chants... Mais nulle part, à aucun moment, les adversaires de l'U.P. ne seront molestés. Pas une seule vitre ne sera brisée. Ce sera la nuit de gloire et de dignité du peuple chilien.

La victoire d'Allende provoque, au Chili et à l'étranger, des réactions en chaîne qui soulignent la portée et l'enjeu de la partie qui s'engage. La classe dominante et l'impérialisme découvrent, sans trop y croire encore, qu'ils viennent de subir un revers de première grandeur.

« Allende plus dangereux que Fidel », commente la revue nord-américaine *Time*.

« Les Etats-Unis, dit-elle, voient avec inquiétude l'arrivée de Salvador Allende au pouvoir ; ils sont convaincus qu'il établira un gouvernement de type communiste qui pourrait avoir un effet contagieux sur d'autres pays latino-américains, voire des répercussions sur la prochaine campagne électorale aux U.S.A. »

Le *Baltimore Sun* parle d'une « déroute des Etats-Unis en Amérique latine ». En Uruguay, *El Pais* affirme que d'« épais nuages de cauchemar obstruent l'horizon », que « le Chili va vivre la période la plus difficile de son histoire ». Au Brésil, des messes sont célé-

brées afin « de sauver le Chili ». Pour la presse gouvernementale de Buenos Aires, « La Cordillère des Andes n'est pas un rempart suffisant pour préserver l'Argentine de la contagion ».

A Caracas, le président du Parti social-chrétien du Venezuela adjure les chrétiens démocrates chiliens de ne pas discuter avec l'Unité populaire :

« Négocier avec Allende, s'écrie-t-il dans un langage imagé, équivaut à demander à un serpent de ne pas mordre, à un taureau de ne pas encorner. »

A Santiago, le 5 septembre marque le début des soixante jours les plus longs de l'histoire du Chili.

En vertu de la Constitution, un délai de deux mois sépare l'élection du chef de l'Etat de son entrée officielle en fonctions le 4 novembre suivant. Toujours en vertu de la Constitution, lorsque aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue — comme ce fut le cas le 4 septembre — il appartient au Congrès, Chambre et Sénat réunis, de choisir entre les deux premiers : dans l'ordre, en 1970, Salvador Allende et Jorge Alessandri.

En temps ordinaire, c'est-à-dire lorsque le premier arrivé était un représentant du régime établi, le parlement a toujours ratifié le verdict des urnes. Il l'a fait en 1958 lorsque le vainqueur, le même Jorge Alessandri, n'avait distancé Allende que de 30.000 voix. Mais en ce début de septembre, les temps ne sont plus ordinaires. C'est le candidat de l'U.P. qui devance son concurrent le plus direct de 40.000 suffrages.

Les parlementaires de la gauche sont minoritaires : 80 sièges sur 200. Dans la situation d'incertitude qui suit la consultation, deux points d'interrogation émergent : que feront les 75 élus de la démocratie chrétienne ? Quel sera le comportement de l'armée ? La réponse peut dépendre, dans une mesure appréciable, de l'attitude de la gauche.

Le 30 octobre, le président élu donna la liste des ministres qui le seconderaient dans cette tâche :

- *Intérieur* : José Toha — socialiste — directeur du journal Última Hora.
- *Affaires étrangères* : Clodomiro Almeyda — socialiste — avocat, professeur de Droit. Ex-ministre du Travail dans le gouvernement du général Ibañez.
- *Economie* : Pedro Vuskovic — indépendant de gauche — ingénieur commercial. Directeur de l'Institut d'Economie de l'Université du Chili. Fonctionnaire de la CEPAL.
- *Finances* : Américo Zorrilla — communiste — ouvrier. Ex-chef d'atelier typographe.
- *Education* : Mario Astorga — radical — instituteur, Président de l'Union des Enseignants du Chili.



- *Justice* : Lisandro Cruz — API — avocat.
- *Défense nationale* : Alejandro Rios — radical — professeur d'histoire et de géographie. Ex-ministre de l'Education de Gonzalez Videla. Ex-professeur à l'Ecole militaire.
- *Travaux publics et transports* : Pascual Barraza — communiste — ouvrier. Administrateur du journal *El Siglo*.
- *Agriculture* : Jacques Chonchol — MAPU — ingénieur agronome.
- *Terres et colonisation* : Humberto Martones — social-démocrate — industriel.
- *Travail et prévision sociale* : José Oyarce — communiste — ouvrier.
- *Santé publique* : Oscar Jimenez — social-démocrate — chirurgien. Ex-ministre des Terres et Colonisation sous le gouvernement du général Ibañez.
- *Mines* : Orlando Cantuarias — radical — avocat.
- *Logement et Urbanisme* : Carlos Cortés — socialiste — ouvrier.
- *Secrétaire général du gouvernement* : Jaime Suarez — socialiste — professeur de psychologie.

Le ministère comprenait donc 4 socialistes, 3 communistes, 3 radicaux, 2 social-démocrates, 1 MAPU, 1 API et 1 indépendant. Pour la première fois dans l'histoire du Chili, 4 ministres — 3 communistes et 1 socialiste — étaient ouvriers.

## NOTE

On a beaucoup parlé du M.I.R. avant et après les élections. Voici ce qu'en dit Luis Corvalan dans son rapport au Comité Central le 26 novembre 1970 :

« En ce qui concerne l'extrême-« gauche », je voudrais rappeler que, comme l'a dit le camarade Orlando Millas, « nous jugerons chacun sur son comportement, sur ses actes ». Jusqu'à maintenant, les faits montrent que le principal groupe d'extrême-gauche, le M.I.R., a nui à la cause populaire par ses prises de position contre les élections, contre l'entente avec les radicaux, et en faveur d'une lutte armée hors de propos. Il a aussi fait du mal par ses hold-up contre les banques, et autres exhibitions que la presse de droite a amplifiées et utilisées contre la gauche. Certes, il convient de reconnaître que, quelques semaines avant les élections, le M.I.R. a vu la possibilité d'une victoire électorale et a décidé une « trêve ». Mais, après le 4 septembre, son attitude n'a pas été claire car, si d'une part il a contribué à dénoncer les plans terroristes de l'extrême-droite, ses troupes se sont lancées d'autre part dans de nouvelles provocations. Et ce qui est encore plus inadmissible, c'est qu'il a eu la prétention d'administrer la victoire. Le moins qu'on puisse dire, c'est que cela est amusant : voilà des gens dont la ligne a échoué et qui se sentent

autorisés cependant à dicter à toute l'Unité populaire et au gouvernement la conduite à tenir. On reconnaît bien là la modestie et le sens de l'autocritique propres aux « révolutionnaires » !

## L'UNITE POPULAIRE AU POUVOIR — LES PREMIERS PAS — LES COMMUNISTES

« Le gouvernement populaire se mit au travail (2). Vite et bien. Car les mandataires de l'étranger et des puissances d'argent lui laissaient un pays exsangue. Moins d'un mois après son entrée en fonction, nombre des quarante premières mesures ont été prises, et commencent à être appliquées : le gouvernement a lancé la distribution d'un demi-litre de lait à tous les enfants du Chili; tout un train de hausses des prix a été annulé ; les groupes mobiles d'intervention ont été dissous et leurs autopompes — les *guanacos* — comme les Chiliens les ont surnommées par référence à une espèce de lamas — qui naguère servaient à disperser les manifestations populaires, alimentent en eau potable les bidonvilles et quartiers périphériques; l'Etat est déjà intervenu dans certaines entreprises pour relancer la production ; le long processus de nationalisation du cuivre a été mis en route, les relations rétablies avec Cuba, etc.

Cette énumération ne doit pas laisser croire que cela s'est fait sans difficultés. Et un mot, désormais, reviendra dans tous les textes, tous les discours qui vont suivre : le mot « lutte ». Lutte contre les intrigues de l'impérialisme et de la réaction ; contre la sédition, les pressions et les mensonges ; contre les accapareurs ; lutte contre la duplicité des dirigeants démocrates-chrétiens ; lutte pour la production ; lutte contre l'héritage économique et culturel du sous-développement, contre le laisser-aller, la bureaucratie et le sectarisme ; lutte contre ce et ceux qui risquent d'isoler le gouvernement au lieu d'isoler les ennemis du peuple ; lutte pour l'application du programme ; lutte contre l'assimilation abusive au fascisme de tout ce qui est opposant ; lutte contre les tendances centrifuges et pour la sauvegarde de l'Unité populaire ; lutte pour la mobilisation des masses ; lutte contre les thèses soi-disant « accélératrices » de la révolution ; lutte contre les tendances au corporatisme ; lutte contre les agissements miristes qui poussent les couches moyennes dans les bras de la réaction ; lutte, lutte, lutte, lutte idéologique, lutte de classes, lutte de masses...

Le ton est donné — on va voir qu'il ne changera plus guère — par le rapport que Luis Corvalan présente, le 26 novembre 1970, au Comité central du Parti communiste (3) :

---

(2) Extraits dans ce chapitre de *Chili - Les Communistes dans la marche au socialisme*. Textes de Luis Corvalan, présentés par J.P. Febrer. Editions Sociales. Collection Socialisme. N° 5, Paris, 1972.

(3) Extraits.



« Rien n'est plus important, à l'heure actuelle, rien n'est plus révolutionnaire que d'agir pour le succès du gouvernement populaire dirigé par le camarade Salvador Allende, pour la réalisation de son programme.

Il n'y a pas encore un mois que s'est constitué le nouveau gouvernement, et l'on peut déjà voir qu'il est bien le gouvernement populaire et révolutionnaire dont la nation a besoin pour résoudre ses problèmes essentiels.

Pour la première fois dans notre histoire, un cabinet comprend quatre ouvriers, tandis que les représentants de l'impérialisme, des grandes entreprises et du *latifundium* en sont absents. Il a ouvert les portes des ministères et de toutes les administrations publiques à l'intervention du peuple organisé. Il a donné un nouveau style à la direction du pays, en contact et en accord avec les masses.

La politique du gouvernement populaire vise à donner plus de travail et un travail mieux rémunéré, à redistribuer les revenus au profit des travailleurs, à juguler l'inflation, à augmenter le pouvoir d'achat des masses, à utiliser à plein la capacité de production.

Cette politique correspond parfaitement aux intérêts des travailleurs, aux besoins généraux du pays et aux engagements pris par l'Unité populaire dans son programme. Mais au-delà, elle vise à restructurer l'ensemble de l'économie, et à changer le système. Sa réelle portée et sa profonde signification révolutionnaire apparaissent à l'évidence du fait que, dans les prochains jours, on abordera aussi les tâches d'envergure, telles que la nationalisation du cuivre et de la banque, l'étatisation d'un groupe d'industries monopolistes et d'importantes branches du commerce extérieur, ainsi qu'une transformation profonde et accélérée des campagnes.

La réalisation de ces tâches vitales, l'application de ce programme, exigent du gouvernement et des classes populaires une lutte incessante, orientée dans la même direction, visant le même but. Chaque problème, chaque tâche du gouvernement populaire, requiert la présence combative des masses. C'est pourquoi nous saluons l'appui résolu de la Centrale unique des travailleurs à la politique économique du gouvernement, la décision des différentes Jeunesses de l'Unité populaire de mobiliser 50.000 jeunes pour organiser le travail volontaire, et celle de la Fédération des Etudiants du Chili de participer massivement aux tâches d'alphabétisation et de reboisement. Les intérêts des travailleurs et des masses populaires en général ne dépendent plus seulement du succès de telle ou telle lutte revendicative, mais de la réussite du gouvernement de l'Unité populaire, de la réalisation des objectifs contenus dans son programme.

Ce qui devient fondamental maintenant, c'est de participer activement aux réalisations du gouvernement.

Une responsabilité nouvelle et plus haute incombe à la classe ouvrière. Par son importance numérique, sa conscience politique, le

développement et la solidité de ses organisations, parce qu'elle est au cœur des centres vitaux de l'économie, elle peut et doit agir avec une discipline, une attitude combative et un esprit créateur capables d'infléchir de façon décisive le cours des événements. Le gouvernement présidé par le camarade Salvador Allende est avant tout une conquête de la classe ouvrière. Sa composition sociale et son programme offrent la possibilité réelle d'avancer vers le socialisme. Cela vaut donc la peine que la classe ouvrière, en alliance avec les paysans et autres couches de la population laborieuse, se dépense sans compter pour le succès de ce gouvernement. Jouer ce rôle exige, dans certains cas, que l'on change de mentalité, que l'on en finisse avec des attitudes d'apolitisme, d'économisme et de corporatisme étroit, pour prendre pleinement conscience des merveilleuses perspectives du moment.

. . . . .

Les grandes luttes ne font que commencer. De nouveaux affrontements de classe viendront. La nationalisation du cuivre et l'étatisation de toute l'activité bancaire, pour ne citer que cela, seront l'occasion d'une lutte sévère contre l'impérialisme et l'oligarchie, qui essaient et essaieront de semer la confusion, la méfiance, de provoquer des intrigues, la dispersion des forces populaires, de corrompre les partis et les dirigeants. La subversion réactionnaire et le coup d'Etat font aussi partie de leur jeu. Ils recherchent un affrontement armé. C'est pourquoi il est capital de les empêcher de nuire.

Nous espérons que la Démocratie chrétienne ne sautera pas dans le vide, et qu'elle appuiera la nationalisation du cuivre et d'autres mesures, contenues dans son propre programme, qui exigent une sanction législative.

En avril prochain, il y aura des élections municipales. Ce seront les premières élections qui auront lieu sous le gouvernement populaire. Nous sommes d'avis qu'à cette occasion le débat soit centré non seulement sur les problèmes spécifiques de l'administration communale mais aussi sur les grandes tâches que nous impose la transformation de la société. Il faut faire de ces élections une grande bataille politique en faveur du gouvernement populaire, susciter un immense mouvement de soutien aux grandes réalisations envisagées par le programme de l'Unité populaire : nationalisations, réforme agraire, transformation des institutions.

La droite nous a laissé un budget en déficit, une dette extérieure de plus de deux milliards de dollars, une inflation annuelle de 35 %, des centaines de milliers de chômeurs, un déficit fantastique en matière de logement, d'éducation et de santé publique, un retard important de l'agriculture et de l'élevage, des équipements industriels périmés. Les tâches sont immenses ; les obstacles, énormes. Mais les Chiliens ont de grandes réserves d'énergie et notre pays dispose de ressources matérielles qui peuvent être mises à profit pour construire la prospérité de la nation et lui permettre d'affronter victorieusement l'épreuve que lui propose l'histoire. »



Les élections municipales du 4 avril 1971 vont confirmer à la fois les vertus de l'unité ainsi comprise et le soutien de masse largement accru qu'elle vaut au gouvernement populaire et aux partis de l'Unité populaire.

En effet, les résultats officiels de ces élections sont éloquentes : de 36,3 % obtenus par leur candidat unique, Salvador Allende, le 4 septembre 1970, les partis de l'U.P. passent le 4 avril à un total de 50,86 %. La majorité absolue des votants. Par rapport aux élections municipales de 1967, le Parti socialiste passe de 324.965 à 631.939 voix (et de 13,4 à 22,9 %) ; le Parti communiste de 346.105 à 479.206 voix (et de 14,8 à 17,4 %) ; seul le Parti radical, parce que depuis 1967 il s'est divisé, tombe de 377.074 à 225.851 voix (et de 16,1 à 8,2 %) ; le Parti social-démocrate passe de 20.560 voix en 1969 à 38.067, alors que, selon la loi chilienne, les deux autres formations de l'Unité populaire (non enregistrées comme partis politiques de plein droit) ne pouvaient présenter de candidats.

|                 | <i>Elect. municipales</i><br><i>avril 1971</i> |         | <i>Elect. présid.</i><br><i>1970</i> | <i>Elect. parlement.</i><br><i>1969</i> |        |
|-----------------|------------------------------------------------|---------|--------------------------------------|-----------------------------------------|--------|
| Unité populaire |                                                |         |                                      |                                         |        |
| Socialistes     | 631.939                                        | 22,89 % | Allende                              | 292.954                                 | 12,2 % |
| Communistes     | 479.206                                        | 17,36 % | 1.070.334                            | 380.721                                 | 15,9 % |
| Radicaux        | 225.851                                        | 8,18 %  | 36,3 %                               | 307.126                                 | 13 %   |
| Soc. démocrates | 38.067                                         | 1,38 %  |                                      | 20.485                                  | 0,9 %  |
| Union soc. pop. | 29.123                                         | 1,05 %  |                                      | 51.629                                  | 2,2 %  |
| Dém. chrétienne | 723.623                                        | 26,21 % | Tomic<br>821.806<br>27,8 %           | 716.000                                 | 29,8 % |
| Parti national  | 511.669                                        | 18,53 % | Alessandri                           | 477.112                                 | 20 %   |
| Dém. radicale   | 108.192                                        | 3,91 %  | 1.031.151                            |                                         |        |
| Dém. nationale  | 13.435                                         | 0,49 %  | 34,9 %                               | 44.564                                  | 1,9 %  |

## NOUVEAUX PROBLEMES DE L'ETAT — LA LUTTE DES MASSES

« Dans la rubrique « Sujets idéologiques » de la revue *Principios*, du Parti Communiste du Chili (numéro de mars-avril 1971, Jorge Insunza, membre du Bureau Politique de ce parti, aborde l'examen de ce qu'il appelle les « Nouveaux problèmes tactiques » qui se posent aux révolutionnaires de son pays. (4)

Au Chili, il a été possible d'écarter les réactionnaires d'un secteur du pouvoir sans recourir à un affrontement armé. Cela ne signifie pas, loin de là, qu'une telle éviction ait été « pacifique », « spontanée », de même que cela n'assure pas qu'à l'avenir un affrontement de cet ordre ne se produise pas, localisé ou généralisé.

(4) Repris par *La Nouvelle Critique*, septembre 1971.

Ce qui est arrivé jusqu'à présent, c'est que le peuple a été capable d'accumuler une si grande force, et d'en neutraliser d'autres, que les réactionnaires se sont vu empêchés de recourir à la résistance armée, malgré tous leurs désirs et tous leurs efforts. La victoire du 4 septembre (5) a désespéré les forces conservatrices ; elles s'organisèrent pour le complot, s'y engagèrent, y intéressèrent des secteurs de divers partis politiques. Des gens des forces armées et du gouvernement d'alors, imaginèrent bien réussir dans la nuit même du 4 septembre, mais furent incapables de concrétiser leur tentative à cause de la force du peuple exprimée dans ses organisations, dans les rues et de mille façons.

La victoire du 4 septembre (5) a renforcé l'Unité Populaire par la légitimité du triomphe, et le résultat électoral a élargi par lui-même la base politique qui soutenait le président élu, comme le prévoyait la direction politique populaire. La force de la légalité, employée systématiquement jusqu'alors pour combattre le mouvement populaire, se mettait dès lors du côté du peuple. La possibilité théorique de lier les mains de l'ennemi s'est réalisée au Chili par l'accumulation d'une force potentielle de telle manière que sa présence suffit avec *l'évidence publique de sa décision de lutte* pour étouffer la résistance réactionnaire.

Ces faits confirment certainement que les classes réactionnaires n'abandonnent pas le pouvoir si on ne les en expulse pas, mais, en même temps, ils constituent un démenti aux conceptions dogmatiques sur la violence révolutionnaire, celles qui assimilent l'expression de cette violence principalement ou exclusivement aux formes de violence armée (« le pouvoir est au bout du fusil »), mettant au second plan la force des masses et par là le travail et la lutte de masse pour laisser au premier plan, et parfois à un plan unique, le travail conspiratif. L'expérience vécue jusqu'aujourd'hui par le mouvement populaire chilien montre combien il est incorrect de dessiner une politique d'attente de *l'affrontement* en concevant celui-ci uniquement et exclusivement comme un choc armé. Car ainsi, dans la situation actuelle, on dissimule le fait certain que l'affrontement est en cours et on surestime les possibilités de l'ennemi (et on facilite ses efforts) de réunir des forces suffisantes pour mener à bien une lutte armée — qu'il préfère sans aucun doute — contre le gouvernement populaire.

## DES SCHEMAS DOGMATIQUES

Il y a dans le camp révolutionnaire des secteurs, ceux surtout qui avant l'élection (de Salvador Allende) ont assumé des positions ultra-gauchistes et qui ne peuvent ou ne veulent se libérer des schémas dogmatiques que la vie a mis en déroute. Ils insistent sur le problème de la violence révolutionnaire de cette façon étroite, ce

---

(5) Election d'Allende, 4 septembre 1970.



qui facilite les manœuvres de l'ennemi de classe qui veut faire apparaître le peuple comme instigateur de la violence que ces manœuvres ont intérêt à provoquer.

Ces conceptions mènent à faire appel à des formes de lutte qui restreignent la participation de parties du peuple insuffisamment développées politiquement, dans lesquelles se crée une attitude de refus de ce qui est révolutionnaire si, dans le travail avec elles, on néglige un nécessaire processus d'éducation et de prise de conscience jusqu'au point d'arrivée à des luttes de niveau plus élevé. On ne peut pas considérer comme un succès révolutionnaire dans cette période la mobilisation de petits noyaux, si cela se fait au prix — pour le mouvement populaire — de l'éloignement de grandes masses qui sont repoussées dans les bras du réformisme ou simplement de la réaction. Actuellement, la lutte de masses doit être conçue en termes de milliers et de centaines de milliers, de millions même, et chaque action, même si en soi elle ne mobilise pas ces quantités, doit tenir compte qu'il faut que l'approuvent et la soutiennent, la comprennent et se solidarisent avec elle les grandes masses. »

---

---

Une nouvelle brochure du Parti communiste vient de sortir de presse.

D'une présentation semblable à « Trente questions et réponses », cette brochure s'intitule « La Belgique au pillage ». Elle apporte une argumentation sérieuse et abondante sur une série de problèmes-clés : TVA, fraude fiscale, aides publiques, spéculation monétaire et spéculation foncière. Bref, celui qui dépensera 20 F pour acheter « La Belgique au pillage », ne sera pas pillé...

Verser 20 F au CCP 1887.45 de la Fondation Jacquemotte à Bruxelles en ajoutant l'objet de la commande ainsi que votre adresse.

---

---



## ***Le dollar contre l'Europe***

Quand le président Nixon, annonça que le dollar cessait d'être convertible en or, le 15 août 1971, il n'était pas seulement mû par le souci de préserver ce que les Etats-Unis détenaient encore de réserves de métal jaune. Il mettait en même temps en route un programme de grande envergure qui se fixe pour but de permettre au « big business » américain de surmonter ses difficultés aux dépens des alliés atlantiques des U.S.A.

Au cours des vingt mois qui se sont écoulés depuis lors, ce sont surtout les aspects monétaires de ce programme qui ont retenu l'attention. En disloquant tout le système édifié en 1944 à Bretton Woods, l'inconvertibilité du dollar a provoqué une instabilité générale des marchés des changes, favorisant ainsi une série de vagues spéculatives qui ont entraîné deux dévaluations successives de la devise américaine : une première fois le 18 décembre 1971 à l'issue de négociations menées à Washington entre les représentants des dix pays capitalistes les plus riches, puis à nouveau quatorze mois plus tard, le 12 février 1973, par une décision unilatérale des Etats-Unis.

Si les remous qui se sont produits dans le domaine monétaire sont particulièrement spectaculaires, le programme que les Etats-Unis ont entrepris de réaliser s'assigne toutefois des objectifs beaucoup plus étendus.

Le discours que Nixon prononça quand il annonça l'inconvertibilité du dollar n'était pas improvisé. Il s'inspirait de documents rendus publics par la suite : un rapport sur le commerce international commandé par la Maison Blanche à un groupe d'hommes d'affaires américains et les recommandations d'une commission dirigée par M. Albert Williams, l'ancien président de l'I.B.M. Ces deux documents indiquaient quelles mesures les Etats-Unis devaient prendre pour accroître leurs ventes sur les marchés extérieurs et protéger

les producteurs américains contre la concurrence étrangère. Et c'est bien cela qu'on a en vue à Washington.

Les deux dévaluations du dollar ont marqué un premier pas dans ce sens, mais il ne s'agit là que d'un début. Elles constituent la préparation de l'offensive en profondeur que les Etats-Unis comptent déclencher au plus tard l'automne prochain, lors des négociations commerciales du GATT en septembre (le « Nixon Round »), afin d'obtenir des concessions substantielles de leurs alliés en recourant au besoin pour cela à des arguments *politiques* et à un chantage auquel leurs partenaires atlantiques restent sensibles : la menace de ne plus leur accorder leur protection militaire.

Car pour Washington, les problèmes monétaires, commerciaux, politiques et militaires sont étroitement liés et doivent se régler en fonction d'un problème général : assurer en tout état de cause la primauté aux intérêts des Etats-Unis, même si cela doit se faire aux dépens de leurs alliés.

Les premières mesures prises par les U.S.A. pour favoriser leur commerce extérieur au détriment de leurs partenaires ont toutefois amené les pays d'Europe occidentale à prendre plus clairement conscience du danger des visées américaines. Si même les gouvernements européens n'ont jusqu'ici manifesté que de timides velléités de résister aux exigences de Washington, l'idée que l'Europe doit mener une politique indépendante fait du chemin.

Il convient de tenir compte de tous ces facteurs pour apprécier les multiples aspects de ce qui est bien plus qu'une crise monétaire et témoigne en réalité de la crise profonde du système. L'un des rouages essentiels des mécanismes économiques — un système stable de paiements internationaux — ne fonctionne plus. En même temps que l'inflation se développe à un rythme accéléré, l'incertitude sur la valeur des différentes monnaies et la perspective de voir se déclencher des guerres commerciales compromettent le développement des échanges entre les nations.

Le risque de voir la crise du dollar se transformer en une véritable crise économique mondiale est réel.

## **AUX FRAIS DE LEURS PARTENAIRES**

Les causes de la crise du dollar sont connues : les Etats-Unis dépensent plus qu'ils ne gagnent de sorte que depuis une vingtaine d'années, leur balance des paiements s'est presque constamment soldée par un déficit.

Cela ne signifie pas que les Américains aient constamment importé plus de marchandises qu'ils n'en vendent à l'étranger. Jusqu'à ces dernières années, leur balance commerciale fut largement positive. C'est seulement à partir de 1971 qu'elle est devenue déficitaire, ce qui ne s'était plus produit depuis 1880 !

La balance commerciale ne constitue toutefois qu'une partie de la balance des paiements. En plus des transactions commerciales, il faut tenir compte d'une série d'autres entrées et sorties de devises — tourisme, mouvements de capitaux, etc. Et les excédents que



leurs exportations assuraient aux Etats-Unis n'ont pas suffi à faire face aux dépenses qu'ils effectuent pour assurer leur expansion économique et poursuivre leur politique impérialiste — pour permettre aux trusts américains d'installer des filiales dans cinq continents en rachetant ou en construisant des usines — pour soutenir à coups de subsides des régimes fantoches en Asie, en Afrique et en Amérique latine, pour installer des bases militaires et pour faire la guerre au Vietnam.

Une des conséquences des déficits de la balance des paiements américaine a été d'accroître l'endettement des Etats-Unis à l'égard des autres pays capitalistes.

En adoptant le dollar comme étalon monétaire international, les accords de Bretton Woods avaient en même temps accordé un privilège exceptionnel à la devise américaine : toutes les banques centrales étaient tenues à en soutenir le cours en achetant tous les dollars offerts sur les marchés des changes dès qu'ils descendaient à un taux plancher.

Ce système permit aux U.S.A. de dépenser plus que ce qu'ils gagnaient puisque les dollars qu'ils émettaient dans ce but trouvaient toujours preneurs. Mais cela amena en même temps les banques centrales des autres pays capitalistes à accumuler finalement pour 50 milliards de dollars — autrement dit de créances sur les Etats-Unis — ce qui dépassait de loin les réserves d'or américaines, lesquelles avaient peu à peu fondu en même temps que les engagements des U.S.A. augmentaient.

Pendant longtemps, les partenaires des Etats-Unis acceptèrent tacitement de ne pas demander la conversion en or des dollars en leur possession de crainte de disloquer tout le système monétaire basé sur l'hégémonie de la devise américaine. C'est seulement quand il apparut clairement qu'une dévaluation interviendrait tôt ou tard et que la « fuite devant le dollar » se généralisa que certaines banques centrales commencèrent à demander d'être remboursées en or. Ce qui amena Nixon à suspendre la convertibilité du dollar.

En acceptant pendant plusieurs années les surplus de dollars, les partenaires européens des U.S.A. n'ont pas seulement aidé les Etats-Unis à financer la guerre du Vietnam et les firmes américaines à racheter les industries européennes, ils ont en même temps aggravé leurs propres problèmes monétaires en acceptant d'importer l'inflation américaine.

## L'INFLATION, PHENOMENE COMPLEXE

Le terme *inflation* est aujourd'hui couramment employé comme synonyme de toute hausse générale des prix.

A l'origine, il avait une signification plus étroite et servait à désigner un phénomène monétaire. D'après les théories classiques, la hausse des prix est provoquée par un excédent de monnaies par rapport à la production de marchandises. C'est cette « inflation » (c'est-à-dire cette « enflure ») du volume monétaire qui la provoque.

Cette explication a l'avantage d'être simple et de faire comprendre les raisons des hausses de prix les plus spectaculaires : celles

qui se produisent quand le recours à la « planche à billets » dépasse toute mesure (les assignants au lendemain de la Révolution française) et celles qui surviennent en cas de guerre, quand la pénurie de marchandises entraîne une hausse effrénée des prix.

Cette explication classique a été perfectionnée par la suite pour tenir compte non seulement du volume de la monnaie en circulation mais aussi de sa vitesse de circulation, de la thésaurisation éventuelle, etc. Elle présente néanmoins le défaut de s'attacher surtout aux aspects superficiels des phénomènes monétaires et de donner l'impression que les rapports entre la monnaie et les prix ont quelque chose d'automatique. Or il ne suffit pas de considérer l'évolution de la quantité globale de monnaie en circulation : il faut aussi examiner comment cette masse monétaire est répartie entre les hommes et les différentes couches sociales, car cette répartition détermine comment s'effectuent la consommation et la production et influence par conséquent tous les phénomènes économiques, y compris la valeur de la monnaie.

Par ailleurs, si les phénomènes monétaires peuvent expliquer les raisons de certaines hausses de prix, ces hausses peuvent aussi avoir une autre origine. Ce sont là des problèmes dont les spécialistes les plus réputés discutent depuis des années sans parvenir à s'accorder sur rien sinon sur l'étendue de leurs désaccords. Comme le notait avec résignation un ouvrage récent : « L'inflation, dont la manifestation la plus évidente est la hausse généralisée des prix, demeure aujourd'hui encore un phénomène mal connu, malgré l'abondance des travaux consacrés à l'étude de ses causes et à la recherche des remèdes à ce mal moderne des économies ». (« Les finances modernes ». Ouvrage collectif publié sous la direction de Pierre Vajda. Paris, 1971.)

La confusion qui règne dans ce domaine s'explique en partie par la complexité réelle d'un phénomène dont l'origine aussi bien que les formes peuvent présenter de nombreuses variantes. Il y a une vingtaine d'années, un spécialiste américain, B. Hansen, distinguait douze types différents d'inflation. Par la suite, P. Biacabe en repéra trente-deux et, pour ne pas être en reste, un expert ouest-allemand, F. Lage, s'arrangea pour en dénombrer soixante !

## UNE CONFUSION DELIBEREE

Cette confusion présente toutefois des dangers car elle permet à l'occasion d'embrouiller les problèmes les plus simples afin de présenter comme remèdes à l'inflation des mesures qui se fixent des buts très différents.

Nous le constatons en Belgique où les représentants patronaux aussi bien que les porte-parole gouvernementaux s'efforcent de justifier des mesures destinées à limiter les revendications salariales en invoquant les deux explications les plus courantes de l'inflation : celle de « l'inflation par la demande » et celle de « l'inflation par les coûts ».

Reprenant la thèse classique, la théorie de « l'inflation par la demande » pose en principe que c'est le déséquilibre entre une offre insuffisante et une demande excessive qui provoque la



hausse des prix. Dès lors, il conviendrait d'empêcher que la demande ne s'accroisse trop rapidement : par exemple en renforçant la réglementation sur les ventes à tempérament et, d'une façon plus générale, en s'appliquant à freiner une hausse « exagérée » des rémunérations.

C'est oublier que la thèse de « l'inflation par la demande », vraie en cas de pénurie, ne l'est certainement pas aujourd'hui en Belgique où la plupart des entreprises sont loin de travailler à plein rendement : d'après la dernière enquête de la Banque Nationale, la capacité de production utilisée dans l'industrie manufacturière atteignait seulement 83,7 % en janvier 1973. Dans ce cas, il n'y a aucune raison qu'un accroissement des achats entraîne une hausse des prix. En principe, c'est même le contraire qui devrait se produire : les prix devraient baisser puisqu'une utilisation plus complète des capacités réduirait les frais de production par unité produite. S'il en allait autrement, ce serait parce que les producteurs auraient profité indûment de l'aubaine, mais dans ce cas, ce sont leurs prix qu'il conviendrait de contrôler plus sérieusement.

Abordant le problème par l'autre bout, la thèse de « l'inflation par les coûts » aboutit également à la conclusion que les revendications salariales « excessives » sont à l'origine de l'inflation. Cette thèse, qui est largement répandue, a été fort bien résumée dans une interview accordée à « Spécial » par le professeur Léo Lévy, commentateur attitré des problèmes monétaires de la R.T.B., qui est aussi et même surtout conseiller de la *Compagnie Bruxelles Lambert pour la Finance et l'Industrie*. « D'après les indices publiés par l'Institut national de statistique, explique-t-il, le rythme d'augmentation des salaires horaires bruts dans l'industrie s'est accéléré depuis quelque temps à la cadence de 10 % par an; il est impossible d'absorber cette aggravation des charges salariales par l'amélioration de la productivité, celle-ci n'atteignant probablement même pas 5 % l'an. »

Le tour de passe-passe exécuté par M. Lévy est très simple : il consiste à comparer des chiffres non-comparables. Les 5 % d'accroissement de la productivité représentent une augmentation *réelle* de la quantité de produits fabriqués. Les 10 % d'augmentation de salaires bruts représentent une quantité de francs dont *une petite partie* seulement augmente le pouvoir d'achat du travailleur qui les reçoit. Une étude récente a montré que la hausse des prix et l'accroissement de la fiscalité par suite de la non-indexation des barèmes absorbe 80 % de l'augmentation nominale des salaires. (« Le Soir », 11 août 1972). Les 10 % d'augmentation des salaires nominaux bruts ne représentent par conséquent qu'une augmentation de 2 % du salaire *réel* perçu par le travailleur — pas même la moitié de l'accroissement de productivité de son travail.

Quant à l'incidence de l'augmentation des rémunérations sur les charges de l'entreprise, il ne faut pas l'exagérer car les salaires n'interviennent que pour une part assez modeste dans les prix de revient. Le secrétaire général de la F.G.T.B. Georges Debunne l'a rappelé récemment : les salaires ne représentent en moyenne que 0,18 % des prix de revient.

Cela ne signifie pas que les augmentations de salaires n'exer-

cent aucune influence car elles servent souvent de *prétexte* pour augmenter les prix : quand les travailleurs obtiennent une augmentation salariale de 10 %, le patronat en profite pour augmenter ses prix de 10 % et le tour est joué. Mais ici aussi, le vrai problème est celui du contrôle des prix.

## A L'HEURE DU NEOCAPITALISME

Si les porte-parole patronaux et gouvernementaux déplorent volontiers les conséquences de l'inflation, « ce cancer du monde contemporain », ils omettent en général de rappeler la *cause fondamentale* de la violente poussée inflationniste que connaissent les pays d'Europe occidentale : la possibilité qui a été donnée aux Etats-Unis d'*exporter leur inflation* chez leurs partenaires européens.

Cela ne signifie pas que la politique pratiquée en Belgique et dans les autres pays d'Europe occidentale ait été à l'abri de tout reproche. Mais c'est aux Etats-Unis que l'inflation a pris sur la plus vaste échelle son caractère actuel, qu'elle est apparue le plus clairement une *politique* du capitalisme contemporain.

Car l'inflation n'est pas un phénomène immuable. Ses traits se modifient au cours de l'évolution de la société capitaliste. L'inflation qui se manifeste aujourd'hui, à l'époque du néocapitalisme, diffère par ses causes comme par ses conséquences des phénomènes inflationnistes constatés au 19<sup>e</sup> siècle, à l'époque du capitalisme de la libre concurrence et de l'étalon-or.

A cette époque, la monnaie se voyait assigner pour fonction d'être un instrument d'échange neutre, identique pour tous les concurrents, un étalon de mesure assez stable pour assurer la régularité des opérations se déroulant sur le marché.

Il n'en va plus de même de nos jours où, même en dehors de périodes de poussées inflatoires caractérisées, on assiste dans *tous* les pays capitalistes à une dépréciation régulière du pouvoir d'achat de la monnaie, à ce qu'on a appelé de l'inflation rampante.

Au lieu de constituer un accident, l'inflation est devenue une *nécessité* pour le capitalisme contemporain. Ce n'est plus l'Etat qui la provoque en abusant à l'occasion de la « planche à billets ». Ce sont les banques qui le font de façon plus subtile en créant de la « monnaie scripturale », en gonflant démesurément les crédits parce que c'est seulement ainsi qu'il est encore possible de faire fonctionner le système, de combler l'écart croissant entre les capacités de production et les débouchés offerts aux produits.

Or c'est aux Etats-Unis que ce recours au crédit est devenu le plus systématique. C'est en recourant à l'emprunt que le gouvernement américain comble les déficits de budgets où les dépenses militaires constituent le poste le plus important. C'est en utilisant de l'argent qu'elles empruntent que les entreprises américaines financent le plus gros de leurs investissements et que les particuliers font face à une partie importante de leurs dépenses. Toute l'activité des Etats-Unis se fonde de plus en plus sur l'emprunt de dollars créés dans ce but sans contre-partie — avec pour conséquences la dépréciation de la valeur de la monnaie, la hausse des prix, l'inflation.



Les pays d'Europe occidentale, eux aussi, se sont engagés dans cette voie. Mais en persistant à accepter les surplus de dollars que leur envoyaient les Américains, ils ont permis à l'inflation de prendre encore plus d'ampleur chez eux car ces dollars, qui étaient convertis en francs, en marks ou en florins, gonflaient sans contre-partie leur propre stock monétaire.

Nous n'avons pas été seuls à dénoncer cette duperie et un économiste qui est pour le reste loin de partager nos idées, le professeur *Fernand Baudhuin*, l'a souligné à plusieurs reprises. « L'économie mondiale est perturbée par l'action d'un pays, le plus grand et le plus fort », écrivait-il il y a quelques mois. « Les Etats-Unis persistent à fabriquer du pouvoir d'achat sans contre-partie, c'est-à-dire de la fausse monnaie... Tant que l'on persistera à ne pas voir cette vérité, on n'arrivera pas à freiner le phénomène de hausse des prix... » (« La Libre Belgique », 25 novembre 1972.)

## UN JEU DE DUPES

Cette « fausse monnaie », les partenaires des U.S.A. ont continué à l'accepter pendant un an et demi. Bien que la devise américaine était devenue inconvertible, les gouvernements d'Europe occidentale se gardèrent de remettre en cause les fondements d'une politique qui avait abouti à la dislocation de tout le système monétaire international conçu à Bretton Woods.

Quand le dollar fut officiellement dévalué, en décembre 1971, ils exprimèrent l'espoir que cette amputation de la devise américaine rétablirait bientôt l'ordre sur les marchés monétaires internationaux. Et ils acceptèrent de conserver le dollar comme monnaie-pivot : en vertu de l'accord conclu à ce moment par les Dix à Washington, leurs banques centrales étaient tenues d'en soutenir le cours en acquérant tous les dollars offerts sur le marché des changes dès le moment où ils descendaient en-dessous d'un taux-plancher.

De ce fait, la Banque Nationale de Belgique a été amenée à acquérir des quantités considérables de dollars dont les détenteurs voulaient se débarrasser : au moment de la dévaluation du 12 février 1973, elle en détenait pour 41,5 milliards de francs, ce qui entraîna une perte de change de plus de 4 milliards de francs pour l'Etat belge qui avait donné sa garantie à l'opération. La leçon ne porta pas ses fruits et quand une nouvelle vague spéculative entraîna un nouveau déferlement de dollars, la Banque Nationale recommença à en acheter — pour 5 milliards de francs en une seule journée ! — de sorte qu'elle avait accumulé pour 47 milliards de francs de dollars quand les gouvernements d'Europe occidentale se décidèrent enfin à arrêter les frais et à fermer les marchés des changes.

## UN TOURNANT ?

Cette nouvelle alerte a amené les gouvernements de la plupart des pays d'Europe occidentale à prendre une mesure importante : désormais, ils laisseront flotter leurs monnaies par rapport à la devise américaine, en d'autres mots, ils cesseront de soutenir le cours du dollar.

Ce flottement sera concerté, c'est-à-dire qu'entre elles les mon-

naies européennes, tout au moins les principales d'entre elles, conserveront des parités fixes (avec des marges de fluctuations réduites) ce qui est indispensable pour ne pas perturber encore plus les transactions commerciales.

Pour le dollar, il en ira autrement. Son cours s'établira en fonction du marché de sorte que si l'offre dépasse de nouveau la demande, il subira une dévaluation de fait par rapport aux monnaies européennes.

C'est le revers de la médaille car toute dépréciation du dollar réduit le prix perçu pour les produits européens (ou japonais) vendus en Amérique et facilite en même temps la concurrence des producteurs américains sur les marchés européens.

C'est pour cela que Washington a déjà dévalué le dollar à deux reprises et que les hommes d'affaires américains sont fort satisfaits de la décision de laisser flotter les monnaies européennes.

Le fait est que les pays d'Europe occidentale avaient seulement le choix entre deux solutions. Ou bien ils continuaient à soutenir le dollar inconvertible, et cela les amenait en dernière analyse à continuer à financer les déficits américains. Ou bien ils se refusaient à soutenir désormais le dollar, avec pour conséquence le risque de voir les monnaies européennes se réévaluer de plus en plus par rapport à la devise américaine, ce qui favorise les businessmen USA.

## DES MENACES PRECISES

Est-il possible de sortir de ce dilemme ?

Si les pays d'Europe occidentale ont jusqu'ici été perdants à tous les coups à ce jeu, c'est parce que ce sont les Etats-Unis qui en ont établi les règles en fonction des seuls intérêts américains.

Comprendra-t-on qu'il est temps de modifier ces règles, de rejeter l'hégémonie américaine.

Tout ce qui s'est passé depuis le 15 août 1971 a montré qu'en décidant de rendre le dollar inconvertible, les Etats-Unis ne visaient pas seulement à mettre fin à l'hémorragie de leurs réserves d'or mais entamaient une offensive de grand style destinée à surmonter leurs difficultés économiques aux dépens de leurs alliés européens.

Et leurs porte-parole les plus autorisés ne cachent pas qu'ils s'apprêtent à aller encore beaucoup plus loin dans ce domaine.

Prenant la parole devant une commission du Congrès américain, au début du mois d'avril, M. *Peter Flanigan*, conseiller du président Nixon pour les affaires économiques internationales, a déclaré que, pour équilibrer leur balance des paiements, les U.S.A. devaient augmenter leurs exportations de 40 % et obtenir dans ce but des concessions commerciales importantes de leurs partenaires.

Quelques jours plus tard, le 10 avril, le président *Nixon* a présenté un projet de loi sur le commerce international qui lui accorde des pouvoirs extrêmement étendus et notamment celui de prendre des représailles — sous forme de droits de douane ou de quotas exceptionnels — contre les pays qui appliqueraient des restrictions



qu'il jugerait « déraisonnables ou injustifiées » à l'égard des produits américains ou se livreraient à une politique d'exportation « injuste » en direction des Etats-Unis.

Et le secrétaire américain à l'Agriculture, M. *Earl Butz*, a profité de la session que l'O.C.D.E. tenait à Paris (12 avril) pour demander que les pays de la C.E.E. ouvrent davantage leurs marchés aux produits agricoles américains faute de quoi son pays pourrait s'opposer à l'entrée de leurs produits industriels.

Comme tous les arguments leur sont bons pour défendre leur mauvaise cause, les porte-parole de la Maison Blanche ont même exhumé celui de la solidarité atlantique. « L'aide économique américaine dans l'après-guerre et la protection militaire, notamment sur le plan nucléaire, que les Etats-Unis accordent à leurs alliés font obligation à ces derniers d'aider, aujourd'hui, les Etats-Unis à résoudre leurs difficultés économique en avantageant les exportations américaines en Europe, faute de quoi les Etats-Unis se verraient amenés à réduire leur protection militaire », a déclaré M. *Petersen*, l'envoyé spécial de Nixon, au cours de la tournée des grandes capitales européennes qu'il a effectuée au mois de février.

Si les gouvernement d'Europe occidentale cédaient à ce chantage, la crise monétaire risquerait fort de conduire à une véritable crise économique et à une aggravation catastrophique du chômage de ce côté de l'Atlantique.





## **Environnement et croissance économique**

A propos du congrès doctrinal du P.S.B.

Il ne se passe pas de semaine sans que dans la presse, à la radio ou à la télévision, on nous décrive les méfaits de la pollution sous toutes ses formes. Lorsqu'on aborde ses causes, une mode récente est de mettre en question la croissance économique.

C'est dans cet esprit que le document préparatoire au Congrès doctrinal du P.S.B. aborde, sous le titre « Les objectifs de la politique économique », les problèmes posés par les techniques de production dans notre système économique.

Cette orientation du document nous amènera à analyser brièvement les thèmes idéologiques développés dans les pays capitalistes avancés à la suite de la prise de conscience par l'opinion publique de la détérioration continue de notre cadre de vie.

Il ne s'agit pas d'aborder ici les solutions techniques qu'on peut y apporter ; elles existent déjà en grande partie. Un préalable à toute solution pratique durable est de comprendre quel type de politique il faut mettre en œuvre pour y arriver. Face aux diversions et aux illusions entretenues par l'idéologie bourgeoise, le mouvement ouvrier doit être capable d'élaborer une doctrine politique indépendante.

### **LE DOCUMENT PREPARATOIRE DU P.S.B.**

Pour le P.S.B., le problème central de la politique économique serait, à l'heure actuelle, de déterminer le type de croissance économique qu'il faut préconiser, compte tenu de la dégradation incessante de notre environnement.

La façon de présenter le problème peut faire croire que les auteurs du document ne prétendent pas y donner une réponse définitive, ni même vouloir choisir entre les différentes solutions possibles. En fait, tout est très nettement orienté dès le départ.

La question de la croissance économique est posée dans l'absolu, sans tenir compte de la société dans laquelle nous vivons ; il s'agit tout simplement de la « société industrielle », caractérisée uniquement par le développement de la technique. L'idée apparaît dès le premier paragraphe : « Depuis quelques temps, un large débat est ouvert parmi les économistes au sujet de la croissance économique. Une partie croissante de l'opinion publique devient consciente des problèmes que le débat a mis en exergue. **La finalité du système industriel est en discussion** ». (souligné par nous, N.d.I.R.)

Pour les auteurs du document, le capitalisme ou le socialisme sont donc à mettre sur le même pied. Les problèmes de l'environnement se poseraient de la même manière partout. Les rapports de production, la classe sociale au pouvoir et la finalité du système de production sont éliminés.

Quelles sont les solutions qui sont dès lors préconisées par les économistes ? Pour le document, il y a trois écoles qui présentent trois types de solution.

La première école, tout en reconnaissant l'apparition de certaines nuisances, estime que la croissance de la production est nécessaire ; elle devra toutefois être orientée en fonction des nuisances qu'elle provoque et la rareté de certaines ressources. Les auteurs du document rangent dans cette école certains économistes libéraux et les communistes ; c'est évidemment plus commode.

La deuxième école est celle du laisser-faire ; tout s'arrangera pourvu que ce soit compensé par une politique fiscale et de subventions adéquate.

La troisième école est celle de la « croissance nulle », préférant la croissance du bonheur à celle de la production. Cette tendance a été rendue célèbre grâce à la lettre de Mansholt. On y reviendra plus loin.

Ayant ainsi exposé brièvement les trois solutions possibles, le document se pose la question : « quel type de croissance un parti socialiste doit-il prôner ? ». Mais en rappelant clairement qu'il faut rester dans certaines limites. Car tant qu'on se contente de faire un exposé « objectif » de la question, la « société industrielle » est un concept amplement suffisant. Mais une fois qu'il faut choisir, les auteurs rappellent, avec une étrange logique, que nous vivons dans une société capitaliste et qu'il n'est pas question d'en sortir. La solution que préconiserait le P.S.B. ne peut s'inscrire que dans le cadre du capitalisme : « Il y a lieu de s'interroger sur le taux de croissance et sur la mesure de celui-ci ; sur le contenu de la croissance ainsi que sur les implications politiques du choix **eu égard à l'appartenance de notre pays au monde capitaliste** (souligné par nous, N.d.I.R.) et à la libéralisation croissante des échanges ».



Telle est la tendance fondamentale que les auteurs du document voudraient bien voir adoptée par le congrès doctrinal du P.S.B. Mais ce chapitre sur la politique économique se rattache en même temps à tout un courant idéologique qui se répand dans les pays capitalistes développés, prônant un malthusianisme économique au nom de la défense de l'environnement et de la préservation des ressources naturelles. Sicco Mansholt en est un des représentants les plus connus.

## LA LETTRE MANSHOLT

La lettre que Sicco Mansholt adresse à M. Malfatti en février dernier a été le point de départ d'une diffusion importante des conclusions auxquelles ont abouti les membres du M.I.T. (Massachusetts Institut of Technology) et du club de Rome. Elle est significative d'une tendance que les idéologues du capitalisme monopoliste d'Etat cherchent à développer face à la crise générale de notre système économique, dont la dégradation de l'environnement n'est qu'un des aspects. Mansholt est un exemple de ce qu'une telle tendance pourrait représenter comme politique concrète. Sa position à la présidence de la commission exécutive de la C.E.E. lui conférait en outre un poids politique certain.

Quelles sont les positions de Mansholt ? Il commence par constater la crise des économies capitalistes :

— L'inflation et le chômage deviennent des phénomènes simultanés. « Il est de plus en plus évident que les gouvernements nationaux ne sont plus capables d'assurer une extension stable de leurs économies ». Ce phénomène s'observe dans tous les pays capitalistes « qui sont en proie à une inflation galopante, accompagnée même d'un chômage de plus en plus grave ».

— La crise monétaire internationale n'est pas résolue : « L'équilibre monétaire n'est pas réalisé. Tout au plus peut-on parler d'un répit ; mais dès à présent, tous les éléments d'une nouvelle crise se trouvent réunis ».

Mais l'humanité toute entière serait confrontée à une crise plus grave encore, déterminée par les facteurs suivants :

- l'évolution démographique dans le monde ;
- la production alimentaire ;
- l'industrialisation ;
- la pollution ;
- l'utilisation des ressources naturelles.

Il faut avant tout stabiliser l'évolution démographique. Cela pourrait se faire par des moyens économiques : « on peut penser à la politique fiscale et à la suppression des aides sociales aux familles nombreuses ».

Une fois l'hypothèse d'une population stable réalisée, il faudrait encore « que **toutes les conditions suivantes** soient remplies :

1. Une priorité à la production alimentaire, en investissant aussi dans les produits agricoles réputés « non rentables » ;

2. Une forte **réduction de la consommation de biens matériels** par habitant, compensée par l'extension des biens incorporels (prévoyance sociale, épanouissement intellectuel, organisation des loisirs et des activités récréatives, etc.) ;

3. La prolongation notable de **la durée de vie de tous les biens d'équipement, en prévenant le gaspillage** et en évitant la production de biens « non essentiels » ;

4. La lutte contre la **pollution** et l'**épuisement** des matières premières par la réorientation des investissements vers le recyclage et les mesures anti-pollution, ce qui aboutira naturellement à un déplacement de la demande et, partant, de la production ».

Pour y arriver, il faut remplir deux conditions :

« 1. Une économie rigoureusement **planifiée** qui assurerait à chacun le minimum vital.

2. Un système de production non polluant et la création d'une économie de recyclage. »

Cette nouvelle politique économique provoquerait « un net recul du bien-être matériel par habitant » et « une limitation de la libre utilisation des biens » ; nous aurions affaire à « une économie de pénurie exigeant la distribution des biens de première nécessité ». Mais tout cela serait compensé par une politique favorisant « l'épanouissement intellectuel et culturel » de chacun.

## UNE ORIENTATION DANGEREUSE

Dans sa lettre, S. Mansholt avoue clairement que nous sommes en présence d'une crise du capitalisme. L'inflation est « galopante », le chômage s'étend, les monnaies sont en déséquilibre. A cela nous pourrions ajouter le développement de la concurrence internationale entre groupes monopolistes, ce qui nécessite une accumulation énorme de capitaux ; et les luttes des salariés se développent dans tous les pays capitalistes avancés.

La détérioration de l'environnement et le gaspillage des ressources naturelles atteignent un taux dangereux, même pour la survie du système capitaliste. Les milieux dirigeants en prennent conscience et tentent de faire supporter le coût des mesures de protection de l'environnement par les travailleurs. Ils entendent même leur faire supporter le poids de toute la crise, au nom de la préservation du cadre de vie, au nom de la « qualité de la vie ».

En cela, les propositions de Mansholt sont claires : dans toute sa lettre, il ne suggère rien qui puisse porter atteinte au profit des monopoles. Toutes les mesures envisagées s'attaquent en fait au niveau de vie de la masse de la population : fiscalité accrue, suppression des allocations familiales, réduction autoritaire de la consommation.

« Par le laminage, sinon la mise en cause des prestations sociales diverses (...), le grand capital veut réduire ses faux frais, disposer d'une main-d'œuvre à meilleur prix et accentuer encore chez celle-ci l'incertitude du lendemain.

Réduire la consommation des biens matériels par habitant,



éviter la production de ces biens **non essentiels**, tout ceci entraînerait un recul du bien-être matériel par habitant. Prévoir la **durabilité** des biens de consommation, limiter la libre utilisation de ces biens, généraliser une économie de pénurie, tout cela ne peut signifier rien d'autre qu'une pression renforcée, par son ampleur internationale précisément, sur la consommation et par conséquent la surexploitation des masses populaires. » (1)

Ce projet de réduction de la consommation s'appuie sur une perspective politique autoritaire : il s'agit de planifier une économie de pénurie au niveau de la Communauté européenne, c'est-à-dire sans aucun contrôle démocratique, en organisant la rareté des biens de consommation. « C'est une manière nouvelle, non dans ses buts, mais dans ses formes indirectes, de s'attaquer aux salaires réels, afin de réduire autant que possible la part de ceux-ci dans les coûts de production, tels que l'accumulation du capital et le profit, le nécessitent face à la concurrence. » (2)

## UN PHENOMENE REEL

Si les théories de l'anti-croissance développées par S. Mansholt sont dangereuses pour les travailleurs et l'ensemble des masses populaires, il n'en reste pas moins que notre environnement pose des problèmes réels. On peut même dire que la crise de l'environnement est devenue un élément important de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, au niveau national comme international.

En quelques années, le thème de l'environnement est devenu omniprésent dans les pays capitalistes développés. Si l'empressement que témoignent soudain les idéologues bourgeois à nous décrire les dangers du développement industriel a quelque chose de suspect, cette offensive a néanmoins des fondements bien réels. Les Etats ont commencé à intervenir contre les pollutions et autres nuisances ; les solutions apportées sont souvent partielles, peu efficaces, et pour cause.

Il est indéniable que les sociétés capitalistes avancées sont arrivées à un point crucial de leur développement. Les pollutions de l'air, de l'eau, du sol ont atteint un niveau parfois dangereux ; l'évacuation et la destruction des déchets posent de graves problèmes ; les gaspillages se multiplient ; l'anarchie du développement et de la transformation des villes aboutit à leur paralysie.

## TOUS POLLUEURS ?

La plupart des auteurs qui traitent du cadre de vie font cependant abstraction d'un élément essentiel de l'analyse : l'influence des rapports sociaux de production. C'est cet « oubli » qui les amène à mettre en question la « société industrielle », la croissance économique et le progrès technique. Toutes les mystifications dont l'environnement est l'occasion sont fondées sur cette omission.

D'autre part, la notion d'environnement est trop souvent limitée

---

(1) H. Jourdain : Un programme de subordination des peuples et des travailleurs aux grandes firmes multinationales. Economie et politique, n° 213, avril 1972.

(2) H. Jourdain : article cité.

aux contacts de l'homme avec la nature. L'aspect humain et social du cadre de vie est presque toujours passé sous silence. Tant qu'il s'agit de la nature, le « bien de tous », les illusions sont faciles à entretenir ; mais si on aborde, par exemple, les conditions de travail, les rapports de classe sont plus difficiles à effacer.

Les prophètes qui dénoncent avec tant d'énergie les atteintes à l'environnement et les dangers que court notre civilisation ne sont pas toujours à l'abri de tout soupçon. Les visions apocalyptiques qu'ils évoquent ne sont pas uniquement destinées à promouvoir des solutions. Elles ont surtout pour but de créer dans la population un sentiment de crainte et de culpabilité, de façon à lui faire croire qu'elle est la première responsable des pollutions : vous profitez de la civilisation industrielle, vous consommez, vous êtes donc tous coupables de la situation actuelle. Cette propagande sert à masquer les responsabilités fondamentales du capitalisme. Et elle pourrait être par la même occasion, une source de profits nouveaux, par le biais des industries anti-pollution.

« On ne peut s'empêcher de penser qu'il est vraiment très commode de s'abriter derrière des statistiques effrayantes pour préconiser un certain blocage de l'expansion industrielle, principalement dans les pays en développement.

Ou bien ces experts sont sincères et il est plus que temps que l'on change son fusil d'épaule, — ou bien il s'agit d'une extraordinaire entreprise de récupération, une de plus, du capitalisme qui, sentant qu'il ne pourra pas indéfiniment prospérer avec des actuelles règles du jeu, en impose lui-même d'autres. (...) Il est évident que tout le battage fait actuellement autour des problèmes de pollution pourrait bien n'aboutir qu'à faire prospérer des industries nouvelles. (...) La pollution existe ; il faut lutter contre elle, mais ce n'est pas l'ensemble de la communauté qui doit en faire les frais dans la mesure où l'ensemble de la communauté n'a pas récolté les fruits de cette pollution. » (3).

Il est clair qu'actuellement, une fois admise par tous la nécessité de protéger le cadre de vie, une question essentielle est la suivante : qui, du capital ou du travail, en supportera le coût ? Le reste n'est souvent qu'un habillage idéologique.

Pour le patronat, il n'y a pas de problème : nous sommes tous des pollueurs. Tout le monde pollue à sa façon ; les uns en produisant, les autres en consommant. Les nuisances provoquées par l'industrie ne sont qu'une partie (peut-être plus « spectaculaire ») des atteintes portées à notre environnement. Et d'ailleurs, c'est bien connu, tout le monde profite de la prospérité des entreprises. « L'opinion publique a souvent tendance à désigner l'industriel comme bouc émissaire de tous ses maux. Cela provient en grande partie d'une mauvaise information. (...) Le combat qui doit se mener n'est pas uniquement l'affaire de l'industriel, mais concerne tout le monde, puisqu'aussi bien tout le monde pollue à sa façon. Car si les pollutions industrielles sont de loin les plus spectaculaires, cha-

---

(3) Jacques Vierendeels : Le grand débat ? : Démocratie, mensuel du M.O.C., n° 8, septembre 1972).



que individu entraîne derrière lui son cortège de nuisances » (4). Et de citer les gaz d'échappement des véhicules particuliers, les parterres saccagés et les détritux abandonnés partout dans les forêts et le long des routes...

Non seulement la population pollue elle-même, mais si l'industrie est polluante, c'est également à cause des consommateurs. « La pollution est disséminée et aboutit toujours finalement au consommateur, non seulement à cause de ses déchets personnels, de son chauffage ou de son automobile, mais aussi par ses exigences de biens de consommation, aux coûts les plus concurrentiels » (5). La recherche du taux de profit maximum serait ainsi totalement innocente.

Puisque c'est l'affaire de tous, il serait normal que l'Etat, et les contribuables, prennent en charge la lutte contre la pollution. C'est dans cette voie que s'engagent les pouvoirs politiques des pays capitalistes. On affirme bien haut que le pollueur doit être le payeur. Mais comme nous sommes tous un peu responsables, il faudra bien aider les entreprises.

C'est ainsi que M. E. Vaes, Gouverneur de la Province de Hainaut, reconnaît qu'il est normal de faire payer le pollueur. Mais c'est pour ajouter tout de suite que les investissements anti-pollution devront être financés par les pouvoirs publics, grâce à « des dégrèvements d'impôts, à des facilités d'emprunts et de garantie et à l'octroi de subsides ». Les entreprises polluantes doivent payer, mais « la rigueur de ce précepte mérite cependant d'être tempérée dans deux cas :

— lorsque l'entreprise est nécessaire au progrès économique et social de la région ou du pays;

— lorsque pendant un certain temps, son équilibre financier risque d'être ébranlé par l'application de mesures draconiennes trop subtiles » (6). On se demande bien quelle grande entreprise ne sera pas considérée comme indispensable au progrès économique et social du pays.

Faute de financement public, les monopoles sont bien décidés à récupérer intégralement dans leurs prix toute mesure de salubrité qui leur serait imposée. Il n'est pas question de toucher aux profits. Ils y sont d'ailleurs encouragés par les pouvoirs publics. Le conseil de l'OCDE, tout en admettant le principe pollueur-payeur, ajoute que « le coût de ces mesures devrait être répercuté dans le coût des biens et services qui sont à l'origine de la pollution du fait de leur production et (ou) de leur consommation » (7).

Le financement public des équipements anti-pollution permettra donc aux grands groupes monopolistes de maintenir leurs profits;

(4) Y. Schillebeeckx : Pour une politique de l'environnement; Industrie, revue mensuelle de la F.I.B., n° 8, août 1972.

(5) F. Lemaire : Raisons et déraison de la protection de l'environnement. Industrie n° 11, novembre 1972.

(6) M. E. Vaes : propos sur l'environnement; in La défense de l'environnement, Institut Européen de l'action sociale, Charleroi, 1972.

(7) Nouveaux principes directeurs pour les politiques de l'environnement. L'Observateur de l'OCDE, n° 58, juin 1972.

et comme la production de ces équipements nécessite une technique de pointe et des investissements élevés, seuls ces mêmes groupes seront capables de les produire; et d'accroître leurs profits par la même occasion.

## LA RESPONSABILITE DU CAPITALISME

Il n'est pas besoin de longue démonstration pour savoir que la plus grande partie de la pollution, notamment celle des eaux, est d'origine industrielle. Mais il ne suffit pas d'établir la responsabilité de l'industrie; c'est, plus fondamentalement, celle du système capitaliste lui-même qui est engagée. Les mécanismes internes du capitalisme conduisent naturellement à la pollution et au gaspillage des ressources.

Le fonctionnement de l'économie capitaliste est fondé sur la recherche du taux de profit maximum, c'est-à-dire sur la rentabilité à court terme du capital investi. Cette recherche entre dès lors en contradiction avec une utilisation rationnelle des ressources et un mode de production qui préserve l'environnement.

Le problème de l'utilisation et du renouvellement des ressources n'entre pas dans le calcul de rentabilité capitaliste : la motivation essentielle est la recherche de la matière première et de la production au moindre coût immédiat. « Pour l'économie capitaliste, l'utilisation des matières premières correspond à un système linéaire. Les matières premières servent à fabriquer des marchandises, qui, après usage, forment des déchets. Il y a ainsi deux vases communicants, séparés par le processus de production des marchandises. Le premier vase se vide et le second se remplit » (8). Le problème du renouvellement des ressources ne peut pas entrer en ligne de compte dans le calcul du profit à court terme. Les coûts indirects de la production ne sont pas à charge du capitaliste mais de la société dans son ensemble. « Il y a socialisation de la pollution, mais propriété privée des moyens de production » (9).

Au stade du capitalisme monopoliste d'Etat, le gaspillage des ressources est encore accentué par le renouvellement artificiel et accéléré des biens de consommation en démodant rapidement les produits, en rendant toute réparation impossible faute de pièce de rechange, en utilisant une publicité obsédante. La prolifération des emballages perdus, le gonflement des dépenses parasitaires, les armements, sont également la cause de gaspillages énormes.

Au niveau de la consommation, de nombreuses nuisances découlent aussi de l'organisation capitaliste de la société. La pollution par les gaz d'échappement, par exemple, résulte en grande partie d'une politique délibérée qui favorise l'automobile au détriment des transports en commun. On peut difficilement rendre le consommateur responsable de choix qu'il est quasiment obligé de faire en fonction de l'organisation de la société par l'oligarchie financière.

---

(8) Vincent Labeyrie : Crise de l'environnement ou crise de l'économie capitaliste ? Cahiers du communisme, n° 4, avril 1972.

(9) V. Labeyrie : *ibidem*.



Un des remèdes à la pollution et au gaspillage des ressources, c'est le recyclage des matériaux, c'est-à-dire la réutilisation à des fins productives des déchets de la production et de la consommation. Selon D. Clutterbuck (10), 90 % des déchets industriels pourraient ainsi être récupérés. En Suède, grâce au recyclage de leurs eaux usées, les papeteries ont pu réduire leurs déchets de 1.000 à 1,5 kg par tonne de papier produite tout en diminuant leurs prix.

Mais en régime capitaliste, la production non-polluante est freinée à cause des frais de recherche et du manque de rentabilité immédiate, à moins d'être financée par la collectivité. En attendant, la société est obligée de prendre elle-même en charge les mesures de protection de l'environnement comme des stations d'épuration des eaux usées, etc.

Tant qu'il n'est pas menacé directement par la pollution, le capitaliste ne s'en préoccupe pas. Mais une fois que sa propre existence est en danger et que la pression de l'opinion devient plus forte, il cherche des solutions partielles, de préférence aux frais des classes populaires.

## DE QUELQUES MYTHES

La prise de conscience des problèmes de l'environnement par l'opinion publique a été l'occasion pour les idéologues de la bourgeoisie de créer certains mythes qui dérivent en fait de tendances idéologiques qui étaient largement entretenues auparavant.

Ainsi en est-il, par exemple, de la mise en cause du développement des sciences et des techniques : jusqu'il y a quelques années, l'idéologie bourgeoise a toujours répandu l'idée que le progrès des sciences et des techniques entraînait automatiquement un progrès du bien-être des populations. Maintenant que ça ne paraît plus aussi évident, il suffit de modifier les termes de la relation pour mettre le progrès technique en accusation. Mais la lignée idéologique est la même : dans les deux cas, on isole les sciences et les techniques de leur contexte social, en particulier des rapports sociaux de production. Il est vain de vouloir discuter de l'utilité des sciences et des techniques si on refuse de voir au service de quels intérêts elles sont mises en œuvre dans une société donnée.

Il en va de même de la croissance économique : c'est incontestablement le mythe le plus en vogue actuellement. Qui ose encore se prétendre pour la croissance ? Et si on ne la refuse pas tout à fait, on veut en tout cas « l'humaniser », reconsidérer sa « finalité ».

Tout comme pour les sciences et les techniques, on assiste au retournement du même mythe. Pendant des années, depuis la fin de la guerre, on n'a pas arrêté de chanter les mérites de la croissance. Elle était la source de tout progrès social. Ses fruits se répartissaient harmonieusement dans la population. Elle était à la fois la base et la finalité de notre économie, de la « société industrielle ».

Malheureusement, ça ne pouvait pas durer toujours : devant l'aggravation de la crise, il a bien fallu changer. Le chômage, l'in-

---

(10) V. Labeyrie : article cité.

flation, la crise monétaire, les conditions de travail, l'intensification de l'exploitation, la montée des luttes sociales, la détérioration du cadre de vie, tout cela rendait le mythe de plus en plus boîteux.

Puisque la croissance n'est pas la source du bonheur, c'est que le bonheur s'oppose à la croissance. Devant la montée des périls, freinons la consommation des biens matériels, favorisons plutôt l'épanouissement culturel et intellectuel de chacun.

Cet abandon de thèmes idéologiques comme ceux des progrès scientifiques et techniques est symptomatique de la crise que traverse le capitalisme. Alors que jusqu'ici ces thèmes avaient été les symboles de la puissance du capitalisme, ses idéologues sont soudain contraints de les abandonner. Ils en arrivent ainsi à considérer que l'arrêt du progrès est la condition essentielle de la survie de la société capitaliste.

Toute la mystification du thème de la croissance repose sur son identification à la finalité de la société. La croissance serait la raison d'être de la société industrielle. Mais si on réintroduit les rapports de production, on ne peut plus affirmer que le but du capitalisme, c'est la croissance économique. En réalité, ce que recherche le capitalisme, c'est le profit, c'est la rentabilité à court terme et au taux le plus élevé du capital investi.

Croissance et profit ne sont pas des notions équivalentes. Ce qui détermine la production en système capitaliste, c'est la possibilité d'en retirer un profit. La croissance économique n'est qu'une conséquence éventuelle de la recherche du profit. Ce n'est pas parce que depuis vingt ans le fonctionnement du capitalisme s'est traduit par une croissance de la production que ce sera toujours le cas. D'ailleurs, les propositions Mansholt montrent clairement que leur but est de stopper la croissance tout en maintenant le profit des monopoles à un taux élevé.

On peut même affirmer que les mécanismes internes du capitalisme empêchent le développement d'une croissance harmonieuse, assurant la satisfaction des besoins sociaux essentiels tels que le plein emploi, la santé, l'éducation, etc. L'anarchie de la croissance capitaliste ne peut naturellement pas favoriser la qualité de la vie. Là est l'erreur, ou la duplicité, des propagandistes de la « qualité de la vie ». Prendre comme cible la croissance et la technique alors qu'elles ne sont que des effets ou des moyens, c'est se condamner à l'impuissance. C'est laisser les mains libres au grand capital, en se retrouvant parmi ceux qui critiquent la prétendue « société de consommation », ceux qui méprisent les revendications « quantitatives ». Toutes ces théories procèdent de la même illusion, du même manque d'analyse de la réalité sociale.

## **DES CHANGEMENTS NECESSAIRES**

Face à la dégradation continue du cadre de vie, la question qui se pose est donc celle d'un changement révolutionnaire. Seul le socialisme est capable d'assurer un développement harmonieux de la production et d'utiliser pleinement les possibilités qu'offre l'état présent et futur des forces productives.



Cela ne veut pas dire qu'actuellement les pays socialistes sont à l'abri de la pollution. Tout d'abord parce que celle-ci a un caractère international, ce qui, soit dit en passant, justifierait une accélération de la détente et de la collaboration internationale. Mais aussi parce que la prise de conscience des problèmes écologiques est assez récente et qu'une technique de production identique produit des effets identiques. Il n'y a pas si longtemps que les milieux scientifiques s'occupent des problèmes posés par l'industrialisation et recherchent des moyens de production plus propres.

Néanmoins les pays socialistes sont beaucoup moins touchés que les pays capitalistes, non seulement parce que leur industrialisation est plus récente, mais aussi parce qu'ils ont déjà pris depuis longtemps des mesures générales en matière de protection de la nature, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, de conditions de travail. Tout n'est pas encore résolu, loin de là, et certaines pratiques économiques héritées du capitalisme survivent encore. C'est ainsi que lors d'un récent colloque international sur la protection de l'environnement, un membre de la délégation tchécoslovaque a rapporté que « certains administrateurs ont prévu dans le budget des entreprises le paiement d'amendes pour la pollution de l'air. C'est là une tentative ignorant les objectifs de la production socialiste et faisant de la croissance économique un but en soi » (11).

Car en régime socialiste non plus, la croissance économique n'est pas la finalité de la production. Au lieu de l'appropriation individuelle du profit, c'est la satisfaction des besoins sociaux qui est l'objectif de l'activité économique. La croissance ne peut alors être qu'un moyen; elle accroît les possibilités de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population.

De ce fait, les possibilités qu'offre le socialisme font apparaître une issue aux problèmes que soulève la production industrielle. La nature de l'organisation sociale en régime socialiste et la propriété collective des moyens de production permettent de réconcilier l'homme et son cadre de vie, grâce à une planification démocratique (et non une planification autoritaire au profit des seuls monopoles, comme le suggère Mansholt).

Aujourd'hui, la lutte pour la protection du cadre de vie fait partie intégrante de la lutte anticapitaliste. Il s'agit d'établir clairement les responsabilités et d'imposer des solutions, aux frais du capital, afin d'éviter de nouvelles aggravations de l'état de notre environnement. Toutes les couches non-monopolistes de la population sont victimes des nuisances qui affectent notre cadre de vie. C'est là un terrain concret de lutte où peut se réaliser l'alliance de la classe ouvrière et des autres couches de la population dont les intérêts sont lésés par la domination des grands monopoles.

Une politique conséquente de l'environnement exige un changement politique radical. Parce qu'ils se refusent à l'envisager, parce qu'ils abandonnent toute base scientifique d'analyse de la société, les théoriciens du socialisme moderne se condamnent à dissenter dans le vague sur le « type de croissance » à promouvoir, sur les

---

(11) La protection de l'environnement ; La Nouvelle Revue Internationale, n° 7, juillet 1972.

dangers de la « société industrielle ». Il reste à espérer que les militants socialistes imposeront une toute autre orientation.

L'alternative n'est pas entre croissance ou non-croissance. Il faut choisir entre la recherche du profit et la satisfaction des besoins sociaux.



## ***Rente foncière et promotion Immobilière***

Sur la base de la description que nous avons faite dans un article précédent (1) des différentes formes de la rente foncière, nous pouvons examiner plus en détail un phénomène en pleine extension : la promotion immobilière qui envahit et bouleverse le centre de nos villes. Il faut entendre par promotion, l'intervention dans la production des biens immobiliers (immeubles commerciaux, d'habitation et de bureaux) d'un capital financier indépendant de l'entreprise traditionnelle de construction. Cette intervention est généralement le fait de « petits » capitalistes, récemment enrichis et à la recherche de profits rapides dans un secteur où ils ne craignent pas la concurrence des monopoles.

En Belgique, aucune banque importante, à l'exception de la Compagnie Lambert, ne pratique la promotion immobilière sur une grande échelle.

La pression des capitalistes étrangers oblige en effet les monopoles à investir d'abord dans les secteurs d'activité dans lesquels ils détiennent déjà un important capital accumulé.

Les monopoles ne pénètrent d'ailleurs pas facilement dans le secteur de la construction organisé de longue date en dehors d'eux. Un taux de profit élevé permet aux promoteurs de disposer plus facilement des capitaux qui leur font défaut pour mener à bien leurs opérations et garantit leurs prêteurs.

Ce sont généralement des caisses de prêts hypothécaires ou des compagnies d'assurances qui leur avancent les capitaux à moins que les pouvoirs publics ne leur viennent généreusement en aide.

---

(1) Voir Cahiers Marxistes No. 13 - avril, mai, juin 1972.

L'assurance d'un profit élevé, les promoteurs la recherchent avant tout dans des conditions avantageuses de disposition du sol. Ils doivent se rendre maître des terrains les mieux situés et dont l'utilisation reste exceptionnelle pendant un temps suffisamment long. C'est l'écramage des sites pour la construction d'immeubles hauts.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation très différente de celle qui régnait au XIXe siècle lors de l'extension urbaine. L'urbanisation s'effectuait alors essentiellement par la transformation du terrain agricole en terrain à bâtir. Maintenant, dans les villes et plus particulièrement au centre de celles-ci, le terrain est bâti, morcelé, réparti entre de nombreux propriétaires. Si le promoteur veut acquérir le terrain à l'amiable, il s'expose à devoir céder la plus grande part des surprofits qu'il escompte à leurs propriétaires. Certains d'entre eux, pour des raisons de convenance personnelle, ne seront d'ailleurs pas disposés à les aliéner. Il faut que le promoteur élimine l'entrave que les propriétaires mettent à l'investissement de ses capitaux. C'est ici que tend à se généraliser l'intervention des pouvoirs publics disposant du droit d'expropriation afin de déposer de leurs biens les actuels propriétaires, de chasser les habitants du quartier et d'y faire table rase.

Le moyen leur en a été largement donné par la Loi sur l'Urbanisme de mars 1962 qui bouleverse complètement les données traditionnelles du droit belge relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Celle-ci n'apparaît plus dans de nombreux cas que comme prétexte ou paravant. Cette pratique inquiète les juristes. « Les expropriations du Quartier Nord (à Bruxelles-J.A.) n'ont pas visé le caractère inhabitable ou insalubre des immeubles qu'elles touchaient. Conformément à l'article 25 de la Loi du 29 mars 1962 sur l'Urbanisme, elles poursuivaient la réalisation des prescriptions des plans d'aménagement communaux, c'est-à-dire, en l'occurrence, la construction du World Trade Center » (2).

Examinons cette loi de plus près. Il ressort bien de l'article 25 que les pouvoirs publics peuvent se servir de l'expropriation pour tout usage mentionné dans un plan d'aménagement. Il n'est donc plus rare de les voir exproprier des logements pour céder ensuite les terrains au prix coûtant, voire en-dessous de ce prix, à des promoteurs de bureaux, pour autant que le plan renseigne cette nouvelle affectation du sol. Elle se trouve ainsi élevée au rang d'affectation d'utilité publique.

Les pouvoirs publics tranchent ainsi violemment le conflit qui oppose les propriétaires aux détenteurs de capitaux, et le tranchent au bénéfice de ces derniers. Cette lutte entre fractions rivales de la bourgeoisie est apparue clairement à Bruxelles lors de la création du Comité de Défense contre les Expropriations.

Dans leurs commentaires de la loi, deux juristes qui font autorité en la matière (3) exposent que par l'article 25 « la revente des

---

(2) Chronique des Droits de l'Homme - Le Soir 9/1/73.

(3) R. Senelle et Ph. vanden Borre - Aménagement du Territoire et Urbanisme La Charte, éditeur.

La notion de plus-value que ces auteurs utilisent représente l'accroissement de prix d'un terrain pendant une période donnée. Elle est totalement étrangère à la notion marxiste de plus-value.



parcelles (expropriées J.A.) est désormais acceptée en tant que dispositif de récupération de la plus-value. »

Ils entendent par là qu'il faut permettre à la Commune de prélever au passage l'accroissement de prix que le plan d'aménagement confère éventuellement au terrain (rente différentielle). En effet, selon les termes mêmes de la Loi, « pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est pas tenu compte de la plus-value ou de la moins-value qui résulte du plan d'aménagement régional, de secteur ou communal. »

Cette récupération de la « plus-value » par les pouvoirs publics était déjà expressément prévue dans des textes très anciens : les lois sur l'expropriation par zone de 1858 !

Mais, ainsi que nous allons le voir, les choses se passent très différemment dans la réalité. Plusieurs communes offrent cette « plus-value » au promoteur. Pour le comprendre, il nous faut revenir un instant à la notion de rente différentielle.

Nous avons vu que l'intervention du promoteur suppose la possibilité de dégager dans une opération immobilière un surprofit supérieur au profit moyen des capitaux investis au même moment. Le promoteur peut y parvenir de deux façons :

- en stimulant des opérations dans lesquelles la rentabilité soit supérieure à la moyenne;
- en investissant plus de capitaux sur un terrain qu'il n'est autorisé d'en incorporer à la majorité des terrains voisins. (Par exemple : construction d'une tour dans une rue aux bâtiments bas.)

En se rendant maître du terrain il s'approprie dans ce cas la rente différentielle II. Ces deux méthodes se conjuguent dans les grandes entreprises de promotion. La taille des constructions, l'organisation des grands chantiers, la possibilité d'y recourir à des techniques de pointe assurent une productivité et donc une rentabilité accrues. Les conditions de cession du terrain par les pouvoirs publics en-dessous du prix du sol déterminé par la loi de l'offre et de la demande augmentent encore leur profit. La construction de bureaux permet actuellement de prélever les rentes les plus élevées.

Admettons qu'à un moment donné les conditions moyennes de production et de réalisation d'un m<sup>2</sup> d'immeuble de bureaux soient les suivantes :

| Coût de production | Profit d'entreprise(4) | Prix de vente | Surprofit |
|--------------------|------------------------|---------------|-----------|
| 14.000             | 2.800                  | 21.200        | 4.400     |

Le profit d'entreprise est assuré même si une rente foncière de 3.000 F revient au propriétaire du sol. Le solde du surprofit, soit 1.400 F couvre les intérêts des capitaux avancés pendant 1 an pour acquérir le sol et construire (5). Le montant de cette rente foncière sera celui vers lequel tend le jeu de l'offre et de la demande en terrains convenant pour l'implantation de bureaux.

(4) La détermination de ce profit moyen d'entreprise est assez arbitraire (20 %), son calcul précis, rendu très difficile par la compatibilité capitaliste, ne changerait rien à la démonstration.

(5) Nous avons à dessein extrait les intérêts du coût de production du bâtiment car l'intervention du promoteur tend de plus en plus à se dissocier de celle de l'entrepreneur.

Mais l'opération de notre promoteur se présente autrement :

| Coût de production | Profit d'entreprise | Prix de vente | Surprofit |
|--------------------|---------------------|---------------|-----------|
| 12.000             | 2.400               | 20.000        | 5.600     |

Si la commune cède le terrain à un prix correspondant à 1.000 F par m<sup>2</sup> de bureau construit, le surprofit restant couvre l'intérêt des capitaux avancés pendant deux années (l'opération étant supposée plus vaste et donc de plus longue durée) tout en laissant un reliquat substantiel et ceci malgré un prix de vente concurrentiel par rapport au prix du marché. La comparaison des conditions de production moyennes, régulatrices du marché que nous appellerons A et de l'opération du promoteur B bénéficiant d'une meilleure productivité et de terrains à bas prix s'établit ainsi :

| 1                  | 2      | 3             | 4              | 5                      | 6                  |
|--------------------|--------|---------------|----------------|------------------------|--------------------|
| Coût de production | Profit | Prix de vente | Rente foncière | Intérêts sur 1, 2 et 4 | Solde du surprofit |
| A 14.000           | 2.800  | 21.200        | 3.000          | 1.400                  | —                  |
| B 12.000           | 2.400  | 20.000        | 1.000          | 2.200                  | 2.400              |

Ce surprofit dû à la rente différentielle II est le but de l'opération de promotion.

Il suffit pour s'en convaincre de comparer quelques chiffres se rapportant à des constructions récentes à Bruxelles. Encouragés par les facilités offertes en Belgique pour l'obtention des autorisations de bâtir et des crédits et par la réussite de la tour Madou, des investisseurs anglais construiront bientôt à proximité de cette dernière un nouveau gratte-ciel. Le coût du terrain y serait de 4.000 F par m<sup>2</sup> de bureau construit et ce chiffre élevé permettrait néanmoins de percevoir des loyers d'un rendement net de 11 % des capitaux investis (6). Or, il n'est pas rare que dans des conditions semblables les pouvoirs publics offrent aux promoteurs du terrain à 1.000 F par m<sup>2</sup> de bureau. L'irrésistible ascension de quelques consortiums immobiliers s'explique ainsi. Normalement, lorsqu'un secteur économique permet de tels surprofits, l'afflux de capitaux vers ce secteur vient plus ou moins rapidement équilibrer l'offre et la demande et diminuer le taux de profit. Mais la possibilité d'utiliser le terrain de manière aussi intensive est limitée. Nous l'avons dit, les opérations de promotion sont par nature des opérations d'écroulement réunissant les avantages des rentes différentielles I et II. L'exploitation abusive du terrain lui-même (rente II) n'est généralement rendue possible que par des avantages de situation qui assurent la rente I (dégagements, parcs, infrastructure routière, etc...).

Pour nous résumer, nous dirons que la promotion immobilière est une opération politico-financière qui a pour but de prélever un surprofit. Ce surprofit revient au promoteur qui se rend momentanément propriétaire du terrain. Il lui faut obtenir l'accord des pouvoirs publics pour modifier brutalement l'usage du terrain, ce changement étant générateur de rente différentielle. Le cession du terrain à un prix sacrifié et les conditions d'octroi des crédits publics ou privés déterminent le taux du surprofit.

(6) La Libre Belgique 24/11/72.



## **Un romancier russe oublié : PISEMSKI**

Quoique l'œuvre du romancier russe A. F. Pisemski (1821-1881) ait connu les honneurs de plusieurs traductions françaises dues à Victor Derély et parues à Paris dans les années 80 du siècle passé (1), si cet écrivain n'est pas entièrement méconnu, c'est surtout grâce à une œuvre, *Mille âmes*, d'ailleurs un de ses romans les mieux construits et les plus révélateurs sur l'époque à laquelle il appartient. Sinon littérairement parlant, du moins sociologiquement, ce livre est presque aussi important pour la Russie que *Le rouge et le noir* de Stendhal pour la France.

Dans un discours prononcé en 1875, Alexei Pisemski déclarait que l'étoile qui l'avait guidé dans tous ses travaux était le désir de dire à son pays la vérité pour elle-même, « la dure vérité ». Si lui-même affirmait ne pas vouloir se prononcer sur la question de savoir s'il y avait réussi, nous pouvons répondre par l'affirmative.



L'écrivain était issu d'une famille appauvrie mais de souche ancienne. Il nous apprend dans ses notes autobiographiques que l'un de ses ancêtres avait été envoyé à Londres par Ivan le Terrible avec la délicate mission d'approcher Elizabeth I à propos des projets matrimoniaux du tsar. Un autre de ses parents avait eu l'insigne honneur d'être canonisé et ses reliques étaient vénérées dans un monastère. C'étaient les seules gloires de la famille; pour le reste, les Pisemski ne semblent guère s'être distingués jusqu'à la parution des premiers récits de notre auteur. La branche dont était issu celui-

(1) Citons ici : « Dans le tourbillon » en 1881, « Les Faiseurs » (Miechtchanie) en 1886, « Mille âmes » en 1886, « Théâtre choisi » en 1889.

ci n'avait plus guère de la noblesse que les documents généalogiques et le grand-père d'Alexeï, s'il labourait lui-même ses terres, n'avait rien d'un Tostoï : il était illettré. Le futur écrivain grandit à la sauvageonne (2), passablement gâté et ses précepteurs ne se montrèrent ni fort exigeants ni très compétents. Il compensa les lacunes de sa formation scolaire par la lecture de force vieux romans qu'il dévorait avec passion. A la sortie du gymnase, il s'inscrivit à la faculté de mathématiques de l'université de Moscou, ce qui, à l'en croire, le débarrassa de tout « penchant pour la phrase ». Il fit une carrière administrative, s'occupant notamment d'affaires criminelles, en tant qu'assesseur du gouvernement provincial de Kostroma.

C'est en 1848 que paraissait, sous une forme abrégée, son premier récit, *Nina*. Les autres nouvelles sur la vie provinciale, qu'il publia coup sur coup, connurent rapidement un grand succès car elles venaient à leur heure dans la Russie de la fin du règne du « gendarme couronné », Nicolas I : en 1850, *Le mollasson*, *Un mariage d'amour* en 1851, bientôt *Un riche fiancé*, de 1850 à 1854 *Le comédien*, la comédie *L'hypocondriaque*, *Mr Batmanov*, *Le fanfaron* et quelques autres essais. Le tableau qu'il y dressait de la société de province et de ses petits héros, nourris de romantisme byronien dans leur jeunesse et plus ou moins poseurs, était trop perspicace et trop vrai pour ne pas conquérir le public de Pétersbourg et de Moscou. Brusquement étaient révélées au public l'existence et « la vie d'une bourgeoisie russe (...) triomphante et qui semblait tirer fierté de sa sauvagerie déclarée, de sa laideur propre » (P. Annenkov); qui plus est, on en faisait le sujet d'une œuvre littéraire et artistique. C'était nouveau en Russie en 1850, cela plut au public qui lisait. La Russie crut avoir trouvé son Balzac. Dans le climat idéologique et littéraire des années 50, ces œuvres venaient on ne peut mieux à point; les slavophiles comme les démocrates occidentalistes, chacun de leur côté, trouvaient matière à alimenter leur critique de la Russie contemporaine et saluaient avec joie une dénonciation venue de l'intérieur, née sous la plume d'un provincial authentique. A peu près à la même époque, en 1856, les célèbres *Esquisses de province* de Saltykov-Chtchédrine, une des toutes premières œuvres de la nouvelle littérature réaliste « accusatrice », allaient connaître un succès encore plus grand.

Le scepticisme sardonique de Pisemski s'exerçait aux dépens de tout et de tous; comme il allait le faire au long de sa carrière, toujours méfiant, il s'appliquait avec zèle et méthode à soulever et arracher les masques, à révéler « le dessous des cartes ». En 1855 paraissent dans la revue *Les Annales de la Patrie* un article sur Gogol, son écrivain favori, puis un nouvel essai particulièrement réussi sur la vie paysanne, *L'artel des charpentiers*, et dans la revue *Le Contemporain* un récit d'inspiration sandienne *Est-elle coupable ?* dont la parution fut saluée avec enthousiasme par le critique démocrate Tchernychevski.

Les intellectuels progressistes avaient cru trouver en cet admirateur de Gogol et de Bielinski, dont le talent relevait si pleinement et si indiscutablement du réalisme critique, un allié aussi solide

---

(2) Il évoquera plus tard son enfance dans le chapitre 2 de son livre « Les gens des années quarante ».



que précieux. L'illusion ne devait guère durer. L'écrivain ne rejoignit jamais le camp démocrate; il restait ce qu'il avait été et il allait même bientôt affirmer et afficher, avec pas mal de maladresse et de platitudes d'ailleurs, son scepticisme misanthropique et quelquefois borné, et ceci d'une façon qui rappelait plutôt celle de Monsieur Homais que celle d'un intellectuel voltairien.

Après un excellent récit, *La vieille dame*, Pisemski publia ce qui allait être sa meilleure œuvre, la seule peut-être qui soit encore connue de tous en URSS et lue couramment de nos jours, *Mille âmes*, roman en quatre parties auquel il travaillait depuis plusieurs années et qui parut en 1858.

L'année 1861, année critique dans tous les domaines de la vie russe, allait marquer le début de la rupture entre Pisemski et le public. Après avoir lancé dans la revue *La Bibliothèque pour la lecture* une violente attaque contre la revue démocrate *Le Contemporain*, attaque située au niveau le plus bas, celui de la vie personnelle des rédacteurs, il récidivait avec une nouvelle série de feuilletons dans lesquels il tournait en dérision tout ce qu'il pouvait, depuis la vie littéraire de la capitale jusqu'au mouvement en faveur de la suppression des châtiments corporels et celui pour l'émancipation des femmes, emboîtant ainsi le pas à la revue conservatrice *L'Abeille du nord*. Rarement écrivain russe connu plus rapide disgrâce de la part de ses lecteurs. Radicaux divers, progressistes, libéraux ne lui pardonnèrent pas d'avoir déçu leurs espoirs par cette attaque inattendue, considérée comme une trahison. *L'Étincelle*, supplément satirique du *Contemporain*, réagit violemment, accusant Pisemski de se faire l'instrument de la réaction, et ceci sous la signature de personnalités littéraires comme Nekrassov, Antonovitch, Panaev, Pypin et Tchernychevski. Personne ne fit guère attention à la nouvelle *Péché de vieillard* qui décrivait la tragique et pitoyable expérience et l'« aventure romanesque » d'un petit fonctionnaire de province, devenu chef-comptable grâce à son assiduité au travail, self-made man scrupuleux et timide, vivant seul et replié sur lui-même, personnage situé à mi-chemin entre les héros gogolesques (Akaki Akakievitch dans *Le manteau* par exemple) et ceux de Tchekhov, et qui, ayant éprouvé sur le tard un coup de foudre pour une jeune femme qui se révèle ensuite n'être qu'une aventurière, commet une indélicatesse pour aider l'objet de sa flamme et se trouve acculé au suicide.

Après une entrevue orageuse avec les chefs de file de l'émigration démocrate en Angleterre, Herzen et son ami Ogariov, Pisemski ulcéré, vexé, s'installa à Moscou. Sa « réponse » aux radicaux démocrates fut le roman en six parties *La mer agitée* dans lequel il s'efforçait de faire le bilan et le procès idéologique du mouvement radical russe des années 40 jusqu'à 1862 et ceci avec une ironie vengeresse entachée de précipitation, de colère et avec un scepticisme étroit qui, s'il frappait quelquefois juste, était le plus souvent à courte vue et se laissait obnubiler par l'anecdotique et l'immédiat. Pour comble, et comme pour ne laisser planer aucun doute sur ses positions, le roman, achevé au début de 1863, paraissait à partir de mars de la même année dans la revue *Le Messager russe* du critique et publiciste Katkov qui justement venait d'abandonner ses positions libérales pour prendre désormais la tête du mouvement anti-démocrate

et s'identifier, notamment lors de l'insurrection polonaise, avec la plus franche réaction. La première représentation en 1863 du drame paysan *Amère destinée*, publié en 1859, œuvre d'ailleurs très discutée par la critique progressiste, pesait peu dans la balance.

Il faut reconnaître d'ailleurs que, quoique bafoué par le camp des démocrates, Pisemski, se refusant à rallier définitivement celui de la réaction, après quelques hésitations, rompit courageusement avec Katkov. Désormais, ni le cycle d'essais *Les menteurs russes* (1865) ni *Les gens des années quarante* (1869) dans lequel il s'efforçait de retrouver plus de sérénité et d'objectivité en réexaminant la vie russe de 1840 jusqu'à l'époque des réformes du début du règne d'Alexandre II, ne lui firent jamais retrouver la faveur des lecteurs. Ni le drame *Baal* (1873) ni les excellents romans *Dans le tourbillon* (1871) ou *Les Bourgeois* (1877) ou encore *Les francs-maçons* (1880) ne rendent plus tout à fait compte de ce qu'il avait pu être autrefois.



Il est peu d'écrivains russes, Saltykov-Chtchedrine mis à part, qui après la guerre de Crimée et au moment des réformes du règne d'Alexandre II, aient mieux que Pisemski compris la signification sociologique profonde de ce qui se passait autour d'eux. Peu aussi l'ont exprimé avec autant de talent et de perspicacité que notre auteur dans *Mille âmes*. Avec clairvoyance, il avait réalisé que la noblesse foncière traditionnelle russe, la classe des « pomechtchiki » comme on les appelle en russe, était sur le déclin et que de nouvelles catégories sociales se précipitaient par dessus les barrières traditionnelles abattues ou croulantes, se piétinant pour se hisser aussi vite et aussi haut que possible sur l'échelle de la société, et ceci désormais non plus seulement dans les deux capitales, Pétersbourg et Moscou, mais à travers toute la Russie.

Kalinovitch, le héros de *Mille âmes*, est à tous égards un « homme nouveau ». Ce jeune fonctionnaire, universitaire ambitieux, dynamique, avide de pouvoir et en même temps plein de projets de réformes, est d'origine humble, c'est ce que l'on appelle en russe un *raznotchinets*, un roturier, qui de toute évidence n'aurait eu quinze ans auparavant aucune chance de dépasser le grade de chef de bureau. Dans la Russie « nouvelle », c'est-à-dire d'après 1856, il en ira tout autrement. Désigné pour remplacer à son poste de proviseur de l'école municipale d'une ville de province un certain Godnev atteint par la limite d'âge, Kalinovitch est envoyé dans cette petite localité. La vie y est restée très patriarcale, la « société » est très réduite et peu intéressante : la veuve du général Chevalov et sa fille Pauline, un avocat, le chef de police, le maire; celui-ci précise l'écrivain, est pauvre, ce qui est rare, et en fait de pots-de-vin ne reçoit guère que quelques centaines de roubles par an du concessionnaire de la vente des alcools (3). Les Godnev constituent à vrai

(3) Il y a là une allusion à une situation scandaleuse qui était l'objet de dénonciations dans la presse et ceci depuis longtemps. L'affermage de la vente des alcools à des particuliers faisait l'objet de violentes campagnes de la presse démocrate. Herzen, Ogariov, Tchernychevski s'y attaquèrent à plusieurs reprises. Ce système fut plusieurs fois la cause d'incidents graves; des paysans ayant détruit des débits de boisson, des mesures répressives sévères furent prises dans certaines régions. Il va sans dire que les détenteurs de ce monopole bénéficiaient de revenus considérables. Déjà au début de « Mille âmes », Pisemski décrit une soirée à laquelle brille des feux de tous ses diamants la femme du concessionnaire de la vente de l'alcool...



dire à peu près la seule famille intellectuelle du lieu : ils lisent la revue *Les Annales de la Patrie* (dans le contexte de l'époque, ceci indique qu'ils appartiennent à l'intelligentsia éclairée, progressiste, au minimum libérale), ils discutent littérature. Nastenka, la fille du vieux proviseur, est une jeune fille romantique, un peu provinciale mais intelligente et simple, fort attachante au reste; c'est, soulignons-le, une des rares héroïnes russes positives dans toute l'œuvre de Pisemski. Dans cette famille, la conversation roule fréquemment sur des sujets littéraires et oppose les générations, « les pères et les enfants » : le vieux Godnev reproche aux revues et périodiques le ton polémique violent qu'ils ont adopté depuis peu et défend les auteurs classiques; Nastenka, si elle est en extase devant Lermonov, adore aussi George Sand : « Indiana » est une de ses œuvres favorite... La jeune fille admire beaucoup la critique progressiste de Bielinski et relit fréquemment des auteurs réalistes tels que Lajetchnikov, Sollogoub et Dahl (5).

Dès son arrivée, Kalinovitch montre bien qu'il entend faire souffler un vent nouveau sur l'institution dont il a la charge : à l'étonnement douloureux et outré de ses subordonnés, il se montre intraitable, voire brutal et ne ménage pas ses efforts pour rétablir l'ordre et la discipline là où régnaient laisser-aller patriarcal et désordre endémique. Kalinovitch est objectif envers lui-même : dans une conversation avec la jeune fille vers qui il se sent vite attiré et qui elle-même ne reste pas insensible à sa forte personnalité, il reconnaît qu'il est « ambitieux, terriblement ambitieux »; il en est fier d'ailleurs et affirme que, possédant une force de volonté peu commune, si seulement il réussissait à faire les premiers pas en avant, il irait loin. Issu d'un milieu modeste, resté orphelin très jeune, Kalinovitch a dû mener une lutte de chaque instant pour survivre : éprouvé dans son amour-propre, fier, ombrageux même, frustré, légitimement d'ailleurs, il distille sa rancune et « attend son heure » avec impatience, bien décidé à prendre sa revanche sur ceux qui l'ont maintenu sous le talon de leur botte.

La rencontre de notre héros avec un de ces puissants et diaboliques personnages, qui semblent avoir hanté l'imagination de Pisemski, va favoriser la réalisation de ses aspirations. Il faut relever ici que les âmes noires, politiques machiavéliques et en même temps habiles financiers et hommes d'affaires mis en scène par Pisemski, sont presque à chaque coup des comtes ou des princes (le comte Sapega de son récit *Boiarchtchina*, le prince Ivan de *Mille âmes*, le comte Khvostikov et le prince Mamelioukov dans *Les Bourgeois*); l'écrivain a eu sans doute lui-même un réflexe de « bourgeois » vis-à-vis des hauts titres de noblesse mais, surtout, il ne fait d'autre part aucun doute qu'il a été frappé, et on reconnaîtra sa perspicacité.

(5) Lajetchnikov (1792-1869) : son livre « La Maison de glace » (1835), que Nastenka a lu cinq fois, relatait sans fard les mœurs de la cour à la fin du règne de l'impératrice Anne (1740).

Sollogoub (1813-1882) : auteur de récits réalistes dont le plus connu est « Le tarantas » (premiers chapitres en 1840, paru en volume en 1845).

Dahl (1801-1872) : auteur d'essais sur la vie populaire russe, témoignant de l'influence du genre littéraire d'un réalisme ethnographique qu'étaient les « Physiologies » françaises qui influencèrent aussi Balzac. Dahl est aussi l'auteur du « Dictionnaire raisonné de la langue russe » (1863-1866), ouvrage classique encore réédité récemment en URSS, et d'une série de travaux scientifiques relatifs au folklore et à l'ethnographie.

cité, par ces nobles, souvent des aristocrates, qui, voyant leurs positions menacées par les mutations économiques, s'adaptèrent à la situation et se lancèrent sans hésiter dans les affaires, se muant en industriels et financiers. Si ce type fut et reste encore de nos jours particulièrement fréquent en Occident, il ne fut pas rare en Russie non plus : le Grand-Duc Constantin Nikolaevitch en personne n'avait pas dédaigné de présider aux destinées d'une compagnie de navigation maritime qui se révéla très active en Méditerranée et au Levant entre 1856 et 1862.

C'est chez la générale Chevalov que Kalinovitch rencontre le prince Ivan, leur lointain parent, conseiller et confident de Pauline, son amant il n'y a guère. Le prince Ivan est un ancien officier supérieur retraité, devenu riche propriétaire foncier, qui a réussi le tour de force d'être dans les grâces de sept gouverneurs successifs; il a bâti sa fortune en mettant en valeur à la fois ses propriétés et celles qui avaient été confiées à son administration et par ses talents d'administrateur d'une nouvelle firme pétersbourgeoise dans laquelle les investisseurs perdaient inmanquablement leurs capitaux... Cet homme d'affaires a parfaitement compris le nouvel esprit du temps mais est trop habile pour se compromettre. Le bon Godnev, toujours indulgent, le définit comme un véritable Talleyrand.

Le jeune proviseur Kalinovitch est placé devant un dilemme : il aime Nastenka mais surtout il sent qu'il ne peut résister à l'attrait du monde, du pouvoir et de la richesse concrétisés par la grande demoiselle qu'est Pauline, par ailleurs infirme. L'on serait donc tenté à première vue de dire de notre héros qu'il n'est qu'un arriviste vulgaire. Mais c'est tout l'art et le génie de pénétration de Pisemski de nous montrer que l'homme est beaucoup plus complexe que cela. Notre Julien Sorel russe, qui en fait a beaucoup plus d'envergure et de consistance que son « frère » français dans *Le rouge et le noir*, a en effet quelque chose de napoléonien en lui, avec la part de grandeur que cela comporte tout de même à certains égards; en France, cinquante ans plus tôt, il serait peut-être devenu maréchal, dans la Russie à la veille des Réformes, il deviendra gouverneur. Sur le plan moral, après plusieurs abdications, il ira en effet jusqu'à la bassesse, mais non pas en vue du seul pouvoir gratuit et personnel et ceci est important : il a des dons, des idées qui lui sont chères, une énergie qu'il estime avoir le *devoir* de mettre en œuvre pour le bien de tous. Il a le désir ardent de travailler, de réaliser quelque chose. L'écrivain nous le dit d'ailleurs, se faisant le défenseur de son héros : qui a le droit de prononcer le mot coupable ? la génération qui en enfanté Kalinovitch n'a-t-elle pas connu d'autres taches ? au surplus, ajoute Pisemski avec humeur et une sorte de rage soudaine, dans cet « Occident modèle » et si avancé que l'on oppose volontiers à la Russie, les chevaliers sont bien devenus des boutiquiers et les arènes des Bourses !...

Le prince Ivan, avec une arrière-pensée intéressée, élabore tout un plan en vue de réaliser le mariage de Pauline avec le jeune fonctionnaire, ce qui lui permettrait, par un marché, de s'approprier une part de l'héritage de la jeune femme. Le premier pas est aisé à faire et bientôt notre proviseur est invité chez l'aristocrate. La propriété du prince est un domaine moderne, c'est un modèle du genre et une nouveauté dans la campagne russe. La route qui y mène est



pavée, les cultures sont organisées scientifiquement, des fossés de drainage sont creusés pour éviter les habituels bourbiers, on utilise l'énergie de machines à vapeur, tout est exploité rationnellement. Le prince n'a plus rien d'un « pomechtchik » russe du début du siècle, il est vêtu élégamment, déjeune à l'anglaise et une partie de son personnel est français et anglais. Sans trop de difficultés, le prince convainc son interlocuteur; Kalinovitch lui explique qu'il est tenté de faire une carrière littéraire mais le prince lui démontre l'aberration de pareil projet : ce n'est certes pas de son talent que pourra vivre l'écrivain russe « car nous sommes encore loin du temps où lire sera devenu une occupation universelle »; personne d'ailleurs, dans la maison de ce financier pratique, ne lit ni ne ressent le besoin de le faire et, dans la province, même le représentant élu de la noblesse ne lit que *L'Abeille du nord*... (coup de dard vis-à-vis d'une publication du temps : *L'Abeille du nord* (1825-1864), quotidien depuis 1831, était un des organes les plus conservateurs...).

Les arguments du prince font profonde impression sur le pro-viseur. Après une expérience décevante à Pétersbourg, « la cité sans air, sans religion, sans histoire et sans nationalité », Kalinovitch accepte la proposition de l'homme d'affaires et décide que « dans un Etat où tout le monde est fonctionnaire, la chose la plus agréable est, bien entendu, de l'être également », avec l'appui de son protecteur évidemment. La générale étant décédée, laissant à sa fille une fortune immense en capitaux et en propriétés (ce n'est pas pour rien que le défunt général Chevalov avait administré des biens confisqués aux Polonais, note ironiquement Pisemski...), il y a là une occasion rêvée pour l'application des grands projets du prince Ivan. Il n'est pas jusqu'aux terres de la région de Moscou, fort négligées jusque-là, qui ne voient leur valeur soudainement multipliée, une nouvelle ligne de chemin de fer les traversant maintenant. Le prince explique à son nouveau protégé que l'argent de Pauline ne peut rester immobilisé en banque car à leur époque les fonds doivent circuler : convenablement investi, ce capital rapporterait cent mille roubles par an d'intérêts — de quoi acheter un duché allemand, ricane Pisemski. Notre financier, qui a tout calculé, projette justement la création d'une compagnie de transports qui procurerait des bénéfices de 15 à 18 % (6). Le prince Ivan a d'autres projets en tête; il s'apprête notamment à constituer, avec un Anglais comme partenaire, une société à actions qui exploitera une raffinerie de sucre et procurera des intérêts de 40 % par action. On le voit, notre aristocrate n'a plus grand-chose de commun avec ceux de la génération précédente : c'est en fait l'équivalent russe de ces hommes d'affaires américains qui, à la même époque, de l'autre côté de l'Atlantique, transformaient le visage des Etats-Unis. D'ailleurs, s'il n'a pas inventé l'expression « time is money », du moins affirme-t-il à Kalinovitch que lui prendre son temps équivaut à le voler, conception bien nouvelle en Russie !

Le pacte sera signé : Kalinovitch deviendra possesseur de « mille âmes » (serfs) et surtout, ce qui est bien plus important en ces temps devenus incertains et à quelques années de l'abolition du servage (en Russie, en 1861), de revenus réguliers et assurés,

(6) Faut-il rappeler qu'au milieu du siècle dernier, moins gourmand que le nôtre, en Russie du moins, des bénéfices de 15-18 % étaient encore considérés comme très appréciables...

moyennant une traite énorme au profit du financier. Ayant trop longtemps rongé son frein, bouillonnant d'un désir d'activité, s'adaptant sans difficulté à sa nouvelle situation, notre fonctionnaire ne perd pas son temps. A l'occasion d'un bal, il est présenté à des personnes influentes car, constate l'écrivain, « depuis quelque temps, les bals, même dans la meilleure société, ne sont plus que prétextes à rendez-vous d'affaires et à entreprises commerciales ». Kalinovitch est bientôt promu conseiller spécial; jamais en fait nomination ne fut plus méritée et confiance mieux placée : brûlant les étapes, bientôt assesseur de collège, il est élevé ensuite au rang de Conseiller de Cour. Après quatre ans de travail acharné, l'ancien fournisseur est désigné comme vice-gouverneur dans la province où il avait débuté modestement. La province offre un vaste champ d'activité à notre Bonaparte; en effet, le vice-gouverneur précédent n'avait rien imaginé de mieux que de s'opposer un jour sans raison au trafic des licences de vente de l'alcool. Le puissant actionnaire Tchetverikov étant intervenu, il ne fallut que trois semaines pour que le zèle et gênant personnage fut fait « membre honoraire du ministère ». Le nouveau vice-gouverneur Kalinovitch ayant fait louer une maison de pierre dans le meilleur quartier de la ville, l'inquiétude se répand chez certains : avec de pareils goûts, le fonctionnaire allait certainement les pressurer plus qu'il n'était d'usage, dans la meilleure tradition de l'administration impériale...

Notre héros, avec ses tempes grisonnantes, ses joues devenues creuses, son regard perçant, son ton sec, n'a plus rien du jeune dandy d'autrefois. Son supérieur, le gouverneur, le met au courant de l'état de la province qu'il estime « satisfaisant »; il y a bien les paysans dépendant de la Couronne qui ne cessent de se plaindre des abus des fonctionnaires auxquels ils sont soumis mais « ces affaires sont bien trop délicates pour s'y brûler les doigts ». Le gouverneur a d'ailleurs une sage philosophie : il estime qu'aussi longtemps qu'on ne lui adresse pas de plainte concernant un de ses subordonnés, c'est que celui-ci donne toute satisfaction, et au surplus seules les plaintes émanant de la gentillesse ou des marchands valent d'être examinées...

Kalinovitch cependant s'applique aussitôt à redresser les abus qu'il constate à chaque pas et fait souffler un vent nouveau sur l'administration. Ayant conquis le pouvoir au prix d'une abdication, notre ambivalent héros se révèle sous un jour nouveau : homme d'honneur et redresseur d'injustice, il ne connaît aucun compromis et n'épargne personne, menant une lutte féroce contre la concussion et les abus, montrant un souci du bien public et de la justice qui fait l'effet d'une révolution, supprimant au chef de police certaines prébendes auxquelles celui-ci était accoutumé depuis des temps immémoriaux. Chose jamais vue dans la province, s'attaquant lui aussi aux trafiquants de licence de vente des alcools, il menace de faire fermer les tavernes les jours de fête et ordonne de mettre fin aux exactions dont sont victimes les prisonniers du bataillon pénal.

Cette activité jette la consternation dans la bonne société et seuls quelques jeunes gens sont enthousiasmés. Kalinovitch poursuit avec une rage vengeresse sa lutte contre la concussion, s'attaquant même au riche entrepreneur Papouchkine, personnage devenu si important qu'il est des intimes du gouverneur. Il ira même jusqu'à faire arrêter



le prince Ivan convaincu de falsification de documents. Cet « homme terrible », cet incorruptible, n'est rien d'autre en effet, nous explique Pisemski, qu'« un représentant de cette jeune administration qui commençait alors à percer à travers la croûte épaisse des petites filouteries ». Il est vrai qu'il en paie le prix : « sa chevelure est toute grise », « son regard sauvage », il y a « quelque chose de brisé en lui », il se retrouve seul, aux abois, sa femme, qu'il méprise, le craint et le hait. Parmi ses subordonnés, il n'y a guère que deux ou trois êtres d'élite qui l'approuvent, ceux-là même qui comme lui ont été nourris des idéaux cultivés à l'université de Moscou. Au moment où Kalinovitch apprend sa promotion au poste de gouverneur, il n'est plus qu'à deux doigts du désastre. En effet, pareil bouleversement des habitudes séculaires russes ne pouvait durer, malgré le programme de rénovation générale prôné partout officiellement et proclamé par le gouvernement et le tsar après la défaite de Crimée. C'était en quelque sorte Pierre le Grand s'attaquant aux structures retardataires de l'Empire, mais avec le pouvoir suprême en moins... Une conjuration, dont sa propre épouse prend la tête, abat le brutal et incorruptible Réformateur : Kalinovitch est destitué pour abus de pouvoir. Il ne lui restera plus à la mort de sa femme qu'à se réfugier dans le havre du bonheur familial en compagnie de Nastenka retrouvée...



On trouve dans *Mille âmes* le reflet de la plupart des phénomènes dominants de l'histoire économique et sociale de la Russie au milieu du XIXe siècle. Le désastre de la guerre de Crimée avait révélé toutes les faiblesses et le retard catastrophique de la Russie de Nicolas I. A l'aube du nouveau règne, celui d'Alexandre II, le pays brutalement réveillé, réalisant soudain que ses structures étaient sous tous les rapports déficitaires et sclérosées face à l'Occident, était entré dans une période de véritable ébullition; une soif de vérité, un désir impérieux de rompre avec les erreurs du passé avait pris la société. Tout le monde sentait que quelque chose devait changer et, au début, le gouvernement et l'empereur même voulaient maintenant introduire — trop tard d'ailleurs — des réformes qu'ils n'osaient cependant décréter encore ouvertement; les principales étaient, on le sait, l'abolition du servage qui était devenu une institution vétuste et économiquement inefficace, et le remplacement de la vieille administration à la fois patriarcale et corrompue par de jeunes fonctionnaires qu'on espérait dévoués, honnêtes, efficaces (les technocrates de l'époque !), l'une et l'autre correspondant à la nouvelle politique libérale du début du règne d'Alexandre II. Le roman *Mille âmes* constitue un des premiers témoignages de l'échec de cette politique (ce n'est pas le seul : Saltykov-Chtchedrine nous en apporte de très nombreux autres dans *Les discours bien intentionnés*, *Les Pompadours*, etc.). En effet, l'œuvre nous montre à quoi aboutissaient dans cette jungle de convoitises, d'appétit de jouissance et de pouvoir, les entreprises d'une nature d'élite intellectuellement sinon moralement, à savoir l'inanité des efforts, l'échec. Or, s'il y a un héros de Pisemski qui est, au départ, par toutes ses fibres, l'opposé de ces célèbres « hommes de trop » de la tradition littéraire et sociologique russe (l'Oneguine de Pouchkine, le Petchorine de Lermontov, bien des héros de Tourguenev, l'Oblomov de Gontcharov, vigoureusement dénoncé par le critique démocrate Dobrolioubov,

etc.), c'est bien Kalinovitch. D'autre part, les grandes mutations économiques de la Russie après la guerre de Crimée, que nous connaissons par l'histoire, se trouvent déjà pleinement reflétées dans cette œuvre de fiction : la décadence rapide de la noblesse terrienne, l'ascension foudroyante du capitalisme et de ses nouveaux bâtisseurs, la multiplication de ses réalisations et de ses instruments, l'émergence d'une peu recommandable faune d'hommes d'affaires et de chevaliers d'industrie, d'une nouvelle bourgeoisie, bref, la dislocation rapide des vieilles structures économiques et sociales, bientôt emportées par un raz de marée sur lequel les témoignages littéraires ne manquent pas en Russie.

Quoi qu'il en soit, malgré ses positions souvent conservatrices, Pisemski, un des premiers, avait compris que le prétendu esprit nouveau qui avait soufflé sur la société russe après 1856 était un leurre, que les réformes réalisées par l'autocratie seule n'avaient rien résolu en profondeur et que les déclarations optimistes des libéraux n'étaient plus que fumée. Il avait perçu, parfois un peu confusément mais bien peu encore le percevaient à ce moment, que la vieille société russe traditionnelle était en pleine débâcle et que de nouvelles forces sociales prenaient rapidement le dessus, annonçant la montée du « capitalisme sauvage » des années 70 — essentiellement cette nouvelle bourgeoisie éclore brusquement qui, contrairement à celle de l'Occident, ne bénéficiait pas de longues traditions et n'était même pas bien préparée à son rôle historique.

En ce qui concernait le climat politique, là aussi l'écrivain sentait avec perspicacité que les temps devenaient très critiques, que la Russie était « sur un volcan ». La suite des événements devait lui donner plus pleinement raison qu'il ne le croyait lui-même.

Les œuvres de Pisemski, comme celles de Tourguenev et bien d'autres, offrent une mine extrêmement riche d'informations sur la société russe du XIX<sup>e</sup> siècle à un moment particulièrement important et critique de son existence.

Nous renvoyons les lecteurs qui s'intéressent à ces problèmes à notre livre *La société russe de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Trois témoignages littéraires : M.E. Saltykov-Chtchedrine, Gleb Ouspenski, Pisemski*, Bruxelles, 1972, Editions de l'Université de Bruxelles.



## ***Le poète Jacques Izoard***

Rien ne laissait présager en 1962 que Jacques IZOARD deviendrait, en dix ans à peine, le poète le plus marquant de sa génération. Or, si son premier recueil, « CE MANTEAU DE PAUVRETE », était passé pratiquement inaperçu, ce premier contact avec la poésie n'était ni une fausse piste, ni une fausse clé. Il contenait déjà les quelques signes prémonitoires de ce que Jacques IZOARD trouverait comme veine, dans une hâte vers les choses essentielles traversée par un halètement sombre, non sans majesté :

« La beauté des fruits succombe à la chaleur et la fine poussière qui les recouvre rend leur présence intemporelle. Quel peintre ? quel diable ? me faire croquer dans ces pommes d'argile ! Mais le soleil brûlait la terre et, toute eau tarie, je ne voyais qu'en eux le seul moyen d'étancher ma soif. La méfiance ne se cache pas dans les cœurs purs... » (1).

Paul Gilson (1) avait déjà perçu le nécessaire constat poétique de Jacques IZOARD et disait dans sa préface :

« Vous vous êtes arrêté devant des maisons de crime qui passent aux aveux, pour qui sait entendre, et vous savez, pour les avoir apprivoisés, qu'il y a des poèmes en forme d'oiseaux... Certains de vos poèmes font penser à des drames dont vous seriez à la fois l'enquêteur et la victime... » mais n'avait pas reconnu cette présence « focale » du regard.

---

(1) : « Ce manteau de pauvreté ».

Or, « LES SOURCES DU FEU BRULENT LE FEU CONTRAIRE »  
— son deuxième livre — dissipe toute interrogation possible à son égard. Une poésie neuve apparaissait, défaite de sa gangue verbale, une poésie sonore, picturale, fluctuante, fuyante et drue, dure et imperceptible. Tous les recueils qui ont suivi sont faits de la même matière, de la même manière.

« La poésie est une affirmation inoubliable et désespérée où l'ordre des faits se brise... visible et invisible de partout... elle rêve ce que nous sommes » (2). Jacques IZOARD l'avait saisi au plus juste point.

« Miroir déchiré qui s'ouvre au feu  
révélant la fourrure à l'automne  
miroir saignant qui prend le risque  
de couvrir le réel de lumière  
miroir de l'œil dans la bouche  
miroir crachant sur le soleil muet  
son sang d'azur crevé d'or blanc  
miroir froid tempe de plomb noir  
ou cicatrice de mon imperfection  
déchirure aux flancs des plaies  
déchirure aux flancs neigeux des plaies  
ou cicatrice de mon imperfection  
je te nie afin d'être irréel  
je te brise en poussières de sel » (3)

\*

« La montagne a grandi dans la plume,  
a posé la rivière aux dents de soie  
sur le sifflet menteur  
qu'un colibri déchire,  
et la pluie couvre ton chant  
de grands charbonnages purs.  
Tu es l'arbre qui naît  
dans la forêt de chaque enfant. » (4)

Enchantement du monde dans la **multiplicité permanente**, la poésie de Jacques IZOARD cueille à tous les règnes leurs possibles entrevues, leurs formulations sous-jacentes.

Dans un tel déferlement de vocables, de mises en présence, d'assemblages lyriques, le poète court — hors tout — au jeu improvisé du jongleur de mots qui connaît trop le couloir à suivre pour prendre le fil. Et cette poésie, faite de labyrinthes, longe l'irréel où battent les pulsations géantes prisonnières. Poésie de vérités ravies dans un battement de paupière, dans un coup

---

(2) : Joe Bousquet dixit.

(3) : « Les Sources du feu brûlent le feu contraire ».

(4) : « Aveuglement, Orphée ».



de rasoir sur l'instant « saccagé » où l'inattendu des mots révèle « en l'oisive amertume des lèvres » :

« je tranche le feu  
qui me nouait la gorge  
... » (5)

« chemin qui me suit  
qui me donne un sillage d'empreintes  
... » (5)

Le matériau est chez lui ce nécessaire **dénombrement poétique**, où perçoit une véritable passion d'inventorier le monde, à la naissance; dans une poussée de chaque objet vers son contraire — vers lui-même — à l'extrême.

Chaque parole se dégage des structures qui l'enfermaient, établit un sens régénéré, clarifié, rafraîchit, désaliène. Cette force puisée à l'au-delà des apparences, en des affrontements éclatants, reste avant tout une vision « de l'intérieur » du poète. (Sans quoi elle ne serait pas poésie dans le sens que nous lui attribuons aujourd'hui = sens fugace des choses, lien indispensable entre nous et l'univers).

La poésie d'IZOARD n'est pas faite de facilités. Elle reste le cheminement, la recherche de soi, le doute jusqu'à douter du doute.

« Au rêve, nul n'est tenu » ... « Osée, la parole est en péril », ce qui dit bien en quels territoires nous sommes :

« L'étoile, en sa prison de mer  
obéit au partage  
du soleil et de l'eau.  
Pourrais-je, à son insu,  
ignorer mon regard ? » (6)

ou dans quels retranchements il aborde, pour irradier hors du quotidien, pour se circonscrire un « hors limites » où le concret s'offre différent, métamorphosé :

« Je dis ces mots sans haleine  
pour gorger la gousse  
pour saccager le vin, le gel,  
pour prévoir le pire, le nord  
où s'enfuit ma parole. » (6)

Poète du regard qui ne peut se satisfaire de la chose vue, et sait — il a trouvé — avec précision, de quelle manière produire la métamorphose. C'est cela qui fait de lui un des meilleurs poètes d'expression française. Sa parole est unique, car elle étend sans cesse ses possibilités de dire, acquérant une distance précieuse vis-à-vis des choses nommées.

(5) : « Des lierres des neiges des chats ».

(6) : « Voix, vêtements, saccages ».

Elle se situe bien plus loin que les mots, « purifiée » des mots, dont elle capte un essentiel renouvelé à chaque poème

« Paroles éphémères, paroles-femmes  
je possède en moi vos feuillages  
vos cris de juin obscur, vos voyelles

... »

Jacques IZOARD est une voix blanche, pure. Une voix haute. Il n'a d'ailleurs pas fini de parler.

---

Jacques IZOARD est né à Liège en 1936. Il est professeur de français. Il a succédé à Roger Gadeyne comme directeur de la Revue « L'Essai », devenue depuis « Odradek ». Il collabore à de très nombreuses publications littéraires belges et françaises et anime des activités poétiques.

## BIBLIOGRAPHIE

Ce manteau de pauvreté (L'Essai, Liège, 1962)  
Les Sources du feu brûlent le feu contraire (Fagne, Bruxelles, 1964)  
Aveuglement, Orphée (Fagne, Bruxelles, 1967)  
Des Lierres des neiges des chats (Fagne, Bruxelles, 1968)  
Un chemin de sel pur (Chambelland, Paris, 1969)  
Le papier, l'aveugle (L'Essai, 1970)  
Voix, vêtements, saccages (Grasset, Paris, 1971)  
Des laitiers, des scélérats (Chambelland, Paris, 1971)  
La patrie empaillée (à paraître)



## DEUX POEMES INEDITS

L'hiver et les embrassades  
cachent la fille de la fille,  
les castors ensommeillés,  
les neiges guéries,  
les mains craquées, les coups  
de couteaux, de poings, de dés.  
Corps léché, séché,  
près des lavoirs et des mansardes,  
où tu vis toi-même,  
cadavre serré,  
dont le pays est familier.  
Je tiens le chiffon noir,  
lancée de la pierre creuse  
vers l'horloge, vers l'œil.

\* \* \*

Les yeux bossus, partout,  
dans les maisons de glaise,  
dans les maisons de laine,  
je les vois partout :  
les seins absents, les tiges,  
la neige entière, ce qu'on lie,  
ce qu'on délie, les genoux  
où le sel se cache,  
voilà mes biens, mes systèmes.

(in « LA PATRIE EMPAILLEE » - à paraître).





## **Henri de Man, intellectuel socialiste**

(Troisième partie)

### **DE LA THEORIE A L'EXPERIENCE MINISTERIELLE**

Après avoir, en 1935, pris position contre la grève générale (1), un grand nombre de collaborateurs du Père du Plan attendaient de lui une fermeté inébranlable, une volonté soutenue de mettre le Plan au pouvoir, en tous cas, de réaliser tout le Plan dans le gouvernement où de Man trouverait place. Or quand il fut installé dans le premier gouvernement Van Zeeland, beaucoup perdirent toute confiance politique en lui et de plus, quelques-uns commencèrent même à redouter son ambition personnelle.

« De Man et Spaak étroitement unis, l'un acceptant d'être second et de servir l'autre auraient été capables d'entraîner les masses à la révolution, le premier avec ses idées et ses plans de réforme, le second avec son éloquence » (2).

Avec la formation du second cabinet Van Zeeland, se développa l'idée que de Man ne cherchait que le pouvoir sans se soucier des résolutions de son parti.

« Le deuxième gouvernement Van Zeeland avec Henri de Man comme ministre des Finances venait d'être constitué, lorsqu'à leur surprise, les Ministres socialistes furent convoqués, un soir, chez le Premier Ministre. Dès l'ouverture de l'entretien, de Man reprocha violemment à Monsieur Van Zeeland de ne pas avoir tenu parole.

---

(1) v. articles non signés dans « Le Peuple » de 1935 :

- « Impressions du Borinage : Il est moins cinq », 20 janvier.
- « L'Heure du Plan doit venir avant l'Heure de la Grève Générale », 23 janvier.
- « Nous avons fait l'économie d'une grève générale. Faites, Messieurs, l'économie d'une dissolution ! », 27 février.

(2) A. DELATTRE, o.c., p. 173.

— Vous m'aviez promis, dit-il, de présenter ma candidature au Roi, pour le poste de Premier Ministre, vous ne l'avez pas fait.

... Quels étaient les dessous de sa démarche personnelle auprès de Monsieur Van Zeeland pour qu'il recommandât sa candidature au Roi comme Premier Ministre ?

Sans aucun doute, l'auteur du « Plan du Travail » avait des intentions inavouées et il comptait peut-être sur la complicité de Monsieur Van Zeeland et même sur la protection d'autres personnalités pour réaliser ses intentions. Ceci, bien entendu, sans prétendre que ces personnalités entrassent dans ses « vues » (3).

Pour une partie de la gauche socialiste, l'entourage de de Man provoquait les plus sérieuses inquiétudes.

J. Romains, A. Maurois, R. Lemoine (4) et R. De Becker... autant de figures qui donnaient à penser qu'H. de Man penchait de plus en plus vers la droite. Après la démission de Vandervelde du gouvernement en janvier 1937, les articles de Spaak et de Man dans l'Indépendance Belge marquent le moment culminant dans la division du POB.

La définition du socialisme national due à M. Spaak, confuse et assez malhabile, avait provoqué un tel étonnement que les commentaires de de Man, plus circonspect, parvinrent encore à calmer les passions. En souscrivant aux paroles de Spaak (mais en ajoutant que « loin de m'étonner des idées de Spaak, j'y retrouve les miennes »), de Man veut néanmoins lever les ambiguïtés de vocabulaire. Si le planisme se définit comme un « socialisme rajeuni », le socialisme national n'est autre qu'« un socialisme qui essaie de réaliser tout ce qui est réalisable dans le cadre national, au lieu de se réfugier sur le terrain commode d'un internationalisme platonique... » et qui « s'inspire non point des intérêts d'une seule catégorie sociale, mais de l'intérêt commun de l'immense majorité des citoyens de chaque pays ».

En ce qui concerne la politique du POB, ses fondements doctrinaux seraient le Plan et les thèses de Pontigny. (texte en annexe).

« ... On y trouvera notamment l'affirmation de principe que le socialisme doit prendre pour guide, non point les intérêts économiques d'une seule classe sociale, mais l'intérêt général des citoyens, le bien commun. On y trouvera la répudiation d'un collectivisme intégral et simpliste vestige fumeux d'une époque où l'on croyait à l'accroissement indéfini du prolétariat. On y trouvera les affirmations qu'il faut soutenir les classes moyennes dans leur volonté de résister à la prolétarianisation, protéger l'épargne individuelle et la propriété indépendante, et former un « Front du Travail » dressé uniquement contre les grands monopoles financiers et industriels. On y trouvera pour la formation de ce Front du Travail, la formule : sans distinction de classe, de parti ou de croyance.

(3) id., pp. 172-173.

(4) Indications biographiques et bibliographiques dans : F. BAUDHUIN, « Histoire économique de la Belgique », t. II (Evolution des principaux facteurs. 1914-1939). Bruylant, Bruxelles, 1944, p. 381.



On y trouvera l'appel exclusif à l'action légale et constitutionnelle, dans le cadre des institutions nationales existantes... »

Affichant un grand optimisme quant à l'avenir de l'idée planiste, puisque « aujourd'hui, c'est (les planistes) une majorité considérable et bien assise, surtout depuis l'élection du nouveau Bureau du Parti au Congrès d'octobre dernier », il n'hésite pas à confier à un journal antisocialiste (ce qui, peut-être, lui sera plus reproché que tout le reste) qu'« il y a eu, dès Noël 1933, une minorité de socialistes, qui pour s'être „ralliés" au texte du Plan en tant que plate-forme de propagande, n'en sont pas moins restés méfiants, voire sourdement hostiles, à l'égard de l'esprit doctrinal qui l'anime... »

Ce serait du romantisme vieilli que de vouloir en revenir à un « front commun » d'opposition et de plus, dans le POB, il y a une majorité décidée « à ce qu'il reste parti de gouvernement ».

« Nous sommes au gouvernement, non pas malgré nos convictions socialistes, mais parce que notre socialisme, qui ne vise qu'à réaliser de jour en jour le bien commun, est de par son essence, un socialisme de gouvernement » (5). Pareil discours avait, pour une minorité peu écoutée au POB, le mérite de clarifier les choses **mais** la critique prédominante portait sur l'entorse faite à la discipline de parti.

« Ne parlons plus de la démission de Vandervelde. Au fond, c'est le procès de l'interview que j'ai donné à un journal bourgeois... J'ai voulu que mon interview rectifie l'impression créée par le discours de Vandervelde à Grâce-Berleur et par l'interview de Spaak, qu'on avait interprété abusivement » (6).

« On me reproche les approbations diverses qui ont accueilli mon interview. Vous me permettez de me réjouir au contraire d'être approuvé par des gens d'opinions et d'âges divers : des « jeunes » de l'Avant-Garde à M. Pauwels, car nous faisons trop notre propagande dans les milieux convertis... », disait M. Spaak (7)

Les justifications de M. Spaak et de Man laissaient encore un certain mécontentement parmi les responsables socialistes mais ces derniers ne réagissaient pas à partir de griefs communs.

Louis de Brouckère, Brunfaut, Saintes... s'exprimèrent vigoureusement contre les implications profondes des articles en cause mais, pour d'autres, le rôle assigné au parti socialiste par son vice-président ne pouvait plus donner lieu à discussions.

En fin de compte, les socialistes les plus hostiles au Plan et au socialisme national s'affligeaient beaucoup plus de la médiocri-

---

(5) R. DE BECKER. Pour Bâtir une Belgique nouvelle. M. Henri de Man nous dit : « Je suis d'accord avec Spaak ». « La doctrine planiste du POB est une doctrine de solidarité nationale ». « Le POB est et restera un parti de gouvernement », Indépendance Belge, 17 février 1937.

— L'interview de de Man suivait de quelques jours celle de M. Spaak : R. DE BECKER, « M. Spaak définit le socialiste national », Indépendance Belge, 9 février 1937.

(6) « Le conflit doctrinal au sein du parti socialiste, MM. Spaak et de Man sur la sellette au Conseil Général », Nation belge, 23 février 1937.

(7) Nation Belge, o.c.

té, de l'ignorance idéologique et politique, voire de l'habitude du réformisme salvateur — défauts qu'ils prêtaient à la majorité — que des déclarations des socialistes nationaux.

On n'écoutait plus Vandervelde que par respect et les convictions avaient basculé dans le camp des socialo-nationalistes mais il restait certaines réticences envers ses chefs, soit parce que de Man devenait impopulaire (8), soit parce que M. Spaak avait un passé turbulent ou manifestait — croyait-on — trop de signes d'opportunisme personnel. Quand de Man intervint auprès de Van Zeeland pour l'inciter à présenter sa candidature contre Degrelle aux élections du 11 avril 1937, beaucoup se mirent à craindre une volonté, dissimulée, du Ministre des Finances de créer ou d'appuyer l'idée d'un « super-parti » car une telle entreprise semblait inspirée par le groupe Belgique Toujours (9).

Suite au scandale de la Banque Nationale, plusieurs membres du POB soupçonnèrent de Man d'avoir manœuvré, sans l'accord du parti, en vue d'occuper la place de premier Ministre dans le futur gouvernement. En évoquant le déroulement de la séance du Bureau du Conseil Général réuni le 22 septembre 1937, Vandervelde écrit : « Quant à de Man, il finit par s'expliquer sur son désaccord avec Van Zeeland ; il déclara que l'affaire de la Banque Nationale rebondirait... ; il se plaignit en termes plus ou moins explicites, de ce que le Premier Ministre lui avait promis de démissionner, qu'il l'avait en quelque sorte désigné pour lui succéder, qu'il avait la conviction dans ce cas, d'être accepté par les deux autres groupes, si le POB lui faisait confiance.

Je ne pus m'empêcher de protester avec énergie contre une politique de coulisses qui tendait à mettre le Parti devant un fait accompli ; prédisant d'ailleurs que si l'on s'engageait dans cette aventure, le POB n'en serait pas l'heureux gagnant » (10).

Le discours d'Anvers de de Man (11) fut interprété comme un acte de candidature (12) car il y esquissait, entre autres, un programme gouvernemental et même préconisait une forme de ministère composé de socialistes, de libéraux et de démocrates chrétiens. Cependant, il y ajoute quelques vives critiques à l'égard du parti libéral. Mais la définition qu'il donnait à nouveau de la mis-

---

(8) ex. : M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, 25 jaar belgisch socialisme. Evolutie van de verhouding van de belgische werkleden-partij tot de parlementaire democratie in België van 1914 tot 1940, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, Antw.-Leuven-Brussel-Gent-Kortrijk, 1967, p. 383, p. 505 note 83.

(9) M. CLAEYS, o.c., p. 381.

Pour les tendances dirigées vers l'élaboration d'un « super-parti », voir entre autres :

— Raymond DE BECKER, « Pour une Belgique Nouvelle; l'Union Nationale », Ed. Centrale d'Edition, Bruxelles, 1937.

— Comte E. de GRUNNE, « Respect » (conférence donnée à Liège, 22 octobre 1936), Et. De Raeye, Bruxelles, 1936, 32 p.

(La section centrale du groupe Belgique Toujours était composée, entre autres, de M. E. J. Solvay, le Prince X. de Mérode, M. Guislain, le Comte Eugène de Grunne...)

(10) Carnets, p. 51.

(11) « H. de Man expose à Anvers notre situation politique. Il définit la position du POB attaché à de nouvelles réalités : Parti de gouvernement, parti constitutionnel, parti national », Le Peuple, 16 octobre 1937.

(12) Höger, o.c., p. 269.



sion du POB devait, tout spécialement, attirer l'attention. Certes, nul n'ignorait les conceptions de de Man sur la question mais ses vues sur la politique belge du moment venaient accroître le sentiment de méfiance.

Bref, il fallait faire la clarté et c'est Max Buset qui se chargea de la demander (13).

Contrairement à l'opinion de M. Claeys (dont l'information sur le caractère de Buset provient surtout de J. Rens, demandiste convaincu), nous ne croyons pas que les différends entre de Man et Buset aient été, en premier lieu, d'ordre personnel (14).

La réaction de Buset au discours d'Anvers dépasse de loin le stade d'une querelle issue d'une incompatibilité d'humeur.

M. Buset exprime sa crainte des formules d'ordre, d'autorité et de nation et, de toute façon, refuse de tendre la main aux fascistes.

Les articles de Buset ne vont pas au fond des choses mais ont été vraisemblablement, l'amorce de discussions entre les divers responsables socialistes. En effet, « de deux choses l'une. Ou bien de Man n'a fait autre chose que d'habiller avec des mots à lui une pensée qui nous est commune ; dans ce cas, nous aurons tôt fait de dissiper le malentendu et de nous retrouver d'accord sur le fond. Ou bien la dissemblance des mots recèle un désaccord fondamental dans la pensée ; et dans ce cas, ne fût-ce qu'en raison de la personnalité du vice-président du Parti, il se peut que nous ayons à pousser l'explication plus loin ».

Il poursuit en affirmant la réalité de la lutte des classes, le devoir des socialistes d'agir en vue d'une finalité révolutionnaire et internationale... « Et donc, nous sommes révolutionnaires dans la même mesure exacte où nous sommes et demeurons socialistes. Et puisqu'on ne nous demande pas, que je sache, de cesser d'être socialistes, qu'on ne nous demande pas non plus de taire ou de nier la finalité révolutionnaire de notre action !... » (15). « ...Dans le cadre naturel et sur le plan non moins naturel des relations internationales, nous continuerons, avec la communauté populaire des pays démocratiques, à réclamer des gouvernements, la politique de clairvoyance et de courage qui seule, et en tous cas mieux que des chiffons offerts par calcul, peut encore sauver l'Europe, oasis comprises, de la guerre qui menace » (16).

Certains groupements intellectuels se réjouissent beaucoup des mises au point de M. Buset mais affirmèrent plus encore leur profonde indignation.

« Après le discours d'Anvers les craintes de Vandervelde se réalisent : ce n'est plus une illusion ; aujourd'hui c'est le socialisme même, le socialisme le plus élémentaire, qui est atteint par les reniements politiques de H. de Man... » (17).

(13) Max Buset, Après le Discours d'Anvers; De la Clarté s'il vous plaît I, Le Peuple, 19 octobre 1937.

(14) M. CLAEYS, p. 345.

(15) Le Peuple, 19 octobre 1937.

(16) Le Peuple, 20 octobre 1937.

(17) G., « Au delà du Socialisme », Marxisme (revue de l'UOB), 2<sup>e</sup> année, n° 3, novembre 1937, p. 1.

Ce dernier fut chargé de la mission de formateur le 28 octobre 1937.

## UN ETRANGE SOCIALISME

— « Ils ont beau se contrefaire, le bout de l'oreille qui perce trahit Midas » (18).

L'exclusive des libéraux et l'échec de son idée de créer un gouvernement bipartite socialiste-catholique l'amènèrent, croit-on, à se retirer. Certains attribuaient la déconvenue de de Man à une volonté de pouvoir trop brusque dans ses manifestations (19).

Néanmoins Joseph Rens y voyait des raisons plus équivoques.

« Il est trop tôt pour pouvoir connaître tous les éléments de la cabale que des forces occultes, mais puissantes, ont montée dans les coulisses contre celui des socialistes qui semblait réunir toutes les conditions pour réussir dans la tâche que le Roi lui avait confiée... ». La raison de l'échec de de Man serait sa trop grande franchise. « C'est alors que Henri de Man a commis la „gaffe“ de prononcer le discours d'Anvers. Non que ce discours ne fût pas fondé. Au contraire! Personnellement j'en souscris la plus grande partie. La partie politique et plus particulièrement celle relative aux libéraux est combien juste. Seulement aussi juste qu'il soit, ce discours n'aurait pas dû être prononcé par un homme d'Etat qui pose sa candidature comme premier Ministre. D'autant moins qu'il n'était pas encore prouvé que l'on n'aurait pas besoin des libéraux pour la constitution du nouveau gouvernement ».

En fin de compte, « l'équivoque de la démocratie bourgeoise » n'est autre que la main-mise du Mur d'Argent sur le pouvoir.

« H. de Man ayant menacé les monopoles dans leur existence libre et spoliatrice, il est aisé de comprendre qu'il est devenu la bête noire des Galopins, Gérard et autres Fabri... »

... Les puissants banquiers tiraient aux ficelles et les marionnettes Max, M. H. Jaspard et autres Coulonvaux faisaient de magnifiques et brillantes cabrioles politiques... (20).

J. Rens n'était pas le seul à confier ses vœux et ses critiques en dehors de la presse socialiste.

M. P.-H. Spaak présenta le premier numéro des « Cahiers Politiques », revue animée par R. De Becker et groupant des collaborateurs des trois partis traditionnels (21).

Le Ministre des Affaires étrangères s'y déclarait partisan de la « démocratie autoritaire ».

« Ma conviction est qu'il y a, à l'heure présente, trois grands courants non point contradictoires mais complémentaires, qui résument le désir du très grand nombre : progrès social, ordre poli-

(18) ERASME, « Eloge de la Folie », trad. V. Develay, introd. D. Van Damme, Paris, Ed. Tarbrag, s.d., p. 69.

(19) E. VANDERVELDE, o.c. p. 157.

(20) Joseph RENS, « L'échec de M. de Man ou l'équivoque de la démocratie bourgeoise », in Les Cahiers Politiques (revue mensuelle. Directeur : Raymond De Becker), n° 1, janvier 1938, pp. 68-73.

(21) R. DE BECKER, Livres des Vivants et des Morts, o.c., p. 212 — CHLEPNER, o.c., pp. 346-347.



tique, dignité humaine... Ce que beaucoup demandent, c'est que le progrès social s'accomplisse dans l'ordre politique... Beaucoup sont décidés à aller fort loin, s'ils ont l'assurance d'éviter des troubles, l'anarchie, l'émeute. Ils réclament un Etat fort. Ils ont raison... N'opposons pas l'idée de démocratie à l'idée d'autorité ! La démocratie est un régime d'autorité basé sur la confiance et le contrôle » (22-).

L'article de M. Spaak s'intégrait dans la ligne générale tracée par R. De Becker. En se déclarant partisan d'une certaine forme de socialisme, ce dernier écrivait : « Mais un socialisme national fondé sur les droits imprescriptibles de l'homme, intégrant définitivement la classe ouvrière dans la nation et ne constituant que le point de départ d'une solidarité plus vaste, d'une solidarité élargie à toute la communauté des peuples... » (23).

A la mi-janvier, le Bureau du Parti Ouvrier parvint à empêcher la collaboration de socialistes à cette revue car, méfiant vis-à-vis des dirigeants des Cahiers Politiques, un certain nombre de responsables socialistes la considérait comme l'organe d'une tendance antiparlementaire et antidémocratique et l'expression d'une tentative de créer un super-parti.

Le 23 février 1938, c'est-à-dire quelques jours avant la date où de Man devait exposer à ses collègues l'état du déficit budgétaire et la nécessité d'impôts nouveaux, il fut pris d'un malaise (intoxication alimentaire) au Sénat.

Après sa démission, le 13 mars 1938, M. Soudan lui succéda avec l'assistance d'un technicien, M. Frère. Le nouveau Ministre ne put d'ailleurs rien changer aux projets élaborés par de Man.

Avant de reprendre sa place au Sénat (24), de Man prit la parole à Charleroi, le 31 mai 1938, afin de répondre aux attaques lancées contre lui en son absence (25).

Selon lui, il n'aurait donné sa démission « qu'après avoir l'assurance que mon successeur aurait devant lui un ensemble complet de projets, non seulement esquissés, mais rédigés, exposés des motifs compris ».

Derrière lui, il ne laisse pas de trous dans la caisse.

« Le jour même où je connus le fléchissement des recettes fiscales de janvier, je mis sur le métier de nouveaux projets beaucoup plus étendus. Ce sont ceux qui furent soumis par moi au Comité interministériel le 9 mars ».

L'action des « hyper-capitalistes » serait à la base de la chute du gouvernement Janson et « c'est pour cela que le gouverne-

---

(22) P.-H. SPAAK, Présentation, Cahiers Politiques, n° 1, janvier 1938, pp. 4-5.

(23) R. DE BECKER, Notre ligne générale, id., p. 14.

(24) H. de Man, sénateur coopté. 30-VI-1936 - X-1944

(25) « Dans un discours prononcé à Charleroi, Henri de Man expose la situation politique ». « L'ancien Ministre des Finances répond aux attaques réactionnaires. Les travailleurs se grouperont autour du POB et du gouvernement national aux cris de « A bas la déflation ! Vive le Plan du Travail ! Vive le Parti Ouvrier ! », Le Peuple, 31 mai 1938.

ment Spaak (formé le 15 mai) va se heurter aux mêmes difficultés ».

Mais le Premier Ministre peut compter, dit-il, sur l'appui du vice-président du POB.

« La façon même dont il a constitué son gouvernement et affronté le Parlement, augmente encore cette confiance et mon estime pour son sens politique... J'approuve complètement ce que Spaak a dit au sujet de la démocratie autoritaire et de la nécessité de réformer la démocratie pour la défendre ». Son approbation à cette dernière formule « n'a d'ailleurs rien d'étonnant, parce que je crois bien qu'elle est de moi ».

Apparemment, Henri de Man n'était pas le seul à approuver la « méthode Spaak ».

« Qu'il nous soit permis de faire une remarque préalable : M. Spaak est un des nôtres », écrivait R. De Becker (26). « En constituant son gouvernement sans consulter les partis, M. Spaak a voulu rompre avec de mauvaises habitudes : ses méthodes ont été unanimement approuvées par l'opinion et par la presse. Certes, certains — tels MM. Buset et Vandervelde —, se sont élevés contre elles au nom de la „démocratie" et ont été jusqu'à dire que M. Spaak „avait agi en fasciste"... ».

Sans aller jusqu'à une condamnation aussi énergique, Vandervelde, quant à lui, notait une sérieuse dégradation du climat politique et s'inquiétait du comportement du vice-président de son parti.

« Cette rentrée en scène (de de Man) a été, écrit-il, soigneusement préparée par le petit groupe plano-syndicaliste qui fait, **pour l'heure**, la pluie et le beau temps de ce pays noir où il y a quarante ans, nous affirmions le collectivisme et la lutte des classes » (27).

On ne pouvait espérer, dans un proche avenir, l'essor d'un socialisme moins « gouvernemental » car « rares sont ceux qui comme Gailly, commencent à s'apercevoir que pour la classe ouvrière, le cours Van Zeeland, s'il a eu l'avantage réel de tenir les classes possédantes au plus fort de la crise, n'a eu que des résultats médiocres, et que ces résultats eussent été infiniment plus médiocres encore si, en juin 1936, le prolétariat, un instant uni dans un même effort de classe, n'avait compris la nécessité, par l'action directe, de s'aider lui-même » (28).

L'époque n'était pas à l'optimisme pour la gauche socialiste. Cette dernière redoutait d'ailleurs, tout particulièrement dans le cas du vice-président du POB, les manifestations de sentiments qu'el-

---

(26) R. DE BECKER, Le gouvernement Spaak, Les Cahiers Politiques, n° 5, mai 1938, pp. 5 et 7.

(27) Carnets, p. 94.

— Notons que la réunion de Charleroi était présidée par Eugène Van Walleghem, entouré de Bohy, député, Matagne, Demoulin, Hiernaux, Van Laerhoven, sénateur, Watillon, président de la Fédération des Syndicats, Musin, de la Centrale des Mineurs et Libouton, de la Fédération Socialiste).

(28) Carnets, p. 95.



le jugeait pré-fascistes. Certains écrits de de Man suscitaient directement l'appréhension des antifascistes. (29).

« Et nombreux sont ceux qui, comme moi, ont souvent cru déceler, dans ses discours (d'Hitler), quand il évoquait l'image atroce de la guerre, le ton sincère de l'ancien combattant qui n'a pas oublié ce que ce mot signifie.

Mais tout cela n'empêche que sa politique a impliqué, à de multiples reprises, le recours à la force, ou tout au moins à la menace de la violence » (30). Après Munich (« Diktat imposé par une menace d'agression, humiliant pour les Etats démocratiques, désastreux pour une nation abandonnée à son triste sort ») (31), il faut à tout prix, selon de Man, créer une paix durable par le moyen d'une Conférence Générale de la Paix.

« En réunissant **tous** les Etats, la conférence générale enlève aux grandes puissances la tentation naturelle, à laquelle ils ont si souvent succombé, de sacrifier les intérêts des petits pays par essence pacifiques, et par conséquent de diminuer les forces de paix, tout en augmentant les tensions entre grands impérialismes rivaux » (32).

Pour appeler à une Conférence Générale de la Paix, « les mieux placés, évidemment, sont les petits Etats, particulièrement ceux du groupe dit „d'Oslo" » (33).

Les idées exprimées par de Man étaient donc fort proches de celles de J. Romains. A la fin de l'année 1938, de Man engagea des négociations avec la France, l'Angleterre et les Puissances de l'Axe mais il n'obtint aucun résultat.

Dans le cadre de la politique belge, on peut considérer l'année 1938 comme une période de recul du prestige et de l'auto-

---

(29) Auparavant, ses conceptions sur l'organisation des métiers ou corporatisme avaient vivement inquiété plus d'un syndicaliste de gauche.

Série d'articles de de Man dans *Le Peuple* de 1934 :

- « Un mot à sens multiple... », 25 juillet.
- « Du corporatisme antiféodal au corporatisme anticapitaliste », 1er août.
- « Du corporatisme artisanal au corporatisme syndical », 8 août (pas repris dans la brochure).
- « Corporatisme et lutte de classes », 15 août.
- « Syndicalisme contre corporatisme ? », 22 août.
- « La synthèse de la classe et de la corporation », 29 août.
- « Unité syndicale et différenciation corporative », 5 septembre.
- « Le Corporatisme socialiste contre l'étatisme », 13 septembre.
- « Le vrai et le faux corporatisme », 19 septembre.
- « Démocratie industrielle ou dictature capitaliste ? », 3 octobre.
- « Corporatisme et socialisme », Paris-Bruxelles, Labor, s. d. (1935) (brochure reprenant les articles du *Peuple*).

Une série d'articles non signés (Léon Delsinne) paru dans *Le Peuple* de 1934, en réponse à de Man.

- « Peut-il y avoir un corporatisme socialiste ? », 5 octobre.
- « Le corporatisme ne peut plus avoir de sens au XXe siècle », 12 octobre.
- « Corporatisme chrétien et Corporatisme fasciste », 19 octobre.
- « Corporatisme ou socialisme ? », 26 octobre.

(30) H. DE MAN, « Une offensive pour la paix », Paris-Brux., Labor, s. d. (1938) (reproduction de deux articles parus dans « *L'Œuvre* », p. 9.

(31) p. 20.

(32) p. 25.

(33) pp. 28-29.

rité de de Man. Sans doute, ceci provient-il de la déception causée par l'échec de son activité ministérielle.

Au congrès de novembre du POB, de Man, rapporteur sur la politique intérieure, attaqua la politique budgétaire du gouvernement Spaak mais loua cependant à nouveau la méthode de formation de ce gouvernement (34). Le discours de de Man n'obtint pas le succès escompté.

Quand Henri de Man fut élu président du POB en mai 1939, il semble qu'il envisageait sa fonction d'une manière peu traditionnelle (35). Il est douteux qu'il ait été encore écouté en tant que guide politique parmi la masse mais, en prenant la direction de la revue *Leiding*, il s'assurait, en quelque sorte, de prendre la tête des socialistes flamands tout en groupant autour de lui un certain nombre de planistes irréductibles. (Parmi ceux-ci, Herman Vos semble avoir été le plus dynamique).

A la veille de la deuxième guerre mondiale, de Man prend réellement une place influente dans l'entourage de Léopold III et se montre de plus en plus convaincu que l'autorité d'un régime repose sur la valeur de la Couronne.

« Le manque d'autorité qui caractérise la plupart des régimes démocratiques actuels est l'une des causes psychologiques profondes des progrès du fascisme. Là où la faiblesse de l'autorité s'est fait ressentir plus fort que l'attachement à la démocratie, le fascisme est arrivé au pouvoir. Les autres démocraties, ou bien tombent en décadence, comme ce fut le cas en Espagne, et comme sera peut-être le cas en France, ou bien s'attachent à une autorité d'ancienne origine, comme la monarchie constitutionnelle » (36).

Même au moment où de Man fit partie du gouvernement Pierlot (37) son action semble se concentrer surtout sur l'Œuvre Elisabeth dont il vante les activités bénéfiques pour les soldats (38).

## L'EFFONDREMENT

— « Ce qui fait voir que les hommes connaissent mieux leurs fautes qu'on ne pense, c'est qu'ils n'ont jamais tort quand on les entend parler de leur conduite : le même amour-propre qui les aveugle d'ordinaire les éclaire alors, et leur donne des vues si justes, qu'il leur fait supprimer ou déguiser les moindres choses qui peuvent être condamnées » (39).

Après l'invasion allemande, H. de Man publia le 28 juin 1940 le fameux « Manifeste aux membres du POB » (Gazette de Charleroi).

(34) A. DELATTRE, o.c., p. 184.

— Verslag over de Binnenlandsche politiek, H. DE MAN, in 57e Congrès der BWP, 5-7 november 1938.

(35) H. DE MAN, *Après Coup*, p. 308.

(36) « Réflexions sur la monarchie constitutionnelle », manuscrit dactylographié daté du 23 mai 1938 (DODGE, p. 192, note 2).

(37) Vice-président du Conseil des Ministres, ministre sans portefeuille, 3 septembre 1939 - 5 janvier 1940.

(38) *Après Coup*, pp. 316-317.

(39) LA ROCHEFOUCAULD, o.c., p. 18.



Il y concluait : « Continuez donc l'activité économique de nos œuvres, mais considérez le rôle politique du Parti Ouvrier Belge comme terminé. Ce rôle a été fertile et glorieux, mais une autre mission vous attend désormais.

Préparez-vous à entrer dans les cadres d'un mouvement de résurrection nationale, qui englobera toutes les forces vives de la nation, de sa jeunesse, de ses anciens combattants, dans un parti unique, celui du peuple belge, uni par sa fidélité à son Roi et par sa volonté de réaliser la Souveraineté du Travail ».

L'histoire de son attitude pendant la guerre est encore à faire mais, indépendamment de notre jugement, il est sûr que chacun de ses actes s'est conclu par un échec. Beaucoup n'ont eu qu'à s'en réjouir. « L'échec de la tâche essentielle du plan d'esclavage syndical de M. de Man a entraîné le fiasco complet du journal quotidien créé par la propagande allemande et M. de Man précisément pour mener cette tâche à bien. Faute de lecteurs, le « Travail » est mort, car les ouvriers refusant d'acheter le canard enchaîné à Hitler, les services de la propagande allemande ont refusé de continuer à payer de la besogne par trop improductive.

Nous saluons avec joie la mort ignominieuse du « Travail »...

... On se souvient du battage énorme qui avait été fait pour relancer M. de Man avec le lancement de son livre « Après Coup » dans lequel il relatait — avec quelques coups de pouce à la vérité — comment il avait longtemps tripoté un peu partout pour trahir le vieux Parti Ouvrier Belge et surtout le socialisme et la classe ouvrière. Ce lancement a été un mauvais coup complet : M. de Man l'a raté et ses maîtres nazis l'ont perdu.

Hitler a dû faire de son petit pantin Degrelle un piteux « engagé volontaire » pour le front antibolchévik. De son pion de Man, il n'a pu tirer qu'un Utmi-avorton et un „Travail" déjà mort » (40).

Après s'être réfugié en Haute Savoie (1942) puis en Suisse (1944) (\*), de Man perdit définitivement tout crédit dans le courant socialiste en Belgique où il fut condamné, par contumace, le 12 septembre 1946, à 20 ans de détention.

En parallèle avec son propre sort, de Man, rédigea, entre autre, une biographie de Jacques Cœur (41) et publia quelques ouvrages philosophico-politiques, nettement inférieurs à sa production antérieure, reniant parfois, d'une manière implicite, ses propres écrits (42).

Sous le pseudonyme de Manfred, de Man publia quelques articles dans « De Standaard » et, au moment où beaucoup le traî-

---

(40) « Un échec de la propagande hitlérienne. Le « Travail » est mort ». Le Drapeau Rouge, septembre 1941 (n° 8) (in Le Drapeau Rouge clandestin, Ed. de la Fondation Joseph Jacquemotte, Bruxelles, 1971, p. 28).

(\*) Il parvint à s'y installer, sans être inquiété, grâce notamment à Hans Oprecht, président du parti socialiste suisse.

(41) Jacques Cœur : der königliche Kaufmann, Berne, A. Francke, 1950.

(42) Par ex. à propos de l'antisémitisme : — Après Coup, pp. 84-85 et 187.

(43) Au-delà du nationalisme, o.c., p. 238.

naient aux gémonies, il pouvait se réjouir encore de l'avenir de sa pensée notamment en Angleterre.

« Actuellement, le Labour Party représente la meilleure réalisation d'un type vers lequel la plupart des partis socialistes continentaux avaient grand-peine à s'orienter avant la guerre. Ceci vaut principalement pour les trois caractéristiques suivantes : il a cessé d'être un parti de classe ; il s'est avéré parti national ; et il est devenu un parti planiste » (43).

## ANNEXE

### « Les thèses de Pontigny » (septembre 1934)

1. « La crise économique actuelle est une crise de régime. Elle résulte de ce que l'évolution du capitalisme, après avoir été progressive, est entrée dans un stade régressif.

Cette évolution se manifeste principalement sous trois aspects :

a) la prédominance du capital financier se substituant à celle du capital industriel ;

b) le régime des monopoles substitué à celui de la concurrence dans les positions de commande de la vie économique ;

c) le nationalisme économique substitué à l'expansion cosmopolite du marché mondial. »

2. « En vue de cette situation, le réformisme qui a pratiquement dominé le mouvement ouvrier jusqu'à présent, est devenu impossible. Les réformes de répartition sont devenues irréalisables, à moins de réformes de structure suffisamment radicales pour influencer le cours de l'évolution esquissée au 1<sup>o</sup>. »

3. « Le mouvement ouvrier doit abandonner à l'égard de la crise économique son attitude passive. Il doit remplacer sa doctrine déterministe (et, au fond, d'origine capitaliste) des crises par une politique volontariste, dont l'objectif limité mais immédiat est de résorber le chômage et de vaincre la crise. »

4. « Les objectifs de cette politique doivent être fixés de façon à être réalisables par les moyens d'action dont on dispose dans le cadre national et par la réorganisation du marché intérieur. »

5. « Pour fixer ces objectifs, il faut établir :

a) une limite minimum en posant la question : quelles sont les conditions indispensables en vue d'une action efficace contre la crise dans le cadre national ?

---

(46) Au-delà du nationalisme, o.c., p. 238.

— G. D. H. COLE, qui avait entretenu des relations amicales avec de Man (a), publia en 1956 une profession de foi politique et doctrinale qui s'apparente beaucoup aux idées d'Au-delà du Marxisme (b).

(a) G. D. H. COLE et H. DE MAN, « Planned Socialism », brochure n° 25 publiée par le New Fabian Research Bureau (décembre 1935).

(b) G. D. H. COLE, « World Socialism Restated », London, New Statesman and Nation, 1956.



b) une limite maximum qui découle de la question : que peut-on faire, dans l'état actuel des forces sociales en présence, en vertu des communautés d'intérêt englobant une majorité suffisante de la population et pouvant se transformer en majorité politique ?

La question du minimum est économique, la question du maximum est sociologique et politique (machtpolitisch). »

6. « La solution qui répond à cette double condition est un régime d'économie mixte (secteur nationalisé et secteur privé) pouvant être considéré comme intermédiaire entre l'économie capitaliste et l'économie socialiste. »

7. « Le principe qui peut donner à pareille économie mixte son unité et son dynamisme est celui de l'économie dirigée, c'est-à-dire de l'usage du pouvoir politique en vue de créer les conditions économiques d'une adaptation de la capacité de consommation à la capacité de production. »

8. « Cet objectif implique un double déplacement de l'accent dans la doctrine de la socialisation :

a) la réalisation nationale cesse d'être subordonnée à la réalisation internationale et prend le pas sur elle, c'est-à-dire que l'étape actuelle de la socialisation ne peut être que la nationalisation ;

b) l'essence de la nationalisation est moins le transfert de propriété que le transfert d'autorité ou, plus exactement, le problème de la gestion prend le pas sur celui de la possession, et les modifications du régime de la propriété sont fonction des modifications du régime de l'autorité requise par l'économie dirigée. »

9. « Pour que l'extension et le renforcement de l'autorité de l'Etat qui découlent de cette nouvelle fonction économique ne conduisent pas à un étatisme bureaucratique à l'intérieur et impérialiste à l'extérieur, il faut que l'Etat économique nouveau se constitue sous des formes différentes de celles de l'Etat politique ancien : organisation corporative autonome des entreprises nationalisées ou contrôlées par l'Etat, déparlementarisation des procédés de contrôle, révision de la doctrine des pouvoirs, etc... »

A la doctrine classique de la démocratie bourgeoise, qui ne correspond plus aux réalités actuelles, il faut substituer une doctrine nouvelle basée sur une conception différente de la séparation des pouvoirs. L'exécutif gouverne, les institutions représentatives contrôlent.

De même, au sein de l'Etat économique nouveau en voie de constitution, les institutions représentatives, c'est-à-dire basées sur l'exercice du droit de suffrage individuel, n'auront qu'un droit de regard et de contrôle ; l'exercice du droit de gestion sera basé sur la délégation de pouvoirs par l'exécutif et la représentation des intérêts corporatifs.

10. « En luttant pour la réalisation de ces objectifs, le mouvement socialiste doit abandonner ses préjugés ouvriéristes, qui sont devenus depuis que l'évolution du capitalisme a cessé de s'accompagner d'un accroissement continu d'une majorité qui, en plus du prolétariat, englobe une fraction aussi large que possible des clas-

ses dites moyennes, sans attendre ou favoriser leur résorption dans le prolétariat, et en acceptant leur volonté de résister à la prolétarianisation. »

11. « La constitution de ce front implique qu'il soit dirigé non point contre le capitalisme dans son ensemble, mais contre ce qui, à l'intérieur du régime capitaliste, constitue l'adversaire commun des classes travailleuses prolétariées et non prolétariées : le capitalisme monopoliste et en premier lieu le capitalisme financier. »

12. « Dans les pays à démocratie politique, l'action à mener doit être basée exclusivement sur l'emploi des moyens légaux et constitutionnels pour la conquête, par la persuasion, d'une majorité. Cette majorité n'est pas uniquement une nécessité politique, elle est surtout une nécessité économique, parce que le fonctionnement d'un régime d'économie mixte présuppose en tout état de cause un minimum de consentement. La majorité économique est au moins aussi indispensable que la majorité politique. »

13. « Aux programmes, il faut substituer le plan. Le succès de toute tentative d'économie dirigée présuppose un ensemble de mesures qui se conditionnent mutuellement et qui, pour se réaliser par étapes, doivent être échelonnées et coordonnées dans le temps. En outre, le Plan, à la différence du programme ; constitue, à l'égard de ceux que l'on veut y rallier par la propagande, un engagement précis d'utiliser le pouvoir en vue d'un objectif limité mais dont la réalisation doit commencer immédiatement et s'accomplir endéans une durée limitée. »

14. « La concentration de toute l'action du mouvement ouvrier sur cet objectif ne peut sortir tous ses effets qu'à condition que les partis socialistes mettent la formule „ rien que le Plan tout le Plan" à la base de leur stratégie politique, en affirmant qu'ils sont prêts à gouverner avec l'appui de tous ceux qui acceptent le plan, mais qu'ils se refusent à entrer dans un gouvernement qui ne satisferait pas à cette condition. »

(H. DE MAN, *L'Idée socialiste*, B. Grasset, Paris, 1935, 531-534, voir P. DODGE, *Beyond Marxism : the faiths and works of Hendrik de Man*, Martinus Nijhoff, The Hague, 1966, appendix B, 237-239.





Auteur-éditeur responsable et correspondance :

---

Augustin Duchâteau / Rédacteur en chef  
Avenue de Stalingrad, 29-31, 1000 Bruxelles

---

40 F